

TABLE DES MATIÈRES

ÉDITORIAUX, CHRONIQUES SUR LE 10 NOVEMBRE 2011	3
LE SOLEIL : Point de vue : Frais de scolarité et hypocrisie, par Réjean Porlier, Président du syndicat des Technologues d'Hydro-Québec - Mercredi 16 novembre 2011.....	3
LE DEVOIR : Perspectives - À bonne école, par Éric Desrosiers - Lundi 14 novembre 2011.....	3
LE DEVOIR : Libre opinion : L'éducation, la mort et les taxes, par Alexandre Blanchet - Doctorant en science politique à l'Université de Montréal - Lundi 14 novembre 2011.....	4
LE DEVOIR : Lettres - Merci aux professeurs de l'UQAM, Patrick Boulanger, étudiant de l'UQAM - Lundi 14 novembre 2011.....	4
JOURNAL DE MONTRÉAL : LA VALEUR DE L'ÉDUCATION, par Jean-Luc Mongrain - Dimanche 13 novembre 2011.....	4
JOURNAL DE MONTRÉAL : Chronique : Idéalistes dites-vous?, par BENOÎT AUBIN - Dimanche 13 novembre 2011.....	5
LE DEVOIR : Lettres - Qu'est-ce qu'on finance?, par Martin Lefebvre - Samedi 12 novembre 2011.....	5
Vos réactions	5
LE DEVOIR : Lettres - Une solution raisonnable aux droits universitaires, par Michel Frankland - Montréal, le 11 novembre 2011 - Samedi 12 novembre 2011.....	6
Vos réactions	6
THE GAZETTE : Opinion : Paying the cost of higher education : Students are getting a great deal, by STEPHEN ALBERS (is in his junior year at McGill University, majoring in political science with a double minor in economics and Middle East studies), Saturday, November 12, 2011.....	7
THE GAZETTE : Paying the cost of higher education : Everybody has to help share the burden, by IAN CLARKE (vice president/ external of the McGill Law Students Association. He writes on behalf of the association's executive committee)- Saturday, November 12, 2011 ...	7
LA PRESSE.CA : Débat : Droits de scolarité: le mouvement étudiant se trompe d'enjeu, par Jean Baillargeon, Expert-conseil en communication stratégique, l'auteur a été secrétaire général du Regroupement des associations étudiantes universitaires du Québec et initiateur de la loi sur la reconnaissance et le financement des associations étudiantes au Québec - Publié le vendredi 11 novembre 2011 à 12h59.....	8
LE DEVOIR : Éditorial : Droits de scolarité - Une manif nécessaire, par Josée Boileau - vendredi 11 novembre 2011.....	8
Vos réactions	8
LA PRESSE : Chronique : La valeur de l'éducation, par Yves Boisvert - Vendredi 11 novembre 2011.....	9
THE GAZETTE : Your Views: The tuition-hike question - Friday, November 11, 2011.....	9
MÉTRO : Courrier des lecteurs : Le débat ne fait que commencer, par Anaïs Valiquette L'Heureux, Étudiante au doctorat en administration publique, ENAP - vendredi 11 novembre 2011.....	10
LE DEVOIR : Libre opinion - Osons un chantier sur l'éducation, par Cynthia Sanlian - Présidente de la Jeune Chambre de commerce de Montréal - Jeudi 10 novembre 2011.....	10
Vos réactions	11
LA PRESSE.CA : Débats-Commentaires : Droits de scolarité: une hausse s'impose, par Jonathan Aubert, géomaticien et bachelier en géographie - Mis à jour le jeudi 10 novembre 2011 à 15h15.....	11
LA PRESSE : Débat : Cette fois, j'ai voté non : Inaccessible aux États-Unis, l'enseignement universitaire est offert à prix modique au Québec, par GARANCE PHILIPPE, étudiante à l'UQAM - Jeudi 10 novembre 2011.....	12
MÉTRO : Courrier des lecteurs : Le débat a déjà eu lieu, par Michel Leblanc, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain - Jeudi 10 novembre 2011.....	12
THE GAZETTE : Surprise! Low tuition fees are a benefit - to the rich, By Youri Chassin and Germain Belzile (Montreal Economic Institute), Special to the Gazette - Thursday, November 10, 2011.....	12
LE DEVOIR : Libre opinion - Droits de scolarité: une question de justice intergénérationnelle, par Thierry St-Cyr, ancien député de Jeanne-Le Ber et actuel président de la Commission de la citoyenneté du Bloc québécois - Mercredi 09 novembre 2011.....	13
Vos réactions	13
LA PRESSE : Chronique : Étudiants: du banal pas-dans-ma-cour, par Alain Dubuc - Mercredi 09 novembre 2011.....	15
JOURNAL DE MONTRÉAL / CONTREPOINTS : Chronique : Diplômes ou bonbons?, par David.Descoteaux - Mercredi 09 novembre 2011... 15	15
12 commentaires (JdeMtl)	15
LE DEVOIR : Éditorial : Hausse des droits de scolarité - Indignation fourre-tout, par Marie-Andrée Chouinard - Lundi 07 novembre 2011.....	17
Vos réactions	17
CYBERPRESSE.CA : Place publique Droits de scolarité: hausse injuste pour les familles à revenus modestes, par Marianne Di Croce, professeure de philosophie au cégep de Saint-Jérôme. La lettre est cosignée par plusieurs professeurs de cégep - Jeudi 03 novembre 2011.....	19
MANIFESTATIONS DU 10 NOVEMBRE 2011	19
THE GAZETTE : 'Masked' protesters frightened staff, McGill principal says : Riot police pepper-sprayed students during peaceful demonstration Nov. 10 - Wednesday, November 23, 2011.....	19
THE GAZETTE : Hundreds rally at McGill University to decry use of riot police - Tuesday, November 15, 2011.....	20
MÉTRO : Des étudiants de McGill manifestent - Mardi 15 novembre 2011.....	20
24 HEURES : Manifestation à McGill - Mise à jour lundi 14 novembre 2011 17h28.....	20
LE SOLEIL DE VALLEYFIELD : Journée de grève au Collège de Valleyfield - Samedi 12 novembre 2011.....	21
Grève générale en 2012 ?	21
BOMBETV : Dave à la manifestation - Samedi 12 novembre 2011.....	21
LA PRESSE.CA : Charest inflexible sur la hausse des droits de scolarité - Mis à jour le 11 novembre 2011 à 16h00.....	21
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Droits de scolarité : des choix difficiles pour certains étudiants - Mise à jour le vendredi 11 novembre 2011 à 9 h 29 HNE.....	22
RADIO-CANADA : Les étudiants se font entendre à Montréal - Mise à jour le vendredi 11 novembre 2011 à 7 h 53 HNE.....	23
LE DEVOIR / VIGILE.NET : 1 ^{ère} page : 20 000 manifestants contre la hausse des droits de scolarité - Les étudiants disent avoir gagné une bataille - Vendredi 11 novembre 2011.....	24
Vos réactions	24
LA PRESSE : Droits de scolarité: des milliers d'étudiants manifestent à Montréal - Vendredi 11 novembre 2011.....	26
CYBERPRESSE : Voir la galerie de photos - Vendredi 11 novembre 2011.....	27
LE SOLEIL : Près de 8000 étudiants en grève à Québec - Vendredi 11 novembre 2011.....	28
LA TRIBUNE : Manif à Montréal : on a manqué d'autobus - Vendredi 11 novembre 2011.....	29
LE NOUVELLISTE : Manifestation: les étudiants de la Mauricie se sont mobilisés - Vendredi 11 novembre 2011.....	29



LE NOUVELLISTE : Gonflés à bloc – Mis à jour le vendredi 11 novembre 2011, à 07h04.....	29
LE NOUVELLISTE : Hausse des frais de scolarité: des étudiants de la Mauricie à Montréal - Mis à jour le 10 novembre 2011 à 15h22	30
JOURNAL DE MONTRÉAL : Les étudiants en colère - Des milliers de jeunes descendent dans la rue pour dénoncer la hausse des droits de scolarité – Vendredi 11 novembre 2011	30
JOURNAL DE MONTRÉAL : Empêchés d’aller en classe : Des piquets de grève érigés devant les universités et les cégeps – Vendredi 11 novembre 2011	30
MÉTRO : Des dizaines de milliers d’étudiants se mobilisent à Montréal + Photos – Vendredi 11 novembre 2011	31
Qu’en pensez-vous?	31
CANOE.CA : Frais de scolarité : Des milliers d’étudiants prennent le Québec d’assaut - Mise à jour jeudi 10 novembre, 21h24	36
24 HEURES : Actualités : Frais de scolarité : Des milliers d’étudiants prennent le Québec d’assaut - Mise à jour le jeudi 10 novembre 2011 17h44.....	37
24 HEURES/MONTRÉAL.CANOE.CA : Actualités : Frais de scolarité : Des milliers d’étudiants prennent le Québec d’assaut – Photos- Mise à jour le jeudi 10 novembre 2011 17h44.....	37
THE GAZETTE : Thousands protest tuition hike plans: MARCH PEACEFUL Pepper spray used at McGill occupation – Friday, November 11, 2011.....	40
4 Comment(s).....	41
THE GAZETTE : First page : Students march ... - Friday, November 11, 2011	42
TVA Nouvelles : National : Manifestation monstre des étudiants au Québec : En marche et en colère – Mis à jour le jeudi 10 novembre , à 18h26.....	43
TVA NOUVELLES : La manifestation en photos : Les étudiants prennent le Québec d’assaut : Première publication 10 novembre 2011 à 14h06.....	43
Vues aériennes de la manifestation à Montréal, à partir de l’hélicoptère TVA. (Crédit: Maxime Landry, pour TVA Nouvelles)45	
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Des étudiants de Québec manifestent contre la hausse des droits de scolarité – Mise à jour le jeudi 10 novembre 2011 à 16 h 49 HNE	46
Les commentaires (14)	47
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Presque tous les cégeps de l’Est du Québec en grève – Mise à jour le jeudi 10 novembre 2011 à 14 h 57 HNE	48
Les commentaires (2).....	48
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Droits de scolarité : les étudiants du Saguenay-Lac-Saint-Jean manifestent à Montréal – Mise à jour le jeudi 10 novembre 2011 à 14 h 43 HNE.....	48
Les commentaires (1)	49
L’ÉCHO DU NORD – MIRABEL : Les étudiants du cégep manifestent contre la hausse des frais de scolarité - Publié le 10 novembre 2011 à 12:56	49
RADIO-CANADA / ESTRIE : 850 étudiants sherbrookoïses se joignent à la manifestation contre la hausse des droits de scolarité à Montréal – Mise à jour le jeudi 10 novembre 2011 à 11 h 54 HNE.....	49
Les commentaires (1)	49
LE NORD-EST : Les étudiants du cégep de Sept-Îles embarquent dans le mouvement – Jeudi 10 novembre 2011, 09h56.....	49
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Les étudiants manifestants de la Mauricie et du Centre-du-Québec convergent vers Montréal – Mise à jour le jeudi 10 novembre 2011 à 11 h 28 HNE	50
LAVANTAGE.QC.CA : Grève des étudiants: lignes de piquetage hermétiques à l’UQAR et au Cégep de Rimouski - Publié le jeudi, 10 novembre 2011 09:29 -.....	50
LA REVUE DE CŒUR ET D’ACTION : Les étudiants de Terrebonne joignent le mouvement – Jeudi 10 novembre 2011	51
LE TRAIT D’UNION : Le mouvement de grève étudiante frappe le Cégep régional de Lanaudière – Jeudi 10 novembre 2011.....	51
L’HEBDO JOURNAL : Hausse des frais de scolarité: les étudiants dans la rue – Jeudi 10 novembre 2011	51

LE SOLEIL : Point de vue : Frais de scolarité et hypocrisie, par Réjean Porlier, Président du syndicat des Technologues d'Hydro-Québec – Mercredi 16 novembre 2011



PHOTO: IVANO H DEMERS
ARCHIVES LA PRESSE

Pourquoi l'éducation devrait-elle être gratuite, comme ça existe ailleurs dans le monde. Parce que tous les enfants ont le droit à une chance égale d'obtenir une éducation de qualité, peu importe le milieu dont ils sont issus.

Je déteste l'hypocrisie et particulièrement lorsqu'elle provient d'hommes et de femmes qui ont pour mandat de représenter la population, car elle ne contribue qu'à entretenir le cynisme actuel.

Ils vous diront qu'ils ambitionnent la réussite scolaire du plus grand nombre possible et qu'ils recherchent la qualité de l'enseignement, alors que l'augmentation des frais de scolarité mène tout droit à une diminution de la fréquentation et rien n'est moins sûr que la qualité de l'enseignement s'en trouvera améliorée.

Il s'agit donc d'une mesure complètement régressive qui ne nous projette en rien vers un avenir prometteur. La réingénierie de l'État de Jean Charest, voilà de quoi il s'agit; promesse faite, promesse dûe...

La réingénierie des libéraux, ce n'est rien d'autre que le désengagement de l'État, en santé

d'abord, où la privatisation est bien amorcée, et maintenant, en éducation.

L'éducation devrait être gratuite, comme ça existe ailleurs dans le monde. Pourquoi? Parce que tous les enfants ont le droit à une chance égale d'obtenir une éducation de qualité, peu importe le milieu dont ils sont issus. C'est ce qu'on appelle vivre dans une société juste et équitable.

J'entends les autres hypocrites comme les porte-paroles de l'Institut économique de Montréal et du milieu de la finance se révolter à l'idée de rendre gratuite l'éducation. Hypocrites, parce que les principaux ténors de ce discours moralisateur, qui veut que l'État n'en a pas les moyens, sont souvent les premiers à bénéficier des largesses de ce même État: abris fiscaux et généreuses subventions puisées à même nos impôts. Suivis de près par les représentants du patronat et des chambres de commerce qui, jamais au grand jamais, ne mentionneront que l'entreprise privée reçoit annuellement le double en subvention de ce qu'elle contribue aux recettes de l'État: quelque 6 milliards\$ seulement en 2008. D'ailleurs, la contribution des entreprises aux coffres de l'État est passée de 55% à la fin des années 1960 à 20% aujourd'hui et rien n'annonce un renversement de tendance, au contraire.

On peut douter de l'honnêteté de nos dirigeants qui, s'ils prétendent manquer de revenus pour maintenir le financement de nombre de nos services publics, poursuivent une politique d'allègement du fardeau fiscal des entreprises.

Non seulement Jean Charest désengage l'État, mais il ne cesse d'alléger le fardeau fiscal de ceux qui subventionnent ses campagnes électorales. D'ailleurs, le Plan Nord est la consécration de cette idéologie néolibérale où les plus riches

Qui donc ne seront pas touchés par cette mesure régressive que représente la hausse des frais de scolarité? Les plus riches encore une fois. Là-dessus, Jean Charest et les autres représentants du 1% de la société sont constants; toutes ces mesures ont pour effet d'élargir encore plus le fossé entre les classes. Même le Conference Board, qui n'a rien de socialiste, révélait récemment que le Canada est de moins en moins équitable.

Mais ce qui rend la chose encore plus irritante, c'est de voir à quel point le simple travailleur donne écho à ce discours de droite, oubliant du même coup ses origines. Il n'y a pas si longtemps, nos parents et grands-parents se sont battus pour gagner pour nous le privilège à ces études combien importantes pour sortir de notre seconde classe. Une éducation qui a grandement contribué à l'amélioration de notre qualité de vie. Maintenant que nous y sommes, nous voilà qui agissons exactement comme ceux qui nous en privaient, sans doute sous l'impression que maintenant nous sommes des leurs, de cette élite qui n'a que faire de monsieur et madame tout-le-monde. Voilà que nos enfants doivent de nouveau mériter le droit à l'éducation. J'ai honte de ce qu'est devenu notre mémoire.

Jean Charest et Stephen Harper sont deux conservateurs, deux porte-paroles des multinationales et de la grande entreprise, bien décidés à faire disparaître la classe moyenne et tout cela passe d'abord et avant tout par une réduction de l'accessibilité à l'éducation et aux soins de santé.

Allons-nous bien longtemps encore nous laisser aliéner par le discours de ces charlatans dont les intérêts n'ont rien à voir avec ceux de la population?

LE DEVOIR : Perspectives – À bonne école, par Éric Desrosiers – Lundi 14 novembre 2011

Les questions d'éducation occuperont une place de plus en plus importante dans les débats sur l'avenir économique de nos sociétés. Plus de 20 000 étudiants ont bravé une pluie d'automne et marché dans les rues de Montréal, la semaine dernière, pour dénoncer la hausse brutale des droits de scolarité universitaires décidée par le gouvernement Charest, et sans même que soit ajusté le programme de prêts et bourses. L'événement a permis de revenir sur les besoins de financement de l'éducation, sur les bénéfices futurs retirés par ceux qui poursuivent leurs études plus longtemps, sur la question d'équité entre les contribuables et les générations, ainsi que sur les retombées économiques associées à l'éducation pour l'ensemble de la société.

Dans son plus récent Regards sur l'éducation, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) rappelait à quel point le fait de terminer des études jouait un rôle de plus en plus déterminant dans la destinée économique et personnelle des individus. Il soulignait notamment que les diplômés postsecondaires ont été beaucoup moins nombreux à avoir perdu leurs emplois pendant la Grande Récession que ceux qui avaient quitté l'école sans qualification. En fait, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est resté constant, à 4,4 % en moyenne dans les pays de l'OCDE en 2009, alors que celui des personnes n'ayant pas terminé leurs études secondaires a augmenté de 8,7 % à 11,5 %.

On prévenait également les gouvernements que ce n'était pas le temps d'essayer de faire des économies sur le dos de l'éducation à une époque où la richesse des nations développées repose de plus en plus sur leurs capacités de se tailler une place dans l'économie du savoir. D'autant plus qu'à long terme, plus un individu est scolarisé, moins il a recours à l'assurance chômage ou à l'aide sociale, et plus il verse d'impôt. «Le fait de quitter l'école sans diplôme est de plus en plus lourd de conséquences, tant pour les personnes concernées que pour la société dans son ensemble», avait alors prévenu le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría. «Malgré la restriction des budgets publics, les États doivent maintenir leurs investissements afin de préserver le niveau de qualité de l'enseignement, notamment pour les plus vulnérables.»

Bien conscients de ces enjeux et confrontés à la concurrence de plus en plus vive des économies émergentes, les membres du club des pays développés ont légèrement augmenté, depuis une quinzaine d'années, la part de leur richesse collective consacrée à l'éducation passant d'une moyenne de 5,6 % de leur produit intérieur brut (PIB), en 1995, à 5,8 %, en 2008. Le Canada, quant à lui, a suivi une trajectoire inverse, son investissement total reculant de 6,7 % du PIB à 6 %. Le pays se démarque aussi par la part plus grande qu'y occupe le financement privé avec les tiers des dépenses totales, soit deux fois plus que la moyenne de l'OCDE (15 %).

Une autre sorte d'éducation

La question de l'accès à l'éducation promet donc d'être un enjeu important au cours des prochaines années, mais son contenu aussi. Le mouvement Occupy Wall Street a, par exemple, pris un tour nouveau, la semaine dernière, lorsqu'un groupe d'étudiants sont sortis d'un cours d'économie de première année à l'Université de Harvard. Leur geste dénonçait le contenu du cours qu'on jugeait trop étroit et inféodé aux théories à l'origine des maux et dérapages de nos sociétés contemporaines. Rappelant l'influence considérable des diplômés de leur prestigieuse université, les protestataires ont dit que ce genre de cours sont sûrement en partie responsables de la dernière crise.

De l'autre côté de la planète, le vice-président et directeur technologique de Lockheed Martin, Ray Johnson, déplorait, quant à lui, lors du World Entrepreneurship Forum, à Singapour, que les universités bourrent la tête des futurs ingénieurs de tellement de connaissances techniques et de formules mathématiques, alors que c'est de plus en plus du sens de la créativité que l'on aura besoin d'eux. «On gagnerait à remplacer quelques-uns de ces cours par une formation en sciences sociales, ou en art, disait-il. C'est devenu tellement facile, de toute manière, de trouver toutes ces connaissances techniques sur Internet.»

Certains des petits génies qui nous ont donné Internet, justement, et toutes les autres merveilles technologiques remettraient en cause, de leur côté, l'opportunité de recourir à l'informa-

<p>tique dans l'éducation des jeunes enfants, à l'école, comme à la maison. «Je rejette complètement cette idée qu'il faille de la technologie pour enseigner la grammaire à l'école», déclarait un ingénieur informatique de Google dans un article du New York Times sur les écoles privées alternatives Waldorf dans la Silicon Valley, en Californie. Alors que l'un des critères de qualité</p>	<p>d'une école aujourd'hui semble très précisément être sa capacité d'exposer les enfants à un maximum de nouvelles technologies, le directeur technologique d'eBay, ainsi que des confrères d'Apple, Yahoo, et autres Hewlett-Packard, croiraient, au contraire, aux vertus de la craie sur le tableau noir, d'une véritable bibliothèque, mais surtout de la relation personnelle avec un</p>	<p>enseignant stimulant et les autres élèves. «L'enseignement est une expérience humaine», résumait un expert cité dans l'article. Ce ne sont là que des exemples de débats soulevés par la question de l'éducation du point de vue de l'économie. Il y en aura d'autres, beaucoup d'autres dans les années à venir.</p>
--	---	--

LE DEVOIR : Libre opinion : L'éducation, la mort et les taxes, par Alexandre Blanchet - Doctorant en science politique à l'Université de Montréal – Lundi 14 novembre 2011

<p>Voilà le débat sur les droits de scolarité officiellement relancé. Après les Fêtes, suivant ce qui sera semble-t-il une inévitable grève générale illimitée, le bon citoyen se fera casser les oreilles par les étudiants qui revendiqueront, par le gouvernement Charest qui dira non et par les chialeux qui, comme toujours, chialeront. Pourtant, dans toute cette agitation, il me semble que nous entendrons parler de tout sauf, précisément, d'éducation.</p> <p>Tout le débat sur les droits de scolarité se joue sur un seul axe: à gauche, l'éducation conçue comme pierre angulaire de la réduction des inégalités sociales et, à droite, l'éducation conçue comme un investissement plus que rentable dans son capital humain individuel. Entre ces deux pôles existent bien sûr une panoplie de positions possibles qui seront déterminées par l'arbitrage de chacun.</p> <p>Les étudiants sont pauvres et doivent passer la moitié de leur temps à faire des boulots mal payés pour parvenir à étudier, diront certains. Les étudiants sont gâtés pourris, diront d'autres, ils ont des i-bidules, une voiture et mangent au restaurant. Le problème étant qu'il n'y a pas LES étudiants, mais DES étudiants. Certains vivent encore chez papa maman. Certains ont des enfants. Certains étudient dans des domaines qui leur rendront rapidement riches, les banques se mettent alors carrément à genoux devant eux pour qu'ils leur empruntent de l'argent. D'autres, comme moi, sont aux cycles supérieurs et sont donc un peu plus vieux, vivent plus simplement et sont tout à fait heureux de faire ce qu'ils aiment.</p> <p>Reste que, dans ce débat qui revient comme le cycle des saisons, les stéréotypes sur les étu-</p>	<p>dants vont aller dans tous les sens, on va parler d'argent, d'égalité des chances, d'investissement dans son avenir, de marché du travail. On va parler de tout sauf, à proprement parler, d'éducation. Depuis des années que l'on discute du comment et que nous n'avons aucune idée du quoi. Qu'est-ce, au juste, que nous tentons de financer?</p> <p>Marché du travail</p> <p>Que l'on parle d'éducation comme pierre angulaire de la réduction des inégalités ou que l'on en parle comme d'un investissement individuel dans son capital humain, on parle toujours d'une seule et même chose: le marché du travail et, en conséquence, les perspectives de richesses matérielles. Or puisque le marché du travail constitue pour l'essentiel cet espace social où tous assurent leur subsistance, et ce, de manière plus ou moins satisfaisante, l'éducation devient simplement cette institution sociale où chacun apprend les connaissances nécessaires à assurer sa survie et son confort. Non seulement cette conception de l'éducation est réductrice, mais, surtout, elle déprime par son manque cruel d'ambition.</p> <p>Il me semble que l'éducation, que l'on parle de celle que les parents offrent à leurs enfants entre les murs intimes du foyer ou de l'éducation institutionnelle de l'école primaire jusqu'à l'université, est d'abord et avant tout ce par quoi un individu grandit, explore ses possibilités, découvre la diversité et le flux variant de la vie. L'éducation, en dehors même des institutions scolaires et universitaires, est ce processus constant de croissance individuelle et sociale, ce processus par lequel on découvre ce qui est, ce que l'on est, ce qui est possible et ce que l'on</p>	<p>souhaite. Arrêter d'apprendre c'est ne plus changer, c'est disparaître dans une fixité moribonde. L'éducation est, en ce sens, non seulement l'avenir humain en train de se faire, mais surtout la vie humaine en train de se vivre.</p> <p>Notre rapport actuel à l'éducation témoigne de quelque chose d'éminemment paradoxal: notre aversion la plus profonde envers notre mort inévitable devrait, pour un minimum de cohérence, s'expliquer par une passion débordante pour la vie. Je vois pourtant une société qui se réfugie aussi tôt qu'elle le peut dans la «sécurité» de la fixité. On n'apprend pas à lire pour croître et ouvrir ses horizons, mais simplement parce que lire est devenu tout bêtement nécessaire à assurer le maintien de notre subsistance. [...] Notre rapport à l'éducation témoigne donc, me semble-t-il, d'un manque cruel d'ambition et d'une peur déprimante des possibilités de notre humanité.</p> <p>Étant au doctorat, il y a maintenant assez longtemps que j'évolue dans nos universités pour me permettre d'appeler les bacheliers «les jeunes». Quand je les côtoie, en discutant avec eux ou en corrigeant leurs travaux, je remarque essentiellement deux choses: certains sont allumés, curieux et passionnés alors que beaucoup d'autres ne viennent qu'apprendre à faire du feu et attendent, plus ou moins patiemment, d'avoir enfin leur bout de papier pour que leur «vraie vie» puisse enfin commencer. Chaque fois, c'est avec une certaine tristesse que je me demande: mais quelle est donc cette «vraie vie» qu'ils attendent?</p>
---	---	--

LE DEVOIR : Lettres - Merci aux professeurs de l'UQAM, Patrick Boulanger, étudiant de l'UQAM – Lundi 14 novembre 2011

<p>Je voudrais remercier les enseignants de mon université pour leur résolution votée à l'unanimité en conseil syndical contre la hausse des droits de scolarité.</p>	<p>(Le gouvernement Charest tente d'imposer aux étudiants universitaires une augmentation de 75% de ces droits en cinq ans...) Je suis charmé et touché par ce ferme appui! J'invite par ailleurs les enseignants des autres universités du Québec à les imiter! Notre lutte</p>	<p>pour faire plier ce gouvernement s'annonce ardue, et d'autres appuis comme celui-là vont être plus que bienvenus! Patrick Boulanger, étudiant de l'UQAM - Le 10 novembre 2011</p>
---	--	--

JOURNAL DE MONTRÉAL : LA VALEUR DE L'ÉDUCATION, par Jean-Luc Mongrain – Dimanche 13 novembre 2011

20 000 manifestants venus des quatre coins du Québec ont pris part jeudi à la manifestation contre la hausse des frais de scolarité. Voulez-vous qu'on dise 30 000, 40 000 ou 50 000 ? Est-ce beaucoup ? Trop peu ? Trop tard ? Les étudiants ont-ils le poids suffisant et la cause sympathique ? On dirait bien que non, car le gouvernement Charest a confirmé vendredi l'augmentation des coûts. En fait, c'est notre rapport à l'éducation dans son ensemble qu'il faut revoir, dès les premières années du primaire. Que dire du taux de décrochage frôlant les 40 % avant la fin du secondaire ? De la dévalorisation du secteur professionnel pendant trop d'années ? D'une école dans laquelle les jeunes garçons ne semblent pas se retrouver ? Du manque d'éducateurs spécialisés, de la pauvreté du matériel didactique et de l'épuisement du corps professoral ? Quand retrouverons-nous dans nos valeurs un plan d'éducation qui ne se résume pas à la vie scolaire, mais à un projet familial et collectif, une valorisation du savoir, du travail bien fait, de l'effort, du dépassement et de l'excellence ? Tarder à agir nous mènera directement à la précarité.



C'était plutôt réjouissant de voir des milliers d'étudiants descendre dans la rue pour manifester comme dans le bon vieux temps, jeudi. C'est ce qui les mobilise qui l'est moins.

La beauté de la jeunesse tient de son énergie et de sa relative ignorance des choses de la vie. On lui pardonne son manque d'expérience, parce qu'il est un gage de fraîcheur.

Il arrive à la jeunesse de parler à travers son chapeau et de faire montre, envers le monde des adultes, d'une insupportable arrogance. On lui pardonne cela aussi, parce qu'elle porte sur le monde un regard neuf et, donc, critique.

Le rôle de la jeunesse – étudiante, surtout – est d'imposer à la société un devoir d'idéalisme, sans lequel les progrès seraient beaucoup plus lents à venir.

DÉFENSE DU STATU QUO

Mais qu'arrive-t-il d'une société où ce qui mobilise la jeunesse et la fait manifester par dizaines de milliers dans les rues est la défense du statu quo ?

On ne manque pourtant pas de causes inspirantes dans lesquelles s'engager pour faire de la société un meilleur milieu de vie – protection de

l'environnement, solidarité, responsabilisation citoyenne, tolérance...

Mais qu'est-ce qui mobilise tant la jeunesse aujourd'hui ? Résister à une hausse dérisoire des frais de scolarité qui, même après cinq années de hausse, seraient encore les plus bas au Canada ? Hélas ! La hausse envisagée des frais de scolarité est de 1 \$ par jour. L'équivalent de 36 heures de travail au salaire minimum, sur un an – les gagne-petit ne payent pas d'impôt. C'est moins que le budget de cellulaire – ou que le budget de bière ou de voyage – de plusieurs de ces étudiants...

PAUVRETÉ TEMPORAIRE

Partout, de tout temps, les étudiants – la plupart d'entre eux, du moins – sont pauvres. On sait que c'est temporaire – pour la plupart.

C'est pourquoi on leur fait des prix d'étudiants dans le métro, dans plusieurs commerces, au théâtre. On les comprend de ne pas aimer cette hausse des frais. Mais promettre la grève générale pour s'en soustraire ?

La cohorte étudiante d'aujourd'hui est celle de 1990 : la génération affublée de deux noms de famille, qui a grandi avec l'internet, équipée,

informée, et branchée sur le monde comme aucune autre avant elle.

Ces étudiants ne savent-ils pas ce qui se passe ailleurs ? Aux États-Unis, où les diplômés – qui enrichiront leurs détenteurs – coûtent une vraie fortune ? En Europe, où la socialdémocratie achève de ruiner même les pays les plus riches ? L'université gratuite pour tous est un idéal, certes, mais pas un droit.

LES ENFANTS ROIS

Les étudiants à l'université devraient être les premiers à se soucier de la qualité de leur école s'ils veulent tirer profit des années qu'ils y passent – quitte à faire modestement leur part pour l'aider à rester de calibre, en cette période de disette budgétaire.

Les étudiants se perçoivent volontiers comme de jeunes adultes qui arriveront bientôt aux affaires. Mais leur entêtement à refuser, par « principe », de participer à ce qui fera d'eux des citoyens privilégiés dans quelques années nous montre plutôt de grands enfants trop habitués à tout recevoir tout cuit dans le bec. Des enfants rois. Mais même les rois – adultes – doivent se soucier de la santé de leur royaume.

LE DEVOIR : Lettres - Qu'est-ce qu'on finance?, par Martin Lefebvre – Samedi 12 novembre 2011

10 novembre 2011

C'est immanquable. Chaque année, il y a une grève étudiante, et chaque année, la grève n'arrive pas à atteindre ses objectifs. Essentiellement, les étudiants ne veulent pas dépenser pour leurs études, ce qui, d'un point de vue idéologique, est tout à fait défendable. Cependant, ces mêmes étudiants possèdent souvent un cellulaire, un ordinateur portable, ils sortent régulièrement dans des bars branchés, ils sont abonnés au câble et ils ont peut-être même une voiture. En regardant tout cela, je me pose une question: qu'est-ce qu'on finance au juste? Le système d'éducation ou certaines dépenses superflues des étudiants?

Selon les données du gouvernement, un diplôme de 90 crédits coûtera 11 379 \$ en droits de scolarité (3793 \$/an). Ceci représente un montant de 379,30 \$ par cours, ou encore 8,43 \$ par heure d'enseignement. Maintenant, je vous le demande, est-ce que 8,43 \$ de l'heure vous semble une somme excessive pour une formation qui va assurer votre future stabilité financière ainsi que votre sécurité d'emploi? Selon moi, non.

Le problème, ici, ce n'est pas que les études coûtent trop cher, c'est que ces dépenses ne sont pas planifiées et que les étudiants veulent garder le même rythme de vie que du temps où ils restaient chez leurs parents.

L'argument principal des étudiants est que l'augmentation des droits de scolarité va limiter l'accès aux études supérieures. Je ne suis pas d'accord. Si un étudiant se discipline, ne se lance pas dans toutes les dépenses mentionnées au premier paragraphe, qu'il travaille à temps partiel durant ses études (et à temps plein l'été) et qu'il a su économiser avant d'entrer à l'université, je crois sincèrement qu'il peut sortir de ces études sans dettes ou avec une dette très faible. Au net, l'augmentation des droits de scolarité affecte peut-être le moment où une personne va pouvoir entrer à l'université, mais elle n'affectera certainement pas sa capacité à y accéder ou non.

Vos réactions

- Darwin666, Inscrit, samedi 12 novembre 2011 05h02
Quelle banalité...
Comment de tel ramassis de lieux communs peuvent-ils se retrouver dans le courrier du

Devoir? Je comprends qu'on puisse vouloir que toutes les opinions soient représentées, et c'est bien, mais un tel assemblage de préjugés?

Quand j'étais jeune, certains reprochaient aux BS d'avoir une télé couleur. Maintenant, ce sont les téléphones cellulaires et des ordinateurs. Les reprochent changent, mais la bêtise demeure la même...

Democrite101, Inscrit, samedi 12 novembre 2011 06h57

Ploutos est un salaud qui gaspille sa jeunesse La lettre manque d'éléments importants: le revenu familial, la ventilation des dépenses étudiantes selon les niveaux de revenus étudiants et les niveaux de revenu familiaux. Quelle est la part véritable du superflu et du nécessaire.

Ensuite, il est mauvais, vraiment mauvais de travailler à temps partiel durant ses études. Très mauvais. Il faut mettre tout, mais tout son temps à ses études. Prendre goût aussi à cette merveilleuse liberté de ses 20 ans. Les polluer par un travail hâtif n'est pas ce qu'il y a de plus intelligent, c'est plutôt ce qu'il y a de plus cynique et cupide de la part de la part de la génération précédente qui l'oblige par des frais de scolarité dont l'existence est honteuse.

L'idéal serait même de ne pas travailler du tout durant l'été et se consacrer idéalement à des lectures de culture pour fréquenter la grande culture humaniste occidentale. À la limite on pourrait avoir un emploi lié à une formation quelconque, et non un emploi bas de gamme comme dans la restauration rapide et simili.

Bref, la jeunesse est belle, mais si courte. Consacrons-la à ce qu'il y a de meilleur dans l'homme, sa culture de haut niveau.

Jacques Légaré, ph.d. En philosophie politique, Laveur de vaisselle à 16 ans à cents/heure en 1964

Josephflavius, Inscrit, samedi 12 novembre 2011 06h58

houlala!
A vous et à tous les autres semblables, je conseille de lire les positions de M Jacques Pariseau sur toute la question de la gratuité scolaire et sur l'instruction en général. On ne

peut sûrement le taxer d'incompétence sur les questions financières.

Denis Miron, Inscrit, samedi 12 novembre 2011 07h43

Qui est-ce qu'on finance?
Le premier paragraphe de cette lettre insert dans l'esprit du lecteur la pernicieuse impression que «tous les étudiants» fonctionnent selon un mode de vie qui va bien au-delà de leurs moyens financiers. Ils ont «peut-être» une voiture. Ils vont «peut-être» voir même «souvent» dans les bars, possèdent «souvent» un ordinateur portable et un téléphone cellulaire. Faut-il s'étonner de ce que l'imaginaire idéologique peut utiliser pour fabriquer du prêt-à-penser populiste.

En plus de se demander, qu'est-ce qu'on finance, on peut aussi se demander aussi, qui est-ce qu'on finance lorsqu'on accorde 200 millions pour construire l'amphithéâtre de Québec alors qu'on coupe en santé et en éducation alors qu'on s'apprête à passer une loi spéciale pour empêcher tout recours aux tribunaux pour protéger l'entente entre Québecor et la ville de Québec.

Et que penser d'un premier ministre qui nous dit que le Québec est moins dépendant des redevances qu'ailleurs. Où est la «juste part de chacun» lorsque les politiques économiques d'un gouvernement ne contribuent qu'à augmenter l'écart de revenu entre les riches et la classe moyenne.

plan sud, Inscrit, samedi 12 novembre 2011 08h08

iMAGINONS

Imaginons pour un instant que le futur dont vous parlez ne les intéressent pas, que cette province sans vision ni projet, se préparant à faire des routes pour de milliers de mineurs, ne fait que confirmer pour eux, que leurs futurs sera fait de dettes que nous leurs laisserons.

Imaginons que ce jeunes délaissent les formations en santé, qu'ils se détournent de l'administration publique puisque trop corrompu(avec notre appui)

Imaginons que si, comme vous dites, ils se serrent la ceinture, ils se retrouveront sans dette et sans souci. Ils pourraient travailler le jour, avoir un travail à temps partiel,



comme aux études mais sans travaux à faire après.

Imaginons que leurs futurs est aussi le notre, et qu'il ne reste pas assez de bon salarier pour payer pour nos besoins, nous n'aurons qu'à nous serrer la ceinture nous aussi, comme nous le leur demandons.

Imaginons qu'il n'y a plus d'argent pour payer les retraités...

Imaginons si nous acceptons de vivre en société...

- josephflavius, Inscrit, samedi 12 novembre 2011 09h48
Non non non!
S'il-vous -plait tout le monde, relisez la pensée de M J.Parizeau sur le sujet. Si quelqu'un veut le taxer d'incompétence qu'il essaye.
- Democrite101, Inscrit, samedi 12 novembre 2011 13h38
Taxons les institutions financières et versons le tout en bourses étudiantes. Bingo !
p.s. À 60 cents/l'heure...
- Pascal Laprade, Abonné, samedi 12 novembre 2011 16h15
Un troisième point de vue
Le problème de l'argumentaire de droite économique, c'est qu'il diffère entre les riches partisans de la droite éco. et les moins riches partisans de la droite éco. Les moins riches disent qu'il faut travailler et peu dépenser pour s'offrir ce qu'on veut avoir dans la vie et qu'il faut mettre les priorités à la bonne place. Les riches de la droite économique disent qu'il faut garder le système, parce que sinon, ils ne seront plus riches.
Or, je vous rappelle qu'il existe au Québec une taxe de vente sur les biens jugés non essentiels et sur les services de même gabarit. En économisant son argent, l'étudiant ne contribue pas à la diversification et à la stimulation de l'économie. En investissant son argent économisé dans des frais de scolarité,

il n'y participe pas non plus. Mais en dépendant, par contre, l'étudiant fait beaucoup de choses en même temps. Il enrichit d'abord son patrimoine personnel. Il stimule l'économie en consommant des produits. Il crée de la demande pour des produits et justifie donc des emplois reliés au domaine du produit. Il paie une taxe sur ce produit, qui s'en va dans le fonds collectif qui sera réinvesti, entres autres, dans l'éducation, dans la santé et, comme on le disait, dans la construction d'un amphithéâtre dont les profits iront dans des poches privées. Et il se dote, lui-même, d'un bien ou d'un service qui augmente sa qualité de vie, en faisant donc quelqu'un qui a moins de chance de souffrir psychologiquement que celui ou celle qui se contente de travailler-étudier-manger-dormir chaque jour de sa vie.

Alors, je repose la question : il est où le problème de ces dépenses ? Ce n'est pas justifié, que l'étudiant qui paie des taxes et un peu d'impôt, reçoive des services comme l'éducation (alors qu'il ne bénéficie pas vraiment à son âge de beaucoup des autres services communs...) ? Je crois, en fait, que c'est plutôt justifié, et que cette mesure tend même presque plus de la droite qu

Odile Papillon, Abonné, samedi 12 novembre 2011 19h05
Financé par qui ?

...pour écrire de telles idioties ?
NDNM, mInscrit, samedi 12 novembre 2011 19h38

ce qui est immanquable c'Est ce discours simpliste

Quelle vision simpliste des études universitaires, vision qu'on retrouve chez tous le nantis qui on bien su eux en leurs temps profiter de la gratuité des études. maintenant qu'ils sont bien installés, ils disent "les jeunes doivent payer". Des personnes qu'on

ne peut pas taxer d'extrême gauche, l'on clairement démontrer, les bourses ne s'adressent qu'à une très petite minorité et les prêts sont à des taux prohibitifs, je connais plusieurs étudiants qui ont mis 10 ans pour pouvoir rembourser. Un diplôme universitaire n'est pas garant d'un salaire élevé (par exemple en éducation) tout le monde ne devient pas médecin

Quand à l'ordinateur portable c'est devenu un outil indispensable à tel point que plusieurs facultés l'exigent.

La gratuité des études est en fait un choix de société. Va-t-on investir dans l'avenir ou suivre comme des moutons, les Charest, Legault et compagnie à la vision néolibérale atrophiée. A nous de choisir.

Roland Berger, Abonné, samedi 12 novembre 2011 23h31

La valeur financière d'un cours
Si l'on considérait vraiment tout cours par sa valeur financière (379,00 \$ selon Monsieur Lefebvre), il ne serait pas long que les étudiants et étudiantes refuseraient de payer pour ces cours ennuyeux, sinon insipides.

Roland Berger
Jeanduc, Abonné, dimanche 13 novembre 2011 22h10

Et un DEP?

Pourquoi ne pas parler de ce qu'il en coûte de faire une formation de DEP en électricité, en plomberie et qu'est-ce que cela rapporte à vie à comparer à un enseignant qui a fait au moins six années d'études de plus et doit subir un statut précaire souvent pendant une dizaine d'année?

L'augmentation de frais de scolarité incitera les professionnels à négocier des augmentations de salaires afin de se mettre à niveau par rapport aux corps de métiers et par rapport aux salaires des professionnels des autre provinces.

LE DEVOIR : Lettres - Une solution raisonnable aux droits universitaires, par Michel Frankland - Montréal, le 11 novembre 2011 – Samedi 12 novembre 2011

Le double objectif des étudiants est clair: d'une part, pouvoir étudier dans des conditions raisonnables, ce qui limite beaucoup le travail rémunéré; d'autre part, ne pas être écrasés de dettes à la sortie des études.

Il convient de tenir compte cependant du double objectif du citoyen ordinaire: il souhaite que tous, même les plus démunis, puissent entreprendre les études universitaires dans ces conditions raisonnables, mais trouve équitable qu'une fois qu'ils jouissent d'un salaire nettement au-dessus de la moyenne, ils remettent à la société ce qu'elle a investi pour leur procurer cette situation enviable.

Je propose la solution suivante: par entente avec les banques, celles-ci prêtent à intérêt avantageux à l'étudiant le coût de ses droits annuels sur preuve d'acceptation à un cours universitaire. Ces droits sont aussitôt refileés au gouvernement. Une fois nanti d'un salaire intéressant, l'étudiant remboursera selon un pourcentage de son salaire brut (4 %? un peu plus, un peu moins? c'est à préciser). L'étudiant ne trouvant pas d'emploi, ou un emploi peu rémunéré, ne paie rien. L'avantage de cette formule, c'est qu'elle satisfait les quatre objectifs mentionnés plus haut. La dette étudiante ne devient sa responsabilité que dans la mesure d'un salaire qui lui permet le remboursement sans hypothéquer l'essentiel.

Vos réactions

- Jean-Philippe Baillargeon, Abonné, samedi 12 novembre 2011 01h54
Très bonne réflexion mais...
Un autre outil bien pensé se nomme l'impôt sur le revenu.

Nous avons actuellement 3 paliers d'impôts provincial. Qu'est-ce qui empêche de revenir à 5 ou 6 (je ne me souviens pas trop, je ne contribuais pas à l'époque des années 1980)? On augmenterait l'effort chez ceux qui ont déjà les moyens d'épargner et d'accumuler moins de crédit, dans les nouveaux paliers supérieurs en subdivisant le troisième existant. Aussi, on rendrait plus progressif l'effort du palier médian actuel qui serait divisé en 2.

Democrite101, Inscrit, samedi 12 novembre 2011 08h29
Se pendre soi-même n'est pas une bonne solution...

Non, au grand nom. Les banques vont rire aux larmes et vous mépriser en lisant votre solution.

Il faut taxer les banques et verser le montant en bourses aux étudiants. Voilà comment on sait compter sans se faire rouler.

Jacques Légaré, professeur (retraité) d'Économique.

Glabelle, Abonné, samedi 12 novembre 2011 11h25
gratuité

La seule solution réellement valable est la gratuité scolaire de la maternelle au doctorat. Cessons de nous patenter des systèmes pour éviter de payer notre avenir. Prenons-nous en main!

Pascal Laprade, Abonné, samedi 12 novembre 2011 16h05
La solution de l'a priori

A priori, c'est vrai que ça semble pouvoir fonctionner. Sauf que cet intérêt versé aux banques, c'est de l'argent des contribuables qui sert à financer les voyages annuels des banquiers et à enrichir des intérêts pour la plupart étrangers. C'est donc empirer, en mon sens, la situation

Comme d'autres l'ont dit, il existe quelque chose de beaucoup plus juste, l'impôt (sur le revenu, mais aussi beaucoup l'impôt sur les sociétés).

Je vous rappelle que de toute façon, tout le monde, sans exception, bénéficie de l'éducation, que tout le monde fait des études, qu'elles soient post-secondaire ou non. Pour gagner beaucoup d'argent, il faut faire plus d'études (pour beaucoup de cas). Or, en gagnant plus d'argent, on paie plus d'impôt, et on paie normalement plus de taxes puisqu'on dépense plus d'argent. Ainsi, la personne qui n'a pas fait beaucoup d'études et qui a donc moins de chance de toucher un salaire élevé paiera une part faible de la contribution à l'éducation, part qui sera récupérée selon les taux d'imposition, et la personne qui a complété des études menant vers un emploi à rémunération élevée versera beaucoup, beaucoup plus d'impôts (et de taxes, je le rappelle), ce qui contribuera aussi, évidemment, au financement collectif de l'éducation pour tous.

Et quand on sait qu'un DEP rapporte parfois plus qu'un baccalauréat ou qu'une maîtrise, selon le domaine, je pense que c'est juste que même le citoyen qui aurait eu à payer

moins pour son éducation contribue à la formation, plus dispendieuse, de gens qui sont tout aussi utiles que lui à l'ensemble de la société, même si cette personne gagne moins d'argent que le détenteur du DEP. C'est une question d'équilibre, à un moment donné.

- Kim Cornelissen, Inscrite, dimanche 13 novembre 2011 07h42
Cessons d'individualiser le débat...
On tente de nous faire croire que le débat est entre l'étudiante/étudiant devenu plus riche dans ses études et le coût de l'éducation... C'est bien autre chose qui est en jeu: d'un côté, l'importance primordiale d'avoir un personnel qualifié pour la majorité des entreprises privées, des organismes sans but lucratif et du secteur public, de l'autre, la possibilité pour tout le monde au Québec de poursuivre des études pour remplir ces emplois, dans une économie qui devient de plus en plus "humaine" et moins industrielle, du moins au Québec.
Ensuite, la possibilité pour le Québec d'augmenter son capital d'innovation - issu de la diversité la plus grande possible -, des conditions essentielles à la survie des entreprises et tributaires de leur compétitivité en partie.

Et une société québécoise plus ouverte sur le monde.

- Trois, la possibilité d'innovation sociale qui augmente avec la possibilité de bénéficier de la formation la plus large, continue et diversifiée qui existe. Pourquoi le gouvernement s'émeut-il de ses 400 millions mais accorde facilement les fonds et les grands rabais à Alcoa et aux minières/gazières?
Parce que nous avons un gouvernement qui continue de penser selon une économie industrielle alors que nous sommes maintenant dans une économie post-industrielle... Peut-être faudrait-il les renvoyer à l'école pour qu'ils se rendent compte des changements? D'accord. Mais alors, la question se pose: qui paiera leurs frais de scolarité? ;-)
- François Beaulé, Abonné, dimanche 13 novembre 2011 13h16
Votre «solution» est inutilement compliquée sans être «raisonnable»
Il est inutile de complexifier le système de la façon proposée par Michel Frankland. Le meilleur moyen de «remettre à la société ce que...» est d'utiliser l'impôt sur le revenu en augmentant la progressivité comme le suggère M.Baillargeon (12 nov. 1h54). Cette façon de faire n'imposerait pas les jeunes d'aujourd'hui de façon discriminatoire mais

répartirait l'effort sur tous les citoyens à revenu supérieur y compris les gens de votre génération, M.Frankland.

Vincentb, Abonné, dimanche 13 novembre 2011 17h52

Presque bonne idée
En fait, une solution du genre est avancée depuis des quelques années déjà. On propose même souvent d'aller plus loin en faisant en sorte que le montant à rembourser reflète plus justement le vrai montant de la formation reçue. Par exemple, un chirurgien aurait plus à rembourser qu'un enseignant du secondaire. En fait, cette solution se couplerait très bien avec la gratuité scolaire, du moins à l'entrée. C'est toujours le gouvernement qui financerait les frais, et non les banques, et qui en assumerait également une partie de coûts (parce que c'est faux de penser les études que un investissement simplement individuel). On pourrait également penser à un mode de remboursement via ses impôts. Plusieurs modalités demanderaient réflexion, c'est pas aussi simple que ça, mais ça aurait comme mérite de ne pas restreindre l'accessibilité aux études supérieures. Mais comme je le disais, ce n'est pas nouveau, le gouvernement connaît cette option, mais il la refuse par idéologie.

THE GAZETTE : Opinion : Paying the cost of higher education : Students are getting a great deal, by STEPHEN ALBERS (is in his junior year at McGill University, majoring in political science with a double minor in economics and Middle East studies), Saturday, November 12, 2011

I see this week's so-called student strike as inherently problematic. Why? Well, for starters, the entire notion of a strike is fundamentally discordant with what the students seek to oppose. By not going to class, the students were wasting their own tuition dollars - which, if the ideals behind this "strike" are correct, are incredibly important to them.
Schools comparable to McGill University in other countries cost a minimum of 20 times as much as McGill. The value of a McGill education is far greater than the price we pay for it. The cost of books at Duke University in Atlanta (ranked slightly lower than McGill) is a mere \$397 less than the entire proposed cost of tuition at McGill. Moreover, for those really unable to afford \$3,817.80 for an education that is ranked 17th best in the world, I would be so bold as to venture that most, if not all, financial institutions in Canada would be willing to offer a student loan of such a small amount. There is virtually no risk of default because a graduate of one of the most

prestigious universities in the world will surely be able to obtain a job whereby he or she can pay back such a small amount.



Photograph by: DAVE SIDAWAY
THE GAZETTE

Students showed up in the thousands on Thursday to protest tuition hikes that will raise fees to about \$3,800 a year.

At the same time students in the McGill Faculty of Arts voted for the Nov. 10 strike, they also voted to support the members of the McGill University Non-Academic Certified Association in their struggle against the McGill administration.

How is this justifiable? Lower tuition means less income for the university, which necessarily means less money to pay support staff. This is evidence of an uninformed, impractical student body.

As McGill students, and students at Quebec universities as a whole, we have been spoiled by becoming accustomed to tuition that has been frozen for 33 of the past 43 years. We have been getting away with paying \$8,000 for an education that would, in the U.S., cost upwards of \$40,000. Additionally, McGill in particular continues to attract many of the best and brightest from the global professor talent pool, despite not being able to pay them nearly as much as do U.S. universities.

We must take into account the financial realities of running a worldwide Top 20 institution. Perhaps, as students at such a place, it is our duty to shoulder some of that financial burden.

THE GAZETTE : Paying the cost of higher education : Everybody has to help share the burden, by IAN CLARKE (vice president/ external of the McGill Law Students Association. He writes on behalf of the association's executive committee)- Saturday, November 12, 2011

Quebec's universities are desperately underfunded. Students experience this every day when they sit in the aisles of overcrowded lecture halls, when smaller seminars are cancelled due to budget cuts, and when their university buildings are literally crumbling around them. The fact that a public institution such as McGill can have an estimated total accumulated deficit of \$275 million exemplifies the crisis facing post-secondary education.
How can we maintain high quality universities while financing them in a manner that ensures accessibility to all qualified students?
The Charest government's answer was to unilaterally increase tuition by roughly 75 per cent over the next five years. That is, students would eventually have to shoulder an additional \$1,625 per year if they wish to attend a university in Quebec. While we as students recognize that the current funding mechanism is not economically

sustainable, the proposed solution is unacceptable.

First off, there has been little effort by the Quebec government to work together with students to fix the problem. While it is true that the provincial student lobby group, the Table de concertation étudiante du Québec, was invited to a discussion of sorts last December, it amounted to nothing more than an arena for the minister to pressure TaCÉQ to agree to radical tuition increases. It was clear that no other funding methods would be meaningfully examined. The fact that there has been no corresponding funding increase by the Quebec government is telling.

Secondly, there are no mechanisms in place to ensure that the revenue generated by these tuition hikes will be allocated in a manner that most benefits undergraduate learning. Will all the money reach the university, or will it be lost in

the bureaucratic workings of our provincial government? Is there a guarantee that the universities will spend our tuition dollars on our academic experience, or will the money go toward the refurbishment of senior administration buildings?

These tuition increases suggest that our elected officials feel there is no need for a collective response to the problems of the education system. The increases will drastically elevate the percentage of students' contribution to total university funding. This will not only reduce the accessibility of our post-secondary institutions; it will also affect the students who do manage to pay for their education. A law graduate who had dreams of increasing access to justice by serving at a legal clinic, or who wanted to serve the public by working for the underfunded and understaffed Crown prosecutors, must now consi-



der other options to pay off his or her tens of thousands of dollars of student debt. Quebec has historically recognized the benefit that educated citizens bring to a nation, and has taken collective measures to ensure that the privilege of higher learning is accessible to all. On Nov. 10, students demonstrated that we are

willing to fight to preserve these values. While we realize that something must be done to achieve our common goal of improving the education system, the solutions must be found together with everyone sharing the burden. Whether that solution could include tuition increases alongside a comprehensive financial aid

program that allows for greater access to loans and bursaries remains to be seen. We can offer solutions to the government for discussion, but we cannot wait any longer for an invitation to the bargaining table.

LA PRESSE.CA : Débat : Droits de scolarité: le mouvement étudiant se trompe d'enjeu, par Jean Baillargeon, Expert-conseil en communication stratégique, l'auteur a été secrétaire général du Regroupement des associations étudiantes universitaires du Québec et initiateur de la loi sur la reconnaissance et le financement des associations étudiantes au Québec - Publié le vendredi 11 novembre 2011 à 12h59



Photo Patrick Sanfaçon, La Presse
Le mouvement étudiant québécois sera-t-il capable de proposer une nouvelle vision pour le financement et l'avenir des universités et en faire un nouvel enjeu économique et social?

Pour attirer l'attention aujourd'hui, il faut avoir une bonne cause afin d'obtenir l'appui de l'opinion publique. Malheureusement, le mouvement étudiant québécois gaspille présentement son capital de sympathie en s'opposant tous azimuts à la hausse des droits de scolarité décrétée par le gouvernement québécois, tout simplement parce qu'il n'a pas ciblé le bon enjeu et par conséquent la bonne cause.

En effet, les frais de scolarité ne doivent pas être évalués seulement sous leur aspect financier, mais surtout comme un indicateur d'acquisition de connaissances et de savoir-faire qui doit rapporter à l'ensemble de la société québécoise. Il y a quelque chose qui sonne faux dans le discours étudiant et en tant qu'ex-leader étu-

diant, j'aimerais que les leaders actuels réfléchissent à ma proposition, en dehors du modèle corporatiste du «chacun pour soi» hérité des années 70 et 80. À l'instar d'un célèbre président américain, je vous pose la question suivante: plutôt que de vous demander ce que la société québécoise peut faire pour vous, demandez-vous ce que vous pouvez faire pour la société québécoise.

J'ai toujours cru en effet que nous sous-estimions le potentiel universitaire. Pourquoi ne pas lier le paiement des frais de scolarité à l'engagement des étudiants dans leur communauté? Ainsi, un étudiant qui accepte de travailler pendant un an ou deux après l'obtention de son diplôme pour des régions ou des milieux défavorisés, obtiendrait une annulation de sa dette en retour de son engagement communautaire. Ce modèle pourrait être également appliqué dans le cadre de travaux pratiques ou de stages à partir d'un modèle de Centre étudiant de services communautaires (CESC).

Cette proposition simple, un contrat en le gouvernement, l'étudiant et l'université, permettrait à ceux qui s'impliquent dans un milieu de vie, de réduire proportionnellement leur endettement en fonction de leur engagement communautaire et redonner ainsi à la société une partie des coûts encourus pour le financement des études universitaires. Seule une minorité de citoyens ont le privilège d'obtenir un diplôme universitaire, pourquoi alors ne pas faire profiter aux plus démunis les connaissances acquises et financé par l'ensemble des citoyens?

La richesse des étudiants universitaires, ce sont les connaissances acquises et celles-ci ont de la valeur, d'où le paiement d'un montant de droits de scolarité qui ne représente qu'une infime partie des coûts de la formation acquise, pensons aux étudiants en médecine, en médecine dentaire ou en génie.

Suis-je trop idéaliste? Je sais qu'il sera difficile pour les leaders étudiants de proposer une nouvelle option, le service d'engagement communautaire, qui lui s'ajouterait au système de prêts et bourses actuel, mais l'important n'est-ce pas de maintenir l'accessibilité aux études universitaires et de faire en sorte que les étudiants utilisent leur plein potentiel pendant et après leurs études?

Faire de la politique étudiante autrement, demande de sortir des sentiers battus, d'innover et de créer de l'espoir, car l'avenir appartient à ceux et celles qui ne craignent pas le changement. Le mouvement étudiant québécois sera-t-il capable de proposer une nouvelle vision pour le financement et l'avenir des universités et en faire un nouvel enjeu économique et social? Les leaders étudiants pourront-ils proposer une nouvelle vision face aux droits de scolarité et suggérer un débat sur l'université et son engagement auprès de la communauté? Si oui, ce nouvel enjeu nous permettra de sortir enfin du modèle de société corporatiste traditionnel où règne le «chacun pour soi».

LE DEVOIR : Éditorial : Droits de scolarité - Une manif nécessaire, par Josée Boileau - vendredi 11 novembre 2011

Ce n'était pas la manifestation historique de 2005, celle qui avait réuni plus de 80 000 jeunes pour protester contre la transformation des bourses étudiantes en prêts. Mais les 20 000 personnes qui ont fait part hier de leur mécontentement devant la hausse brutale des droits de scolarité prévue par le gouvernement libéral ont montré que le mouvement étudiant avait encore du ressort.

Le gouvernement Charest a besoin d'entendre clairement qu'il va trop loin, trop vite et trop brusquement. Pour certains étudiants, cela les mène tout droit vers un mur. Pour la société québécoise, c'est un mauvais message que l'on tente de lui faire avaler avec des arguments fallacieux.

Obliger les étudiants à subir une hausse de 75 % sur cinq ans de leurs droits de scolarité en faisant valoir que cela n'est pas grave puisque leurs études leur vaudront plus tard de gros salaires, c'est taire le fait que c'est d'abord la société toute entière qui s'enrichit quand elle compte un grand nombre de diplômés. Cela accepté, c'est ensuite qu'on doit poser la question: qui doit payer pour y arriver? Qui doit donner le coup de pouce supplémentaire qu'on dit aujourd'hui indispensable pour financer les universités? Le gouvernement ne demande rien aux entreprises et le recours à l'impôt a été démonstré dans nos sociétés séduites par les solutions de droite. Il ne

reste donc que les étudiants comme vaches à lait.

Le gouvernement a décidé de se donner 1968, année de fondation du réseau de l'Université du Québec, comme repère pour déterminer la hausse à appliquer. Il ne dit pas toutefois qu'à l'époque, les frais afférents n'existaient pas, alors qu'aujourd'hui, ils ajoutent des centaines et des centaines de dollars à la facture annuelle «officielle» de 2415 \$ que coûte présentement au Québec une année universitaire. De cela, il ne parle jamais.

Il n'insiste pas trop non plus sur la mauvaise gestion qui draine des centaines de millions de dollars dans les universités et qui est parfaitement symbolisée par l'îlot Voyageur, aventure immobilière de l'Université du Québec à Montréal maintenant abandonnée aux quatre vents. Le gouvernement dit que la surveillance sera désormais plus serrée. Mais ce tour de vis est plus léger que celui imposé aux étudiants.

Car le problème, ce n'est pas l'augmentation en soi: à 100 \$ de plus par année, comme cela se pratiquait depuis cinq ans, il y avait là une progression encore acceptable. En décidant de courir trois fois plus vite, sans s'assurer qu'il n'y aura pas d'impact sur l'accessibilité aux études, sans ajuster son programme de prêts et bourses (auxquelles 80 % des étudiants n'ont pas accès puisque dès que papa et maman font, à deux!,

60 000 \$ par année, un jeune n'y a plus droit), le gouvernement a opté pour la précipitation plutôt que le geste mesuré.

Il y a de l'injustice dans cette façon de faire. Et bien de la condescendance de la camoufler derrière une supposée équité intergénérationnelle.

Vos réactions

- Sylvio Le Blanc, Abonnés, vendredi 11 novembre 2011 07h45
«tout entière»
et non «toute entière»
- J. Maurice Arbour, Abonnés, vendredi 11 novembre 2011 08h02
Encore ici, M. Charest avancera en arrière... L'homme est incapable de prendre les bonnes décisions en temps utile. L'incompétence est comme une maladie mortelle: on peut la soigner mais à la fin, on n'y peut rien. Et dire que ce type dirige le Québec depuis 2003...
- Jean V., Inscrit, vendredi 11 novembre 2011 08h06
Hausse Brutale
6\$ par semaine de hausse brutale, pendant ce temps, les travailleurs, eux, reçoivent des hausses d'essence, de taxe, d'électricité, de consommation, de frais de scolarité, de garde et j'en oublie. Les syndicats qui manipulent nos enfants en payant les autobus, en les robotisant comme ils l'ont fait avec leur



<p>parent. Restons comme nous sommes, des Universités et des Cegeps qui ne performant pas. Bravo.</p> <ul style="list-style-type: none"> Jean Lapointe, Abonné, vendredi 11 novembre 2011 08h25 L'éducation devrait être l'affaire de tout le monde. L'éducation par elle-même ne peut pas remédier aux inégalités qui existent dans nos sociétés mais elle peut y contribuer. Mais pour que l'éducation contribue à la réduction des inégalités, ce que j'espère tout le monde souhaite, il faut lui en donner les moyens. Les moyens sont limités c'est évident. Mais ce n'est sûrement pas en faisant payer les étudiants toujours de plus en plus qu'on va y parvenir parce que les mêmes chances ne seront évidemment pas données à tout le monde. Il n'est pas nécessaire ni souhaitable que tous les étudiants puissent poursuivre des études supérieures mais le plus grand nombre possible d'entre eux doivent pouvoir avoir la possibilité d'y accéder. Tout le monde en bénéficierait. Et, comme tout le monde en bénéficierait, c'est à tout le monde d'en défrayer le coût. Pour cela nous avons un Etat dont c'était la responsabilité. Mais de nos jours nous avons un gouvernement qui ne prend pas ses responsabilités au 	<p>sérieux sous prétexte que ça coûterait trop cher de continuer comme avant. Mais les moyens qu'il prend pour en réduire les coûts de la part de l'Etat vont dans un sens tout à fait opposé à celui qui avait été donné à l'enseignement supérieur. Ces moyens ne peuvent que maintenir si non amplifier les inégalités sociales. L'éducation doit être l'affaire de tout un peuple. C'est donc à nous de décider ce que nous voulons. Si nous voulons réduire les inégalités, ce qui m'apparaît comme ce qui est le plus humainement souhaitable, nous devons donc élire pour nous gouverner des gens qui veulent faire de l'éducation le moyen par excellence de former les gens dont la société future aura besoin pour se développer et aussi comme un moyen de réduire le plus possible les inégalités. Et ce n'est que dans une telle perspective que les jeunes eux-mêmes pourront s'épanouir. Ce n'est sûrement pas en mettant sur pied un système fondé presque exclusivement sur l'individu</p> <ul style="list-style-type: none"> Michele, Inscrit, vendredi 11 novembre 2011 10h21 L'éducation reflète des idéaux de la société québécoise? Suite à la démarche démocratique entamée par les États généraux sur l'éducation en 	<p>1995, un programme scolaire a été conçu afin d'offrir aux jeunes québécois, une éducation préoccupée par le principe d'équité des opportunités. Sur papier, c'est la mission de l'école publique au primaire et secondaire. Or, en réalité de plus en plus de parents fuient le secteur public et opte pour une éducation privée, 30% des parents montréalais font ce choix. Face à un surplus de jeunes arrivant aux études supérieures, les exigences pour entrer au CEGEP et à l'université ont été augmentées. Maintenant on veut imposer une augmentation des frais de scolarité? En somme, alors que l'on prône officiellement une démocratisation de l'éducation, les mieux nantis s'accordent des privilèges, on resserre les exigences pour accéder aux études supérieures et on augmente les frais de scolarité. Quelle est la logique, équité sur papier et élitisme en réalité? La Commission Royale d'enquête, le rapport Parent, remonte à 1963. Il est peut-être temps de revoir tout le système éducatif à l'intérieur d'un cadre formel afin de se doter d'un système éducatif équitable, si c'est vraiment encore une valeur à laquelle tiennent les Québécois? En tout les cas, il me semble fort questionnable qu'un seul Parti politique prenne une telle décision.</p>
---	---	---

LA PRESSE : Chronique : La valeur de l'éducation, par Yves Boisvert – Vendredi 11 novembre 2011

<p>Au Québec, deux catégories de gens ne paient pas ce qu'ils doivent à leur université. Ceux qui la fréquentent en ce moment. Et ceux qui se sont enrichis grâce à elle. Ceux qui fréquentent l'université en ce moment n'ont pas seulement la chance de payer moins que tous les autres Canadiens; ils paient moins cher que leurs parents et leurs grands-parents - s'ils ont eu la chance d'y accéder. Quant aux diplômés des universités québécoises, on n'en trouve guère de plus riches au Canada. On accuse souvent les entreprises de ne pas donner assez, et sans doute pourraient-elles en faire plus. Mais considérez un instant cette statistique: dans l'ensemble du Canada, les dons des individus représentent 42% du financement privé des universités - c'est même 46% en Ontario. Au Québec? Une maigre part de 6% des dons provient des particuliers. Le reste vient d'entreprises. C'est encore plus déprimant si l'on considère la situation des universités francophones. En effet, la moitié des dons (ou de legs par testament) de particuliers au Québec sont faits aux universités anglophones, qui n'accueillent pourtant que le quart des étudiants. Ce que ça veut dire? Que les diplômés québécois n'ont pas une grande reconnaissance envers leur université et la soutiennent mal.</p>	<p>compris des gens qui ont très bien réussi, dont certains ne manquent pas de râler contre les étudiants d'aujourd'hui. Tout cela est assez cohérent et en dit long sur la valeur que nous accordons à l'éducation au Québec. Jeunes ou vieux, on aime l'éducation, ah ça, oui... Mais on préfère la faire payer par les autres. Les étudiants d'aujourd'hui comme ceux d'hier réclament l'argent des contribuables. Les diplômés d'hier se disent que «les compagnies» donneront aux universités. Ou n'en ont tout simplement rien à cirer. *** En tenant compte de l'inflation, les 2200\$ de droits annuels de 2011 représentent moins que les 500\$ exigés en 1968. Les enfants des nantis sont deux fois plus nombreux que ceux des familles pauvres à l'université (c'était trois pour un il y a 40 ans). Pas difficile dès lors de voir que le régime actuel transfère carrément de l'argent des pauvres aux riches. Dans cinq ans, les droits atteindront 3800\$ par année. Encore largement sous la moyenne canadienne. Un cours de trois ans coûtera donc environ 5000\$ de plus. Quand on sait que le moindre bac (sauf en théologie!) vaudra au moins 30 fois ça sur une vie, ça demeure une bonne affaire! Un étudiant en pharmacie réalise un taux de rendement de 27%; en médecine de 21%; un étudiant en lettres, de 8%. Qui dit mieux?</p>	<p>Sans compter les bénéfices clairs, mais non chiffrables de l'éducation sur tous les aspects de la vie, le moindre n'étant pas la santé. *** Les leaders étudiants ne vous diront pas que ça ne vaut pas 5000\$ de plus. Ils ne sont pas fous. Ils sont même très bons - prenez des notes: on en verra dans des cabinets ministériels, c'était comme ça en 1960, en 1985, et ce sera encore comme ça. Non, c'est pour les pauvres qu'ils mobilisent les masses estudiantines, mesdames et messieurs. Il est vrai que l'augmentation des droits peut avoir un impact pour certains - très peu nombreux. C'est pourquoi on doit améliorer encore le régime de prêts-bourses et les mécanismes de remboursement. On devrait aussi faire en sorte de moduler les droits selon les programmes et les perspectives de revenus - les vétérinaires paient 6% de leur formation, les politologues 40%. Mais le vrai drame de l'accès est invisible: tous ceux qui ne finissent pas leur secondaire, ou leur cégep. Les économistes disent que ceux qui ne persévèrent pas «sous-estiment les bénéfices et surestiment les coûts» de l'éducation universitaire. On ne le leur a pas fait valoir. C'est eux qu'il faut viser par des campagnes autant que par des bourses, bien avant l'université. Mais à bien y regarder, c'est tout le Québec en général qui sous-estime la valeur de l'éducation.</p>
---	--	--

THE GAZETTE : Your Views: The tuition-hike question – Friday, November 11, 2011

<p>Re: "Thousands protest tuition hike plans" (Gazette, Nov. 11). I owe tens of thousands of dollars in student loans for an education I wasn't able to complete because the government refused to extend my loan threshold. I have four kids; tough decisions had to be made. I have two years of law school at McGill and I am now training as a mason. To the minister responsible: If you want to raise tuition, then provide a better safety net for people like me who are pursuing professional degrees. You left me out in the cold.</p>	<p>Raise tuition? Then lower the taxes we pay toward education. Jean Marc Bouchard, Dorval I believe that all children should have access to free primary and secondary education. However, once one has graduated to the university level, it is unreasonable to expect the same accommodation. The tuition hike of \$325 per year over the next five years for university students, culminating in a fee of \$3,793 in 2016-17, is minimal compared with what students are paying in other provinces.</p>	<p>For example, Ontario students paid \$5,951 in 2009-10, while those from Nova Scotia paid \$5,696 in the same period. As a matter of fact, Quebec students will continue to pay the lowest tuition fees in the country, even after the increase is fully implemented. We live in an era of entitlement. Where post-secondary education was once a privilege to be earned by hard work and perseverance, too many today expect it to be handed to them on a silver platter. As my daughter in university has pointed out, many of those protesting the tuition</p>
--	---	---

increase sport iPhones and MacBooks, and can be seen out and about on Friday and Saturday nights spending money on booze, dressed in the latest fashions.



Photograph by: Dave Sidaway
THE GAZETTES

Should students really have been out in the streets Thursday, or should they have been in class enjoying their low-cost education?

The striking protesters should re-evaluate their priorities and thank their lucky stars they live in Quebec.

Cynthia Jarjour, St. Lambert

Quebec students have the lowest tuition fees in Canada. It is time for a hike. As a senior whose pension increases have not kept up to tax increases for the past 10 years, my message to students is to quit your complaining, get back in school and tighten your belts like I have.

Joyce Healy, LaSalle

The government of Quebec feels justified in raising tuition fees by 70 per cent over the next few years to put them on par with the rest of Canada. While the government is at it, why doesn't it lower the provincial income tax and raise the salaries of workers in the public sector to bring them in line with the Canadian norm?

Allan Mardinger, Montreal

Statistics reveal that the higher the education level, the better it is for anyone. An education is the best investment for the future. I am retired and enjoy a good standard of living, but no one paid for my investments.

Society has an obligation to provide good schools to the level that government can afford. Primary school, high school and CEGEP are free. In Quebec, university tuition is less than half the national average, and that is unsustainable.

Georges Plourde, Kirkland

For those who think that all students were on strike: this is not the case. I attended school and had a great desire to continue with classes as if nothing had occurred.

Protesting the lowest education costs in North America is something I find to be both arrogant

and absurd. I work 22 hours a week and pay for my own tuition without subsidies or financial aid. I take no shame in stating unequivocally that I fully support the Charest government in its plan to raise tuition.

The protest was not a victory for students; it is a blemish on the image of our province. It showed that Quebec students do not understand the economics of the education system.

Perhaps those who were striking should examine how it is that they value education to such a high degree, yet not enough to attend the very classes they are "paying too much for."

Scott Harman-Heath, Dawson College student, Westmount

Some important lessons for student strikers:

First, an English lesson: "Hypocrisy" is pretending that tuition hikes will prevent access to education while you form picket lines at your school to prevent your fellow students from having access to their education. Worse, if your education means as much to you as you claim, why did you skip school on Thursday?

Now, a lesson in finance: If you can afford a smartphone and its monthly plans, if you go out drinking at least twice a month, if you buy at least one coffee every day, if you smoke, or if you go away for spring break, anywhere, you can afford tuition.

I refuse to pay for their misplaced priorities. Tuition first, then luxuries. Besides, even with the tuition increases, the cost of a university education in Quebec will still be among the lowest in North America.

Mark Gross, Montreal

MÉTRO : Courrier des lecteurs : Le débat ne fait que commencer, par Anais Valiquette L'Heureux, Étudiante au doctorat en administration publique, ENAP – vendredi 11 novembre 2011

En réponse à la lettre de Michel Leblanc, PDG de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, publiée hier.

M. Leblanc, votre discours m'a profondément indigné. Vos termes «déplafonner les droits de scolarité» ne correspondent pas à la réalité.

Les frais de scolarité universitaires sont en constante augmentation depuis 2007. De plus, bien que réglémentés depuis cette date, les frais institutionnels obligatoires continuent d'augmenter de façon certaine et constante. Combinées, ces augmentations totalisent en moyenne 600 \$ de hausse pour l'ensemble des étudiants québécois. En frais de scolarité seulement, cela représente une hausse de 30 % depuis 2007. La nouvelle hausse annoncée dans

le budget 2011-2012 représente une augmentation additionnelle de 75 % de la portion frais de scolarité. Cumulées depuis 2007, les hausses représenteront une augmentation de 127 %, pour un total de 3 793 \$ en frais de scolarité. Cela représente plus du double de leur niveau de 2007.

Alors que des défis énormes des finances publiques s'imposent à la jeunesse, nous déclarons être prêts à relever ces défis. Mais ne nous cassons pas les deux jambes avant même d'avoir commencé le parcours!

Vous voulez une économie forte et diversifiée? Ouvrir les portes du savoir à la jeunesse est le meilleur investissement que la société québécoise peut s'offrir.

Et elle peut se l'offrir : lorsqu'on sait que la collusion dans le secteur de la construction fait gonfler la facture d'un tiers comparativement aux ensembles régionaux similaires, lorsqu'on sait que nos ressources naturelles sont vendues pour une bouchée de pain, que les agences de placement grugent l'en-veloppent budgétaire du réseau de la santé, il y a lieu de tenir un débat sur la pertinence d'augmenter toujours davantage les droits de scolarité.

Avant de prétendre que l'augmentation des droits de scolarité permettra d'améliorer la qualité des diplômes, informez-vous plutôt que de relayer le message du gouvernement et de lobby.

LE DEVOIR : Libre opinion - Osons un chantier sur l'éducation, par Cynthia Sanlian - Présidente de la Jeune Chambre de commerce de Montréal – Jeudi 10 novembre 2011

Aujourd'hui, plus de 110 000 étudiants ont prévu débrayer à travers la province dans le cadre d'une manifestation visant à contrer la hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement en mars dernier.

Si un consensus règne autour de la nécessité d'accroître le financement de nos universités, une mésentente demeure quand il est question de savoir à qui revient la juste responsabilité de contribuer à cet effort supplémentaire. En mars 2011, quelques jours avant le dévoilement du budget Bachand, la JCCM soutenait que tous les joueurs clés devaient être mis à contribution de façon équitable: le gouvernement, les étudiants et les entreprises. Ainsi, notre organisation mentionnait l'importance du rôle que le gouvernement doit jouer quant au maintien de l'accessibilité aux universités et donc de la nécessaire augmentation des montants à investir en aide financière.

Nous rappelions également la responsabilité qu'ont les universités d'assurer une bonne gou-

vernance de leurs ressources, notamment en mettant sur pied des indicateurs de performance basés sur des données mesurables, évolutives et comparables à ceux des meilleurs établissements universitaires. Enfin, nous insistions sur les avantages qu'il existe à tirer parti d'une plus grande collaboration entre le Québec inc. et les universités, notamment pour les PME, qui pourraient ainsi bénéficier d'un accès à moindres frais à la recherche et développement.

Le débat actuel présente une cristallisation de l'argumentaire entre le gouvernement et les étudiants, ces derniers ayant l'impression de soutenir seuls l'effort de financement supplémentaire. Depuis plusieurs années, la JCCM est une observatrice privilégiée des valeurs de la relève d'affaires. En 2009 ainsi qu'en 2011, elle produisait deux études qui soulignaient la conscientisation de la relève d'affaires par rapport au développement d'une économie du savoir permettant d'assurer la prospérité future du Québec. Mais la relève est également attachée au principe d'équi-

té, et c'est dans l'effort demandé aux étudiants qu'apparaît, selon eux, une certaine forme d'iniquité.

Pour autant, demander au gouvernement de s'engager à plus haute mesure dans le financement de l'enseignement universitaire est peu souhaitable considérant sa participation actuelle (entre 2002-2003 et 2016-2017, les subventions annuelles de fonctionnement du gouvernement du Québec aux universités passeront de 1,9 milliard de dollars à 3,3 milliards de dollars). Dans ce contexte, il est impératif que les étudiants acceptent de faire partie de la solution en appuyant le déplafonnement annoncé des droits de scolarité.

Au-delà de ce constat, il nous apparaît fondamental que le dialogue entre ces deux parties prenantes soit rétabli et qu'un travail profond soit amorcé pour que l'enseignement, plus que jamais, soit érigé par tous au rang de valeur fondamentale pour notre société. La faible valorisation de l'éducation au Québec n'est pas un fait



nouveau. Elle demeure une problématique dont plusieurs études ont fait le constat. L'augmentation des droits de scolarité est perçue comme le problème, qu'en est-il cependant de la perception de la valeur de l'éducation reçue en retour? Un tel dialogue ne peut toutefois avoir lieu si l'un des principaux acteurs économiques québécois, nos entreprises, reste absent du débat. Près de la moitié des entreprises québécoises ne voient en effet pas la pertinence de collaborer avec les universités et, comparativement à leurs pairs canadiens, les entreprises québécoises investissent deux fois moins dans leurs universités. Ce chiffre, inquiétant, vient renforcer la perception des représentants de la relève d'affaires qui veut que la collaboration entre les entreprises et les universités soit largement insuffisante pour renforcer la capacité d'innovation de notre société.

Osons, ensemble, tenter de trouver des solutions créatives visant à rehausser la valeur perçue de l'éducation dans notre société. Bien que consciente des implications qu'un tel effort représente, la JCCM encourage la tenue d'un chantier provincial sur l'éducation et se tient à la disposition des organisateurs pour que le point de vue de ses membres y soit partagé. C'est en collaborant que la communication entre les parties prenantes sera améliorée et que des solutions durables pourront être trouvées, notamment en ce qui concerne le financement de nos universités.

Vos réactions

- Michele, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 08h13
Voici une solution créatrice: un changement de la culture politique
Voici quelques idées en provenance de Norvège (voir Y.Boisvert hier)
Pour mieux connaître le Québec et faire un meilleur travail, les élus devraient être dans:
-l'obligation d'inscrire leurs enfants à l'école publique
-l'obligation d'utiliser les services de santé du secteur public
-l'obligation de recourir aux transports en commun
Afin de libérer des fonds publics voici quelques propositions:
-recours exceptionnel aux limosines et gardes du corps
-allocation de 50\$ par jour lors de déplacements pour les repas après avoir présenté les facture
-financement public et équitable des campagnes électorale
-réduction de salaire des élus, prise en compte du salaire annuel moyen
-réduction des bénéfices
Combien d'argent épargnerait-on ici? Tous ces fonds pourraient être réinvestis afin d'assurer la prospérité future du Québec, pour le bien commun, en Éducation.
- France Marcotte, Abonnée, jeudi 10 novembre 2011 08h53
Un beau petit château de cartes
C'est pas parce que cette patente se tient debout toute seule qu'elle dit la vérité.

"Si un consensus règne autour de la nécessité d'accroître le financement de nos universités, une mésentente demeure quand il est question de savoir à qui revient la juste responsabilité de contribuer à cet effort supplémentaire."

Si un consensus...Mais ne disait-on pas plutôt que la nécessité pour les universités était de réduire des dépenses qui n'ont rien à voir avec leur mission éducative et qui ont contribué à les mettre dans le trou?

D'ailleurs madame dit: "Nous rappelions également la responsabilité qu'ont les universités d'assurer une bonne gouvernance de leurs ressources..."

Alors, pourquoi ne pas attendre un peu de voir les résultats de cette "bonne gouvernance" avant de demander aux étudiants de contribuer à leurs échecs?

"Enfin, nous insistons sur les avantages qu'il existe à tirer parti d'une plus grande collaboration entre le Québec inc. et les universités", ajoute madame.

Justement, on nous a dit à pleines pages de journal que le débat portait plutôt sur l'indépendance de l'enseignement universitaire...

Accordez-donc vos violons si vous ne voulez pas que vos jupons dépassent aussi grotesquement.

• Yvan Dutil, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 10h05

La bonne gouvernance, oui mais...

Le budget des universités est composé essentiellement de salaires et de frais d'entretien de bâtiment. Bref, la majorité des dépenses est incompressibles. La partie du budget qui est gérable en pratique ne représente qu'à peu près 5% du budget total.

• tohi1938, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 10h18

En fait la bonne question c'est pourquoi est-ce que ça coûte si cher?

La réponse est relativement facile: il y a bien top d'étudiants dignes de ce nom qui vont à l'université et qui s'inscrivent à des programmes plus ou moins bidon comme communications ou comptabilité ou relations "industrielles" et autres "sciences du vague" ou même nursing alors que ces programmes ne devraient toucher qu'un nombre très restreint de potentiels formateurs de formateurs et surtout dont les coûts sont artificiellement gonflés sous prétexte d'être "universitaires". Tout le monde paie le prix pour la fuite en avant vers des diplômes gonflés en termes de statut, et qui permettent aux syndicats de revendiquer un statut de "professionnel" pour ceux de leurs membres qui ont obtenu péniblement un bacc, souvent par cumul de 3 certificats dont le niveau est au mieux de première année d'université.

L'absurde du système est démontré par les programmes dits conjoints CEGEP-Université en comptabilité où la formation du CEGEP équivaut à deux ans de formation à l'université!

Et bien évidemment, ces cours sont donnés par des enseignants qui réclament le statut

de professeur d'université, qui sont payés en conséquence et dont la production en termes de recherche est à peu près nulle.

Autrement dit on baptise une Volks comme Cadillac, et c'est le contribuable qui paie, comme toujours...

Pourquoi permet-on encore aux étudiants Français de payer le même prix que les Québécois soit \$72.26 du crédit alors que les Canadiens paient \$195.27, et les "vrais" étrangers paient \$485.39 du crédit?

Tant qu'il y aura des députés binationaux à l'Assemblée Nationale comme Louis Baudouin qui s'est faite naturaliser Française, il est clair que les Français pourront aller à McGill pour des peanuts (pardon, des cacahuètes...) et justifieront les subventions aux universités.

Posons donc la vraie question : pourquoi le clientélisme débridé coûte-t-il si cher... pour si peu!

• Bernard Gadoua, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 12h39

Et la contribution financière des entreprises Madame?

Dans votre texte, on parle des contributions que doivent apporter chacun, sauf... celle des entreprises québécoises. Lorsque vous parlez d'elles en termes de contributions, vous ne faites que le constat: les entreprises canadiennes contribuent deux fois moins que leurs pairs canadiennes. À ce que je sache, les étudiants québécois paient plus que la moitié de ce que leurs pairs canadiens paient en frais de scolarités et frais afférents. Conséquemment, ce sont les entreprises québécoises qui contribuent le moins au système d'éducation québécois. Bien sûr, à votre défense, le Québec est une économie de PME qui, traditionnellement ne voyaient pas l'utilité de l'investissement dans la matière grise. Mais nous savons tous que cette époque est révolue et il n'y a plus aucune raison de maintenir en l'état le manque de contribution des entreprises québécoises au financement. Aussi, j'aurais une proposition à vous faire, proposition dont on aurait pu s'attendre qu'elle provienne de l'opposition à Québec, mais qui n'est pas venue. Alors que le PQ réclamait le rapatriement des points de TPS abandonnés par le fédéral et de hausser d'autant la TVQ, pourquoi ne ferions-nous pas de même des baisses d'impôts qui ont été octroyées par Ottawa depuis 2006 aux corporations canadiennes. Ces points d'impôts sur les profits des entreprises rapatriés au Québec seraient un excellent moyen d'investir davantage dans l'éducation et ainsi accroître la part des entreprises québécoises dans le financement des études post-secondaires. Il vous serait loisible de continuer votre travail de conscientisation des entrepreneurs tandis que les étudiants n'auraient pas à se saigner pour pallier le déficit de contributions des entreprises au Québec.
@BGadoua, Montréal

LA PRESSE.CA : Débats-Commentaires : Droits de scolarité: une hausse s'impose, par Jonathan Aubert, géomaticien et bachelier en géographie - Mis à jour le jeudi 10 novembre 2011 à 15h15

Je trouve un peu hallucinant, ou désolant, de voir la vague contestatrice qui frappe présentement les universités et cégeps du Québec.

J'ai fréquenté le cégep et à l'université. Mes parents n'avaient pas les moyens de m'aider, au contraire. J'ai fait mon université au complet en travaillant 25 à 30 par semaine et avec les prêts et bourses. J'ai survécu, j'ai réussi à traverser mes études sans me ruiner. Maintenant j'ai un

emploi qui me permet de rembourser mes prêts étudiants.

Il faut arrêter de déchirer sa chemise pour le dégel des droits de scolarité. Comment peut-on demander de conserver les droits de scolarité à un niveau si bas, lorsqu'on se compare aux autres provinces canadiennes? L'inflation touche tout et partout, même les écoles. Les salaires des enseignants augmentent, l'électricité, les

matériaux, etc. C'est donc normal que les droits de scolarité suivent.

Allez vous promener sur un campus universitaire. Juste à l'UQTR où je suis allé récemment, il y a d'immenses stationnements remplis de voitures récentes. Le campus est parcouru par des centaines, des milliers d'étudiants bien habillés, iPhone à la main, lorsque ce n'est pas un iPad.



Ces mêmes étudiants manifestent parce que le gouvernement actuel veut simplement faire ce qui aurait dû être fait depuis très longtemps. Ils disent qu'ils n'auront plus d'argent, que la fréquentation des cégeps et des universités va diminuer. Pourtant, ce sont ces mêmes étudiants qui se paient des cellulaires avec des forfaits à

80\$ par mois, qui se paient des voitures récentes plutôt que d'utiliser les transports en commun, qui s'habillent avec du linge de marque.

Un peu de cohérence s'il vous plaît. Je suis rarement d'accord avec les décisions du gouvernement Charest. Mais dans ce cas-ci, je suis d'accord. Il faut augmenter les droits de scolarité. On

pourrait les augmenter sensiblement, et on serait encore moins cher qu'ailleurs au Canada... sans parler des États-Unis.

Pourtant, y a-t-il moins de diplômés formés dans le reste du Canada, là où l'éducation universitaire coûte plus cher? Poser la question c'est y répondre.

LA PRESSE : Débat : Cette fois, j'ai voté non : Inaccessible aux États-Unis, l'enseignement universitaire est offert à prix modique au Québec, par GARANCE PHILIPPE, étudiante à l'UQAM – Jeudi 10 novembre 2011

J'ai finalement compris que mon job actuel, c'est d'étudier.

J'en suis à ma quatrième année à l'UQAM. Le programme dans lequel j'étudie est normalement achevé en trois ans. Toutefois, j'ai eu besoin de plusieurs semestres pour comprendre comment me comporter pour réussir; comment faire le pont entre une cégépienne et une étudiante, entre une ado et une adulte.

J'ai commencé mon parcours à l'UQAM en septembre 2008. Quelques semaines plus tard, une grève générale illimitée était majoritairement votée pour le semestre d'hiver suivant. À cette époque, j'avais voté en faveur de la grève. J'avais fièrement élevé ma main. J'avais solennellement suivi l'engouement des levées de cours. En 2008, je ne savais pas pour quoi je votais. J'étais inconsciente des enjeux, et surtout, des répercussions. La solidarité des élèves m'impressionnait. Je me sentais concernée, et c'est ce qui importait. J'avais l'impression d'être admise dans une bande solide, dans un groupe qui se tient les coudes. J'étais dans la société des poètes disparus, à ma manière, debout sur un bureau à assumer des principes. J'ai marché d'un pas décidé sur le boulevard René-Lévesque, un sifflet à la bouche, pour me donner le sentiment de me faire entendre.

Les semestres qui ont suivi m'ont donné la chance de me prendre en main. J'ai évolué en tant que personne, mais en l'auteure étudiante à l'UQAM. particulier en tant qu'étudiante. J'ai

laissé de côté le caractère insouciant de ma démarche scolaire pour apprécier et emmagasiner le précieux enseignement qu'on me livrait. J'ai finalement compris que mon job actuel, c'est d'étudier.

Lundi dernier, une assemblée générale avait lieu. Redondance d'événements, mais différence d'état d'âme. Je me suis sentie enfermée dans un mouvement massif plus grand que moi. Si près du but, du papier de bachelière, on me freine. On stoppe, ou plutôt, on ralentit mon éducation au profit de 160 billets bruns à déboursier sur cinq ans. Il est dit que les gens qui ne votent pas ne peuvent parler de politique, ne peuvent exprimer leurs opinions. Cette fois, j'allais être prête. J'arrivais informée. Au fil de mes recherches, j'ai réalisé qu'un piquetage était simplet, qu'une manifestation de quelques milliers de personnes était dérisoire. J'ai compris que ce que nous, étudiants, appelons « le gouvernement », savait jouer. C'est une partie de poker où la mise de départ surpasse le poids d'une dizaine de milliers de militants.

Disons que le gouvernement nous demandait ultimement une augmentation d'une somme de 100 dollars. Le gouvernement sait pertinemment qu'il y aura contestation, qu'il y aura demande de négociation. Après un nombre incertain de levées de cours et de groupes criards devant les grattes-ciel des dirigeants, le gouvernement nous laissera croire qu'il s'ajuste en réduisant la somme à 75 dollars. Les militants universitaires,

porteurs de petits carrés en feutre rouge, se calmeront, se sentiront enfin écoutés. J'imagine « le gouvernement » rire dans sa barbe, puisque fondamentalement, c'est précisément ce montant qu'il visait. Il n'est pas dupe, ce gouvernement, car s'il nous avait demandé 75 dollars au départ, nous aurions fait la requête de baisser à 50.

En 2011, j'ai voté contre la grève. J'ai fièrement élevé ma main au nom du non, parce que partout ailleurs, c'est plus cher. Aux États-Unis, l'éducation est inaccessible. Pas ici. Plus près de nous, au Canada, nous sommes la province qui offre l'enseignement universitaire à prix modique. J'ai solennellement enfreint l'engouement des levées de cours, car à mon sens, si ces habillés du carré en feutre rouge se concentraient sur leurs études, sur leur avenir, ils pourraient un jour être politiciens, et ultimement faire une différence.

Je ne peux quand même pas m'empêcher de penser au revers de la médaille et de me dire qu'à 22 ans, siégeant dans ce qui est décrit comme l'élite de la société, dans les 18% des Québécois qui acquièrent leur diplôme universitaire, je devrai bientôt commencer à mettre de l'argent de côté, en prévision de mes futurs enfants qui voudront peut-être aussi « bitcher » contre le gouvernement » lorsqu'ils seront à l'université.

MÉTRO : Courrier des lecteurs : Le débat a déjà eu lieu, par Michel Leblanc, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain – Jeudi 10 novembre 2011

Aujourd'hui, certains étudiants ont choisi de manifester contre la hausse des droits de scolarité. Ne perdons pas de vue un point essentiel : les étudiants seront les grands bénéficiaires du renforcement des universités, même si leur formation exige un investissement un peu plus important de leur part.

Dès 2009, la Chambre avait pris position pour qu'enfin le Québec décide de régler le problème de sous-financement chronique de nos universités. La Chambre avait alors signé un pacte collectif demandant une hausse progressive et responsable des droits de scolarité pour atteindre la moyenne canadienne.

Une hausse des droits de scolarité accompagnée d'une bonification des prêts et bourses repré-

sente la façon la plus équitable de mieux financer nos universités. Ceux qui peuvent payer davantage paient plus et ceux qui n'en ont pas les moyens reçoivent l'aide dont ils ont besoin. Avec de telles mesures, il n'y a pas lieu de craindre pour l'accessibilité.

Le premier et principal bénéficiaire d'une formation universitaire, c'est l'étudiant. Cessons de présenter les droits de scolarité comme une menace; il s'agit d'un des meilleurs investissements que l'on puisse faire.

Valoriser l'éducation, c'est aussi accepter que celle-ci exige des sacrifices.

Les droits de scolarité exigés au Québec demeureront raisonnables. La hausse de 325 \$ par année pendant cinq ans demeure en deçà de ce

qu'il faudrait pour rejoindre la moyenne canadienne.

On critique trop souvent la classe politique pour ses hésitations à prendre des décisions nécessaires, mais qui déplaisent à certains.

Or, la décision de déplaçonner les droits de scolarité marquera le moment où le Québec brisera l'un des tabous les plus néfastes pour son développement et sa prospérité dans une économie du savoir exigeante et mondialisée.

Nous demandons à la ministre Beauchamp et au premier ministre Charest de ne pas revenir sur cette décision : le débat a déjà eu lieu et le gouvernement a pris la bonne décision.

THE GAZETTE : Surprise! Low tuition fees are a benefit – to the rich, By Youri Chassin and Germain Belzile (Montreal Economic Institute), Special to the Gazette – Thursday, November 10, 2011

MONTREAL - Starting in the fall of 2012, university students will see their tuition fees rise by \$325 a year for five years. In 2016-17, this will represent an additional \$265 million of financing for universities that desperately need it after so many years of being underfinanced. Students will certainly pay more on average, but in return they will get a better education that will grant them access to much higher salaries than their fellow citizens who don't have a university degree.

The student movement is fighting this increase in the name of accessibility to university studies, and different social groups are supporting them in their battle. What they do not seem to realize, however, is that uniformly low tuition fees repre-

sent a wealth transfer – to the rich. It is the indignant Occupy Montreal protesters who should be upset, since what they are calling for is the redistribution of wealth from the rich to the poor. The link between university accessibility and tuition fees is tenuous at best. Financial obstacles explain only a small part of why students from poor families have less university schooling.

According to Statistics Canada, with average tuition fees of \$5,366 across Canada, we find 62 youths from poorer families in school for every 100 youths from families that are better off. But in Quebec, the proportion is 44 students from poorer families for every 100 from better-off families – despite tuition fees that are half as high (\$2,519). It would take 18 more students

from less-affluent environments just to reach the Canadian average. Very low tuition fees for all, even for the wealthiest, have not guaranteed access to these 18 youths.

Uniformly low tuition fees are tantamount to giving the same subsidy to everyone, regardless of their financial means. Accessibility requires instead that aid be directed toward those who really need it, as is done with loans and scholarships.

Since low tuition fees are not a decisive factor in university attendance, some people instead point the finger at student debt.

Studying is first of all a personal choice that benefits the student. In the vast majority of cases, pursuing one's education turns out to be

an excellent decision that makes one better-off in the long run. The numbers vary somewhat from one program to the next, but overall, it is estimated that the holder of a bachelor's degree will earn nearly a million dollars more over the course of a lifetime than someone with only a high-school diploma. However, in order to reap the benefits, there is an investment to be made in terms of both time and money. The fact that one needs to take on debt to study is not bad in itself. Investing \$14,000 (or taking on that much debt) in order to earn a million dollars is a great deal.

The real danger that Quebec universities currently face is not accessibility, but rather the erosion of the quality of education. This is a very insidious trend, since it is less visible. In Germany, most of the states offer free university, but no German university is ranked among the best institutions in the world. A mediocre education is not expensive, but is that really what we want for our youth? When Quebec graduates are no longer able to compete with those in the rest of North America, access to a quality university education will no longer exist in Quebec!

We should transmit this message to protesting students: Instead of taking the streets for a second-rate education, with placards and slogans, demonstrate for the quality of your education, so that the diploma you will receive after several years of effort, both intellectual and financial, is recognized as a mark of quality. Youri Chassin is an economist at the Montreal Economic Institute, while German Belzile is director of research at the institute.

LE DEVOIR : Libre opinion - Droits de scolarité: une question de justice intergénérationnelle, par Thierry St-Cyr, ancien député de Jeanne-Le Ber et actuel président de la Commission de la citoyenneté du Bloc québécois - Mercredi 09 novembre 2011

Il y a de ces règles qui s'appliqueraient partout dans l'univers et qui ne sauraient souffrir d'aucune exception. La loi de l'offre et de la demande en est une. Pourtant, des gens — par ailleurs autrement adeptes fervents des lois du marché — n'hésitent pas à dire qu'une éventuelle hausse des droits de scolarité n'aurait pas de conséquences sur la fréquentation scolaire. En vertu d'un raisonnement inexplicable, une hausse du prix de ce service n'aurait aucun impact sur la demande. À l'heure où l'éducation revêt une importance stratégique pour les nations, décourager — même minimalement — la fréquentation universitaire est pour le moins inopportun. Mais l'incohérence de l'argumentation en faveur de la hausse des droits de scolarité ne s'arrête pas là. Par exemple, certains prétendent que des droits de scolarité peu élevés seraient une «subvention déguisée» pour les plus riches, car ceux-ci recevraient l'aide de l'État alors qu'ils ont les moyens de payer. Un adolescent répondrait probablement «c'est quoi le rapport?». Et il aurait raison.

La réalité est que tous les services publics gratuits le sont pour tous. Dans notre société, le milliardaire reçoit gratuitement des soins de santé et personne ne s'en scandalise. Personne ne s'émeut qu'un aîné aisé puisse s'asseoir gratuitement sur un banc public au même titre que son voisin moins fortuné. Et on n'a jamais entendu dire que les routes publiques constituent une «subvention déguisée» pour les conducteurs de Porsche! C'est tout simplement parce que la tarification ne peut aucunement assurer efficacement et équitablement la répartition de la richesse; c'est l'impôt sur le revenu qui accomplit cette tâche.

Le vrai pragmatisme

Un autre argument souvent avancé est que les étudiants universitaires devraient payer une plus grande part des services qu'ils reçoivent parce qu'ils seront vraisemblablement plus riches que les autres. Tout d'abord, rappelons que ce n'est pas toujours le cas. Pour éviter toute injustice, il vaut mieux, encore une fois, se fier à l'impôt sur le revenu pour récupérer les sommes ainsi «investies» dans les études universitaires.

Et, de nouveau, pourquoi n'applique-t-on ce genre de raisonnement qu'aux étudiants universitaires? Être en santé, avoir accès à un réseau de transport efficace, être protégé contre le vol par la police et par la justice, recevoir une éducation secondaire, voilà autant de services publics qui permettent aux individus qui en bénéficient de s'enrichir. Pourtant, peu de voix s'élèvent (avec raison) pour demander la fin de la gratuité de ces services de l'État.

Enfin, il est commode de rejeter toutes les objections quant à la solidarité sociale et à l'accessibilité en proposant simplement de hausser les prêts consentis aux étudiants. Dans un contexte de déficit budgétaire, cette «solution» à un problème ainsi artificiellement créé ne constitue

ni plus ni moins qu'un transfert d'une dette collective — assumée par tous — en une multitude de dettes individuelles, reposant sur les seules épaules des étudiants. En matière d'équité générationnelle, on repassera...

Certains croient que le gel des droits de scolarité est une position trop idéaliste et appellent à plus de «pragmatisme». Je crois au contraire que c'est la gratuité scolaire qui constitue l'idéal à atteindre et que c'est le gel des droits de scolarité qui constitue la réponse «pragmatique» à cet objectif. Dans le Québec que je souhaite, le gouvernement annoncerait une baisse symbolique annuelle d'un dollar des droits de scolarité. Ce serait un signal clair sur notre volonté de traiter les jeunes de la même façon que le reste de la société. Ce serait un message fort sur l'importance que nous accord

Vos réactions

- NDNM, Inscrit, mercredi 9 novembre 2011 06h50
parfaitement exact
Bravo, votre analyse est parfaitement exacte et honnêtement, on se demande pourquoi les partis politiques ne mettent pas en avant celle-ci. Pour les média on sait de quel bord elles-sont!
- Darwin666, Inscrit, mercredi 9 novembre 2011 06h51
Comment assurer efficacement et équitablement la répartition de la richesse? «c'est l'impôt sur le revenu qui accomplit cette tâche.»
Voilà, tout est dit.
- Pierre Vaillancourt, Abonné, mercredi 9 novembre 2011 07h18
Que projet de société choisir ?
Bravo M. St-Cyr pour cet excellent commentaire.
Vous dites que dans un contexte de déficit budgétaire, la hausse des frais de scolarité pour assurer l'accessibilité aux études universitaires ne constitue ni plus ni moins qu'un transfert d'une dette collective — assumée par tous — en une multitude de dettes individuelles, reposant sur les seules épaules des étudiants.
J'ajouterais que le transfert de cette dette collective se ferait sur le dos des étudiants les moins fortunés. Beau projet de société que celui du gouvernement.
Je préfère celui que vous faites miroiter.
- François Ricard, Abonné, mercredi 9 novembre 2011 07h35
Le monde de l'éducation à revoir
Les universités manquent d'argent. Augmentons les frais de scolarité.
Combien efficaces nos universités sont-elles? La moyenne des heures de classe des professeurs en titre est la plus basse de tout le continent. Pourtant les résultats de la recherche ne sont pas plus mirobolants qu'auteurs.

Quant à la gestion même, il faudrait jeter un regard approfondi sur le fonctionnement de nos universités. Ce n'est pas parce que quelqu'un a un doctorat en andragogie, en chimie ou lettres, qu'il sera un bon administrateur. D'ailleurs, l'UQUAM et son Îlot Voyageur en est un bon exemple.

. 35% des argents gouvernementaux vont pour les universités anglophones. Et ce depuis des années. Les anglophones ne sont que 10% de la population du Québec. Pourquoi un tel privilège.

Guillaume L'altermontréaliste, Inscrit, mercredi 9 novembre 2011 07h39
soyons pragmatique : la formation est une dépense imputable à l'entreprise qui en est le premier bénéficiaire

Qui bénéficie de l'éducation universitaire? Certes l'étudiant, à condition qu'il puisse y trouver un emploi par après. Surtout l'entreprise et l'industrie qui l'embauche ; la formation est généralement une dépense imputable à l'entreprise dans laquelle un travailleur travaille.

L'entreprise prend des risques qui peuvent justifier leur profit, l'entreprise s'enrichit avec la plus-value de ses travailleurs ; soyons pragmatique, faisons payer les entreprises leurs frais de formation dont elles sont les premiers bénéficiaires.

Guillaume Blouin-Beaudoin
Rodrigue Tremblay, Inscrit, mercredi 9 novembre 2011 07h49

2,000 piasses pour des études qui en coutent 14,000\$, c'est quand même pas la fin du monde. C'est le plus bas tarif en Amérique du Nord. Dans une province qui est l'une des plus pauvres
Jeanduc, Abonné, mercredi 9 novembre 2011 07h57

Quelques autres arguments
L'engagement que nous avons pris envers nos quatre enfant de les supporter pendant leur trois premières années universitaires signifie une forme d'augmentation d'impôt à mesure qu'ils chemineront dans leurs études universitaires (les deux plus jeunes n'y y seront que dans deux et quatre ans). C'est faire payer plus cher le sacrifice de parents qui croient en l'éducation alors que nous fournissons les professionnels dont toute la société a besoin.

Le rattrapage des frais de scolarité par rapport aux autres provinces, privera le gouvernement d'un argument majeur en regard de la rémunération des médecins, enseignants et autre professionnels au service de l'état, qui ont actuellement des revenus inférieurs à leurs homologues du ROC. En bout de ligne, à long terme, ça coûtera beaucoup plus cher à l'état.

Michele, Inscrit, mercredi 9 novembre 2011 08h21

- L'instruction publique n'est pas gratuite, nous payons des taxes
D'abord, il faut apporter une rectification à cet argumentaire, l'éducation n'est pas gratuite au Québec, tout le monde paye sa part via un système de taxation, le plus élevé au pays.
- Ensuite, tout en gardant l'instruction publique «gratuite», il me semble que l'on pourrait mettre fin à l'absence de balises, permettant aux étudiants d'étudier sans se soucier du nombre d'échecs cumulés ou encore de la durée de leur parcours étudiant. C'est ici, il me semble qu'un bon gouvernement pourrait agir. Oui gardons l'instruction publique gratuite mais imposons des limites raisonnables à ce parcours à rabais, ce au niveau collégial et universitaire.
- Clement Doyer, Inscrit, mercredi 9 novembre 2011 09h14
Qui nous a endetté? Nos étudiants?
@Rodrigue Tremblay
Le Québec, pauvre?
Comparons avec ce qu'il y a de mieux au monde comme système d'éducation, pas à ce qu'il y a de pire! Les États Unis ont des frais de scolarité tellement élevés que cela exclut toute un pan de la population, et on devrait les prendre comme exemple?
Cuba, un pays riche? Leur système d'éducation gratuite à 100% a fait qu'il y a moins d'analphabètes que n'importe où au monde. Ils exportent des médecins comme nous exportons de l'électricité. Nous n'aurions pas les moyens, en tant que société, d'investir dans nos cerveaux? La vraie richesse d'un pays au XXIe siècle, ce sont ses cerveaux, d'en exclure une partie serait de se tirer dans le pied!
 - Simon Beaudoin, Inscrit, mercredi 9 novembre 2011 09h43
Quelques considérations et une suggestion
Je me permets de m'opposer à une partie de ce que vous dites. Tout d'abord, il serait faux de prétendre que le gouvernement n'a rien prévu pour la majorité des étudiants touchés par cette hausse des frais. Tout de même, ils auront davantage de bourses quand ils y avaient droit et davantage de prêts. De plus, la contribution des parents est revue à la baisse.
Maintenant, je suis contre la hausse des frais parce que je considère à la fois que la solution gouvernementale nuit à certains étudiants et que d'autres solutions peuvent exister, mais je suis aussi contre le financement des universités exclusivement par de l'argent public. Je vois une grande différence entre la santé, à l'égard de quoi tout le monde est réputé égal, ou l'éducation avant la fin du secondaire, qui est obligatoire, et l'éducation post-secondaire, qui est un choix et qui amène à un enrichissement personnel (enrichissement.
Ce que je privilégierais, ce serait une forme d'impôt post-universitaire redirigé. J'y vois l'avantage d'une autogestion des universités, d'une non-discrimination des étudiants sur la base de leur richesse actuelle, et donc de l'accessibilité. Je crois aussi que ça pourrait forcer les gens à y penser par deux fois avant d'aller à l'université, ce qui ferait que les moins sérieux et ceux qui n'ont aucune chance ou n'y vont que par une certaine pression sociale n'iraient pas.
Je suis déçu que la discussion actuelle semble ne se passer qu'entre une hausse extrême des frais de scolarité et la gratuité scolaire, ce que je vois comme un faux di-
- lemme, alors que d'autres solutions sont possibles.
- Simon Beaudoin
Rodrigue Tremblay, Inscrit, mercredi 9 novembre 2011 11h01
@doyer
Le système cubain? Vous voulez rire j'es-père?
Combien d'invention à Cuba depuis 50 ans? Même les cigares cubains se font damer le pion par les cigares dominicains
Les médecins cubains? Où ça à part au Vénézuéla pour payer le pétrole?
Combien de médicaments cubains inventés depuis 50 ans?
Le système américain a produit les meilleures universités au monde. Pleins d'universités sont abordables à 5k par année.
- Pierre Vaillancourt, Abonné, mercredi 9 novembre 2011 22h35
@Rodrigue Tremblay
Le système cubain a tout de même le mérite d'avoir moins de mortalité infantile qu'aux États-Unis.
Il y a par ailleurs des gens d'ici qui vont se faire soigner à Cuba plutôt que d'attendre des mois avant d'être traités dans nos hôpitaux. Et ils reviennent satisfaits !
- François C., Abonné, jeudi 10 novembre 2011 10h30
Quelques considérations et une suggestion
@Simon Beaudoin. Je suis d'accord avec toi que le débat entre la gratuité scolaire et l'augmentation massive des frais de scolarité est un faux dilemme. En fait, je pense que même si les frais de scolarité étaient réduits à 500 \$ par année, ce serait préférable que la gratuité afin de créer une responsabilisation de l'étudiant face à ses études et devant la capacité limitée des contribuables d'assurer le financement des études postuniversitaires.
Néanmoins, je suis en désaccord concernant la constitution d'un impôt postuniversitaire pour deux raisons. Premièrement, un tel impôt pourrait inciter des étudiants à ne pas entreprendre leurs études postsecondaires puisqu'ils sauront qu'ils devront payer davantage d'impôts lorsqu'ils seront sur le marché du travail. Et nous savons qu'ils devront déjà en payer beaucoup puisque le Québec est l'une des provinces les plus taxées en Amérique du Nord. Deuxièmement, je trouve qu'un tel impôt va se buter à des difficultés variées. Par exemple, que va-t-il se passer pour des diplômés universitaires qui ne trouveront pas un emploi dans leur domaine ? Que faire pour les diplômés qui choisissent de ne pas travailler du tout ou de rester à la maison pour élever leurs enfants ? Doit-on augmenter l'impôt postsecondaire en fonction du diplôme (bac, maîtrise, doctorat, postdoctorat, etc.) ? Celui qui a fait un postdoctorat en sociologie et qui ne trouve pas d'emploi de sociologue se retrouvera alors dans une situation impossible : payer plus d'impôts en occupant un emploi qui n'est pas dans son domaine.
Au lieu d'augmenter les impôts (l'imposition progressive s'en charge déjà), je pense qu'il faut être plus imaginatif et ne pas faire passer tout le financement universitaire par l'État. Il pourrait être possible de favoriser la philanthropie des individus et des entreprises et de créer des incitatifs fiscaux pour favoriser les donations privées comme aux États-Unis.
 - François C., Abonné, jeudi 10 novembre 2011 11h15
Erratum
- «... devant la capacité limitée des contribuables d'assurer le financement des études postsecondaires. » Désolé de l'erreur.
- Lise Moga, Inscrit, jeudi 10 novembre 2011 15h26
Les frais de scolarité...
"La réalité est que tous les services publics gratuits le sont pour tous."
Pour tous les services gratuits maintenant, il y a des gens qui ont assumé cette responsabilité pour et avec leurs enfants... la garderie était à mes frais, j'ai payé avec un salaire moindre que maintenant, pour mes enfants et cela allait de soit. Maintenant, il me faut payer pour les enfants des autres qui gagnent deux fois, trois fois ou plus que mon salaire actuel. Il en est ainsi pour les frais de scolarité et mes jeunes n'avaient pas les "moyens" d'échouer trop souvent, ni d'éterniser leur séjour universitaire. Les voyages n'étaient pas accordés en prime non plus.
Pour les frais de scolarité, je constate qu'au secondaire, c'est gratuit et des jeunes décrochent: l'abandon n'est donc pas une affaire de gros sous. Certains éternisent leur temps de scolarité, au secondaire, au CEGEP et même à l'Université... si le coût personnel était plus élevé, ils feraient peut-être leur secondaire en 5 ans, leur collège en deux ou trois ans, selon le programme et leur BAC en trois ans. Il resterait moins d'argent pour entreprendre des voyages de plaisance à l'extérieur du pays... ceci n'est pas un droit, surtout pas quand leurs pourvoyeurs ne peuvent s'en permettre autant.
 - Simon Beaudoin, Inscrit, vendredi 11 novembre 2011 07h52
@François C. (1)
Désolé du temps que j'ai pris à répondre, j'étais pris par autre chose.
Vos objections sont intéressantes, et je vais essayer d'y répondre, bien que je sache qu'aucun modèle ne peut être parfait. Concernant la responsabilisation, nous sommes assez d'accord, mais je préférerais néanmoins qu'il n'y ait pas de coût à l'entrée, mais un contrat engageant l'étudiant à payer l'équivalent de ses frais de scolarité (ajustés à l'inflation) plus tard. Cet impôt supplémentaire ne me semble pas vraiment dommageable si on considère qu'on peut apprécier l'université pour ce qu'elle est, que l'universitaire moyen a un meilleur salaire et que, selon moi, la qualité de l'éducation universitaire pourrait être rehaussée puisque les universités ne subiraient pas (ou moins) de pression de la part d'entreprises ou du gouvernement. Concernant les difficultés de l'IPU, ne pas travailler dans son domaine ne constitue nullement, pour moi, une difficulté. Des études à l'université sont un acquis qui nous suit pendant toute notre vie dans notre façon de penser et d'agir. Si on choisit de s'occuper de nos enfants à la maison, je dois par contre avouer que je n'avais pas songé à cela, dans un contexte où on encourage les gens à se départir de leurs enfants en les envoyant à la garderie... J'imagine que ça ne dure pas toute la vie, et qu'après on peut se trouver un emploi pour payer l'impôt.
À propos des études de 2ème et de 3ème cycle, j'ignore à quel point la grille de frais actuel est "objective", mais si on payait l'impôt jusqu'à avoir remboursé nos propres études, ça ne poserait pas trop de problèmes.
 - Simon Beaudoin, Inscrit, vendredi 11 novembre 2011 08h02
@François C. (2) *l'impôt et les dons privés*

L'impôt sur le revenu me semble par ailleurs avoir un effet pervers, celui de "décourager le travail", ou plus exactement d'inciter négativement un employeur à engager moins de gens pour leur donner le même salaire final. J'ignore si ce raisonnement tient, mais c'est ce que je déduis de l'opposition de certains économistes et je suis porté à croire que la taxe à la consommation (qui lutte en plus contre la surconsommation) doublée bien sûr d'une redistribution à la base serait une meilleure solution.
Une telle solution n'est cependant pas possible pour l'éducation post-secondaire,

puisque le but n'est pas le même. Si on augmente les taxes pour décourager la surconsommation et donner de l'argent au gouvernement afin qu'il réalise ses missions fondamentales, dont la redistribution, on ne peut pas agir face à l'éducation comme si on voulait la limiter, et surtout pas comme si l'argent prélevée servira à autre chose qu'à financer les universités. Il faudrait impérativement que tout cet argent revienne à l'université, qui sera par la suite autonome. Par ailleurs, une telle formule encouragerait les administrations universitaires à écouter leurs

étudiants, puisqu'ils sont leurs futurs gagnepain.
A propos de la philanthropie, de telles mesures existent déjà sous la forme, pour ce que j'en sais, des fonds investissements étudiants. Une fondation recueillant des dons privés aide les facultés et les étudiants à réaliser leurs projets. Maintenant, je n'en sais pas beaucoup sur le sujet et j'ignore quels effets pervers ceci pourrait entraîner. Je crois pourtant que bien encadrer les dons privés est possible.

LA PRESSE : Chronique : Étudiants: du banal pas-dans-ma-cour, par Alain Dubuc – Mercredi 09 novembre 2011

Et c'est reparti. Selon un rituel bien connu, les étudiants seront dans la rue demain pour dénoncer les hausses des droits de scolarité annoncées par le gouvernement Charest.
Je ne veux pas banaliser l'enjeu soulevé par ce mouvement. Les hausses annoncées par le gouvernement Charest sont salées?: 325\$ par année pendant cinq ans. Les droits annuels, actuellement de 2168\$, passeront à 3793\$ en 2016-2017, une hausse de 75% qui, soit dit en passant, les ramènera à leur niveau réel de 1968. Cela exigera un effort additionnel des étudiants ou de leurs familles, cela augmentera leur endettement.
Cette hausse soulève deux questions liées à l'équité. Est-il juste de demander aux étudiants de contribuer davantage au financement des universités, ou devrait-on plutôt demander cet effort à d'autres - l'ensemble des contribuables ou encore les entreprises?
La deuxième question, infiniment plus importante, c'est de savoir si ces hausses restreindront l'accès à l'université pour les jeunes de milieux moins favorisés. Ces questions sont loin d'être insignifiantes. Ce sont les réponses habituelles qui le sont.
Mais commençons par utiliser les vrais chiffres. Les étudiants et leurs familles ont droit à une panoplie de crédits et d'avantages fiscaux. Il faut

en tenir compte dans ce débat. En 2016-2017, les droits seront de 3793\$, mais le déboursé réel, grâce à ces mesures fiscales, sera plutôt de 2160\$, presque deux fois moins. Pour un diplôme de baccalauréat de trois ans, la facture additionnelle sera d'environ 2500\$.
Et que rapportera ce diplôme plus coûteux? Le gouvernement Charest a dû demander un avis Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, le CCAEF, qui lui a remis une réponse fouillée de 90 pages. On y apprend entre autres que l'écart de revenu entre un Québécois détenant un bsc et un diplômé du secondaire variera entre 628 000\$ et 875 000\$. Cet écart énorme nous rappelle que si l'éducation est un bien collectif, elle assure des gains individuels considérables qui justifient que les bénéficiaires paient une partie de la note.
Le problème de l'accès des jeunes de milieu moins favorisé est plus complexe. On sait cependant que les questions financières ne sont pas le plus important obstacle à leur entrée à l'université. On le voit bien au Québec où le gel des frais n'a pas permis de progrès en termes d'équité. Ou encore au fait que les frais beaucoup plus bas au Québec qu'ailleurs au Canada ne nous a pas permis de faire mieux. Des nombreuses études montrent que le principal obstacle à l'accès, ce sont les notes scolaires avant l'université. Et

l'autre, la non-valorisation des études dans le milieu familial.
Une hausse des frais peut néanmoins avoir un impact négatif, même si ce n'est pas le principal élément. De combien? L'avis du CCAEF cite une chercheuse selon qui une hausse subite des frais pourrait provoquer une baisse de fréquentation de 2,5%, soit 7000 personnes. Mais comme la hausse n'est pas subite, qu'elle est assortie de mesures d'atténuation importantes, notamment pour les plus pauvres, les étudiants potentiellement affectés seront beaucoup moins nombreux. Plus probablement autour de 1%, soit 3000 personnes. Ce qui est déjà trop.
Comment éviter ce risque? En mettant le paquet pour aider ces quelques milliers de jeunes plus vulnérables. Et en recentrant le débat. La solution aux inégalités sociales en éducation, ce n'est pas un gel des droits de scolarité, mais des efforts en amont, pour valoriser les études et favoriser la réussite scolaire.
Les associations étudiantes, et les syndicats qui les appuient, proposent, pour aider ce 1%, ces quelque 3000 personnes, de plutôt faire un cadeau aux autres 99%, dont la majorité n'en a pas besoin. Est-ce de la solidarité? Non. Plutôt du corporatisme primaire, du banal pas-dans-ma-cour primaire.

JOURNAL DE MONTRÉAL / CONTREPOINTS : Chronique : Diplômes ou bonbons?, par David.Descoteaux – Mercredi 09 novembre 2011

Si l'université coûtait plus cher, je n'aurais pas pris six ans à compléter mon baccalauréat. (Ou était-ce sept?) Les frais de scolarité étaient bas, et moi, j'étais perdu. J'ai tellement essayé de programmes, je me rappelle être passé de kinésiologie, à sociologie, à géographie, de retour à kinésiologie... la même semaine! Si vous connaissez l'Université de Montréal, ça fait long à marcher.
Vous ai-je parlé de ma décennie passée au Cégep Lionel-Groux? Bon, passons.
Tout ça pour dire que je me vois mal critiquer les étudiants d'aujourd'hui, qui refusent de payer plus cher. Après tout, j'en ai pas mal abusé moi-même. Mais surtout : l'idée que l'éducation devrait être « gratuite », ou un droit fondamental, peut se défendre. Oui, oui. À condition, bien sûr, qu'on s'impose des choix.

1 \$ entre, 1 \$ sort

Nos universités ont besoin d'argent. Si on veut que les diplômés de nos étudiants aient une valeur dans le futur, il faut investir. Dans de meilleurs équipements, de meilleurs profs, etc. Les étudiants devront payer de leurs poches quelque 330 millions \$ de plus d'ici 2017, à cause du dégel des frais. La question : on le prend où, l'argent, s'il ne vient pas de la poche des étudiants? Et ne regardez pas les autres contribuables, ils sont saturés.
Mais attendez un peu... 330 millions \$, c'est 0,9 % du budget de la santé. Vous me dites qu'il n'y a ab-so-lu-ment aucun moyen d'économiser

0,9 %? Par exemple en rendant les hôpitaux ou la bureaucratie un brin plus performant?
Et 330 millions \$, c'est une fraction du cadeau qu'on fait aux alumineries comme Alcoa en leur vendant notre électricité à perte. C'est 10 % des subventions annuelles qu'on donne aux entreprises, dont plusieurs multinationales. C'est aussi ce que nous avons versé, l'an dernier, pour renflouer les généreux régimes de retraite des employés de la Ville de Montréal.
La semaine est vieille de deux jours seulement, et le gouvernement vient de créer un nouveau fonds pour la culture (100 millions \$), et « Export Québec ». Un énième programme de subventions qui permettra de fournir de beaux emplois à des fonctionnaires en Europe et ailleurs (coût : 60 millions \$). Ensemble, ces dépenses totalisent la moitié de la facture des étudiants.

Moins de bonbons, plus d'études

Je vous lance un défi. Prenez l'accès à l'université, et les dépenses mentionnées ci-haut. Êtes-vous capables de faire une liste de priorités, et d'en éliminer au moins une? Si oui, pourquoi notre gouvernement, lui, est incapable?
Les étudiants veulent le gel des frais de scolarité? OK. Mais cesser de parader dans les rues, entourés de chefs syndicaux et autres membres de la coalition « le mur arrive, accélérons! » à la place, trouvez, et proposez, des économies ailleurs. Pas des hausses d'impôts, des coupures. Ceux qui payent vos études — les contribuables

— tendront une oreille plus attentive à vos demandes.
Je ne dis pas que le gel des frais de scolarité est une bonne politique. Je dis que si on fait des choix, si l'État gère son budget comme du monde — en fixant des priorités —, on pourra s'en payer des programmes. Même ceux qui font peu de sens économique, mais qui nous tiennent à cœur.

Ah oui... Et si des étudiants parmi vous avez des questions sur des programmes collégial ou universitaire, écrivez-moi. Je les connais tous

12 commentaires (JdeMtl)

1. *Eric Diamond* dit : 8 novembre 2011 à 18:25
Avant de commencer à dire que l'université coûte cher, quand je regarde combien ça me coûte, je me rends compte que les frais pour tout ce qui est AUTRE que scolarité (surtout l'inutile association étudiante) sont pas mal élevés. Si on commence par couper la-dedans, ça ferait du bien!!!
2. *Charles Deleon* dit : (8 novembre 2011 à 18:33)
Si les bourses reçues étaient déductibles d'impôt lors du remboursement ce serait un bon point pour les pousser à réussir leur diplôme en un minimum de temps possible. La concurrence existe pour les cles qui vendent des services et des produits. Elle existe aussi pour les gens qui veulent se faire employer. Celui qui prend deux ans de plus qu'un autre à passer au travers de son



programme a des chances d'être moins doués, par conséquents il y a des chances qu'il ne trouve pas preneur et après il se considèrera comme un sur éduqués qui ne sert à rien.

Il y a bien des gens avec de bonnes capacité mais qui visent trop haut.

Plus haut ca devrait etre l'élite.

Le droit d'aller aux études c'est correct mais on paiera pas des études de médecine à tous le monde.

Je comprend aussi que c'est au moment de notre adolescence qu'on doit choisir notre voie et malheureusement au début de notre vie c'est le moment ou on a pas de connaissance.

Il me semble qu'il devrait y avoir du meilleur dépistage plus jeune. Un meilleur travail d'orientation.

Tu demande pas un un bohème d'être compatible, si les détails t'intéresse pas tu va pas la dedans

Comme tu demandes pas à un ultra méticuleux à la lettre, sans marge de tolérance d'être travailleur social ou éducateur.

Mais si tu va étudier les arts c'est pas certains que tu va faire 50 K en sortant de l'université.

Personnellement je pense que les cout pour les études étants les plus bas en Amérique doivent etre augmenté. De combien ? Je laisse le gouvernement prendre la décision...il a les chiffres en main.

Il pourrait en tous cas en récupérer dans son financement aux écoles privés et religieuses qui elle devraient etre simplement interdites.

3. *Eric Le Lucide* dit : (8 novembre 2011 à 18:33)

Et pendant ce temps, le stationnement à l'Université de Montréal est pleinpensez-y !! (vignette verte catégorie C...pour les étudiants).

Moi même ayant passé 7 ans à l'Université de Montréal, pour en ressortir avec deux bacs, je sais de quoi je parle. Je n'ai jamais manifesté pour un gel des frais, au contraire. Je n'ai jamais été passé le spring break dans le sud (contrairement à plusieurs de mes compatriotes). J'ai quitté l'université avec 17 000 \$ de dettes que j'ai repayé, et je ne suis pas mort et ça ne m'a jamais empêché de manger ou de payer mon loyer (ou mon hypothèque).

J'ai toujours vu mon éducation comme un investissement dans moi-même, et non un coût.

Bon il y a aussi des économies que les universités peuvent faire...dans mon temps il n'y avait aucun élève d'inscrit au département d'études juives...pensez-y !! (ouch je devrais faire attention, Jocelyn va taper la dessus c'est certain...une conspiration d'un groupe secret pour sucer le bien de l'état!!).

À toutes les médailles, il y a deux côtés. Oui, l'on devrait investir dans l'éducation car c'est notre avenir. Mais les études démontrent que les frais de scolarité ne sont pas une variables qui influencent la diplomation, la preuve le Québec a les frais de scolarité les moins élevés avec le taux de diplomation le plus bas....pensez-y !!

4. *Jean-Pierre L* dit : (8 novembre 2011 à 18:37)

L'augmentation des frais de scolarité n'est problématique que parce qu'elle est uniforme. Une augmentation égale n'équivaut pas à une augmentation équitable.

En effet, peu vont s'opposer à une augmentation importante des frais de scolarité et du niveau d'endettement d'un éventuel médecin

spécialiste. En contrepartie, plusieurs vont reconnaître qu'un fardeau moins important devrait être toléré pour une future infirmière qui n'aura certainement pas la même capacité de remboursement en terme de ses études.

De plus, est-il possible d'envisager de charger plus à un étudiant qui choisit un domaine d'étude avec très peu de perspectives d'emploi afin de pouvoir concentrer nos ressources et minimiser les frais de celui qui opte pour un domaine d'étude où il y a pénurie de main d'oeuvre.

Si, comme ils le prétendent, le niveau des frais de scolarités influence vraiment les choix des étudiants, pourquoi ne pas s'en servir intelligemment pour les diriger vers les domaines d'études où leur contribution sociale sera optimale.

Donc oui à une hausse des frais, mais SVP pas de façon aveugle et uniforme.

JP

5. *Daniel Bourdon* dit : (8 novembre 2011 à 19:30)

Au printemps dernier, un journaliste de Québec s'est présenté à l'Université Laval et a indiqué à 50 étudiants qu'il devait téléphoner rapidement mais qu'il n'avait pas d'argent pour le téléphone public.

Le journaliste a demandé à ces étudiants de lui prêter un cellulaire. 49 sur 50 étudiants avaient un cellulaire et plusieurs avaient un téléphone intelligent.

Les étudiants gauchistes peuvent bien manifester contre la hausse des frais de scolarité et j'espère que notre girouette nationale ne pliera pas encore une fois devant les groupes de pression.

P.S. Excuser l'absence d'accent sur le A. Mon ordinateur a un problème.

6. *Deric Caron* dit : (8 novembre 2011 à 23:47)

Jean-Pierre a raison, le problème c'est que l'éducation est sacrifiée à l'autel de l'universalité si chère à la gauche. Le nivellement par le bas appliqué en système. Mais bref, on manque l'essentiel, où sont les étudiantes les plus jolies? Kinésio ou sociologie?

7. *Jocelyn T.* dit : (9 novembre 2011 à 00:08)

J'aimerais ramener à l'ordre certains bloqueurs ici qui croient à tort que l'éducation gratuite est une affaire de gauchistes. Voici un petit rappel historique pour ces fanfarons sans âme:

Le contenu du droit à l'éducation est exposé en détail dans l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion le 16 décembre 1966. Dix autres années s'écouleront avant que ce Pacte n'entre en vigueur, le 3 janvier 1976.

Article 13 du Pacte :

1. Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à l'éducation. Ils conviennent que l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et du sens de sa dignité et renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils conviennent en outre que l'éducation doit mettre toute personne en mesure de jouer un rôle utile dans une société libre, favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux, ethniques ou religieux et encourager le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

2. Les États parties au présent Pacte reconnaissent qu'en vue d'assurer le plein exercice de ce droit :

1. l'enseignement primaire doit être obligatoire et accessible gratuitement à tous;

2. l'enseignement secondaire, sous ses différentes formes, y compris l'enseignement secondaire technique et professionnel, doit être généralisé et rendu accessible à tous par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité;

3. l'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité;

4. l'éducation de base doit être encouragée ou intensifiée, dans toute la mesure possible, pour les personnes qui n'ont pas reçu d'instruction primaire ou qui ne l'ont pas reçue jusqu'à son terme;

5. il faut poursuivre activement le développement d'un réseau scolaire à tous les échelons, établir un système adéquat de bourses et améliorer de façon continue les conditions matérielles du personnel enseignant.

(LA GAUCHE OU LA DROITE N'A PAS RAPPORT ENCORE UNE FOIS !)

LE DROIT A L'ÉDUCATION MÊME SUPÉRIEURE DOIT ÊTRE ACCESSIBLE A TOUS PAR TOUS LES MOYENS APPROPRIÉS DONT L'INSTAURATION PROGRESSIVE DE LA GRATUITE ET NON PAR L'AUGMENTATION DES FRAIS SCOLAIRES !

C'EST ASSEZ CLAIR NON ?

DONC ARRÊTEZ DE CHIALER SUR LE DOS DES ÉTUDIANTS GANG D'IMBECILES ET COMMENCER A VOUS CONSCIENTISER SUR LES DROITS DE L'HOMME AU LIEU DE JOUER LE JEU DU SYSTÈME SVP !!!

8. *Deric Caron* dit : (9 novembre 2011 à 00:34)

@Joce

Et je cite :

« Concernant l'instauration progressive de la gratuité de l'enseignement supérieur, le Tribunal fédéral, dans ce même arrêt, estime que le législateur dispose du choix des moyens pour réaliser l'objectif visé, qui est de rendre les études supérieures accessibles à tous. Cet objectif peut être atteint par d'autres moyens que par l'instauration progressive de la gratuité des études, le terme « notamment » n'indiquant que l'un des moyens possibles. »

Coudonc vous êtes d'ont bien pourris avec les recherches google la gauche, si c'est ça que nos universités forment, force est d'admettre que le vieil adage « tu en as pour ton argent » s'applique... Vous valez vraiment pas grand chose.

Le seul problème avec le système d'éducation du Québec c'est qu'il cherche pas l'excellence, il cherche juste à imprimer des bouts de papier sans grande valeur. Ai-je besoin de rappeler que le Québec a instaurer un système anti-échec, pour que même les pourris puissent réussir? C'est tu pas beau la gauche et le nivellement?

9. *Simon* dit : (9 novembre 2011 à 06:29)

Et pourquoi ne pas limiter la gratuité (ou l'éducation à rabais) en nombre d'année?

Tout le monde aurait droit à 5 années d'études post secondaire (Cégep / Université). Par contre, si vous dépassez les ces délais, vous payer le plein prix!

10. *Yvon Claqué* dit : (9 novembre 2011 à 06:46)

Et 330 millions \$, c'est une fraction du cadeau qu'on fait aux alumineries comme Alcoa en leur vendant notre électricité à perte. C'est 10 % des subventions annuelles qu'on donne aux entreprises, dont plusieurs multinationales. C'est aussi ce que nous avons

versé, l'an dernier, pour renflouer les généreux régimes de retraite des employés de la Ville de Montréal.
 **** C'est aussi 18 jours de paiement de frais de la dette du Québec !
 calcul simple...
 Dette provinciale à 225 milliards
 Taux d'emprunt moyen 3%
 Frais de la dette annuelle 6,75 milliards/an
 Divisé par 365 jours

Il nous en coûte donc 18,5 millions par jours!!!
 Wow avons nous les priorités aux bonnes places?
 Imaginer seulement les taux au DOUBLE!!!
 L'inflation est à nos portes...
 11. seb dit : (9 novembre 2011 à 08:28)
 @Yvon Claqué
 Même si la dette doit cesser d'être augmentée, nous avons des actifs de qualité si jamais les intérêts devenaient trop élevés.

12. Jo Bleau dit : (9 novembre 2011 à 08:44)
 Pour ma part, j'ai fait mes études universitaires par des cours du soir. Ça m'a pris plus de temps à compléter, mais j'ai mon CGA tout de même, et je suis sortie avec aucune dette! Il existe des solutions autre que la scolarité gratuite! nous n'avons plus les moyens d'avoir des « services » gratuits. L'argent sort beaucoup plus vite des coffres de l'état que l'argent qui entre!!

LE DEVOIR : Éditorial : Hausse des droits de scolarité - Indignation fourre-tout, par Marie-Andrée Chouinard - Lundi 07 novembre 2011

Les étudiants ont promis un raz-de-marée dans les rues cette semaine, pour ébranler ce gouvernement promoteur de la hausse des droits de scolarité. Mais que pèse leur cause dans la balance de l'indignation quand le monde entier crie son exaspération?
 Il s'agit presque d'un murmure dans cette grande fanfare de l'indignation. La cause de «nos» étudiants en rogne contre la hausse des droits de scolarité fait carré beige pâle alors qu'on aurait voulu revoir le symbole rouge vif qui a déjà fait leur succès. Ils essaient de vociférer leur message, mais on les entend à peine.
 Les syndicats membres de l'Alliance sociale ont promis de leur prêter main-forte, et de pousser le cri à leurs côtés cette semaine. «Ça devrait tous nous indigner qu'on vienne chercher l'argent aux étudiants et dans la classe moyenne pour le donner à ceux qui n'en ont pas vraiment besoin», a affirmé Lucie Martineau, du Syndicat de la fonction publique du Québec, en guise d'allusion aux indignés qui campent dans les quartiers d'affaires de plusieurs grandes villes d'Amérique. La syndicaliste a raison. La cause des étudiants du Québec est la représentation parfaite de ce que dénonce le mouvement des indignés, de Wall Street à Oakland, en passant par le Québec de Régis Labeaume. Déséquilibre entre les riches et les moins nantis. Les 99 % qui rugissent, ce sont eux, ces étudiants qui craignent qu'une hausse «galopante» des droits, telle que le gouvernement de Jean Charest en a décidé, ne vienne contrecarrer leur droit à une éducation supérieure accessible. Au Québec, c'est le poids du 1 % qui a anéanti la voix des 99 %. La classe affaires, les dirigeants d'université ont brandi le tableau des données du sous-financement; l'équation qui jadis ne «passait» pas, ni chez les dirigeants ni non plus dans la population, a tout naturellement pris le chemin du décret gouvernemental. Le gel des droits, il est vrai, n'était plus tenable. Mais une indexation raisonnable plutôt qu'un rattrapage condensé des années perdues aurait mieux passé la rampe. Cette fois, on a ouvert les valves. Et au diable les effets sur l'accessibilité!
 Perdues dans un concert de protestations, les voix étudiantes s'étouffent, exaspèrent. Elles ont pourtant tellement à dire: ne vient-on pas de constater à quel point cette couche de la population est lourdement endettée, le tiers des étudiants du Canada terminant leurs études avec une dette de 20 000 \$? Au Québec, 65 % des bacheliers ont 14 000 \$ de dettes — «le passif le plus profitable de toute ma vie!», serineront ministres, recteurs et autres membres de la Chambre de commerce pour dire à quel point, de là où ils se trouvent, cette dette vaut son pesant d'or.
 Cet automne, une étude-choc produite par le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études a même évalué que 2,5 % de l'effectif étudiant pourrait être dissuadé de mettre le pied à l'université par l'augmentation de 1625 \$ sur cinq ans des droits. Mais la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, y a vu l'occasion de

redire sur tous les tons jusqu'à quel point étudier est un bon «investissement».
 Les indignés du monde ont choisi de n'adhérer à aucun groupe, à aucune cause, espérant grossir leurs rangs et mieux faire porter leur message. Louable intention. Mais dans le fourre-tout de l'indignation, quelques cris percutants se noient, alors qu'ils portent un message essentiel. Écoutons les étudiants.
Vos réactions
 • Michel Rochette, Inscrit, lundi 7 novembre 2011 07h24
 Je suis perplexe!
 Le discours ambiant sur cette question me laisse perplexe depuis plusieurs années. Hausse de frais, baisse de scolarité...etc...je crois que les étudiants québécois et canadiens sont choyés par les temps qui courent. Faire ce genre de liens entre les frais des étudiants et les indignés, c'est mélanger bien des situations.
 Tout d'abord, même en tenant compte de l'augmentation prévue, les frais vont demeurer minimes...dans un public college américain, un genre Cégep du Vieux-Montréal, étudier un an coûte 10 000\$ en frais de scolarité seulement...petite situation différente du Québec!!!
 De plus, vous écrivez que les dettes étudiantes sont près de 20000\$ pour certaines catégories d'étudiants...20 000\$ pour 4 ans d'études qui permettront à quelqu'un de se trouver un boulot qui rapportera tout sa vie, c'est un maudit bon rendement actuellement, mieux que les petits rendements de ceux qui épargnent dans les caisses et qui financent ces études par leurs impôts!
 De plus, en tant que citoyen, à partir de 18 ans - Cégep et plus - je suis prêt à FINANCER et non payer pour les études et je ne veux pas couvrir leur style de vie. Un exemple simple. Baladez-vous à l'université Laval et près du Cégep de Limoilou à Charlesbourg - cégep de la classe moyenne! - et les rues sont pleines de voitures...toutes des voitures d'étudiants....Donc, s'ils sont capables de se payer un "char" et un IPOD et Blackberry à cet âge - je n'en n'avais pas comme étudiant et même pas maintenant -, ils sont capables de payer plus cher de mon point de vue.
 Vous me taxerez peut-être de récalcitrant de droite mais, dans le contexte actuel ou la ville m'étrangle en taxes pour payer les régimes de retraite des fonctionnaires municipaux - je n'ai pas de régime de retraite en passant - les étudiants se plaignent le ventre plein...aller donc étudier!
 • Michele, Inscrit, lundi 7 novembre 2011 08h10
 L'éducation mercantile
 Qu'est-ce que l'on veut comme projet de société? Une société qui offre à tous ses futurs citoyens des chances égales ou bien une société qui permet aux mieux nantis de s'acheter un diplôme? Déjà, les recherches démon-

trèrent que le statut socio-économique des parents influence la réussite des élèves. Malgré cette donnée, on continue de mercantiler le système?
 Il faudrait bien qu'un jour on fasse un choix collectif intelligent et que l'on arrête le balancier nous faisant passer du libéralisme sauvage au socialisme. Il me semble qu'une société aussi fleurissante que la nôtre pourrait faire mieux. Pourquoi ne pas augmenter les redevances reliées aux ressources naturelles afin de se payer un système scolaire équitable?
 • Bernard Terreault, Abonné lundi 7 novembre 2011 10h24
 Compliquée cette question !
 D'une part, comme le disent les militants pour la gratuité ou pour le gel des frais de scolarité, des frais plus élevés risquent de décourager certains étudiants peu fortunés : ils hésiteront avant de s'endetter sans la garantie de "la bonne job payante" à la quelle un diplômé universitaire est censé mener. Mais d'autre part, on constate que la quasi-gratuité constitue EN FAIT une subvention à la classe moyenne et même aux riches, et non aux plus démunis, parce que, pour toutes sortes d'autres raisons, les enfants des pauvres ne parviennent pas souvent à l'Université, même dans les pays où elle est pratiquement gratuite. Et puis enfin on peut se poser la question de la modulation : est-il juste et "social-démocrate" qu'un étudiant en sciences humaines ou en enseignement secondaire, dont la formation est peu coûteuse et dont les perspectives de jamais avoir "une grosse job payante" sont faibles paye autant qu'un étudiant en droit, en ingénierie ou en médecine ? A fortiori, n'est-il pas scandaleux qu'une fois diplômé, à coût de CENTAINES DE MILLERS de dollars, un jeune médecin se dirige vers la chirurgie esthétique pour dames riches en mal de plus petit nez ou de grosses "boules" ?
 • Marco, Inscrit, lundi 7 novembre 2011 10h28
 Ventre plein, conscience sociale creuse!!...
 Si on compare les coûts relativement peu élevés pour les frais universitaires au Québec par rapport à ceux de la moyenne canadienne, on se rend compte que cette province se trouve très nettement avantagée!... J'ajouterais ceci, M. Rochette: dans la foulée de la gratuité, suit la foulée du "peu d'efforts" et du tout est dû!...
 De quelle indignation ces étudiants souffrent-ils au juste?!...
 "C'est en Ontario que les étudiants au premier cycle paient les frais de scolarité les plus élevés (en moyenne 6 037 \$), puis au Nouveau Brunswick (5 516 \$). C'est encore au Québec (2 415 \$) et à Terre-Neuve-Labrador (2 624 \$) que les frais de scolarité sont les moins élevés au pays."
<http://www.affairesuniversitaires.ca/en-marge/que->

- Gilles Gagnon, Abonné, lundi 7 novembre 2011 10h54
Le Québec de qui?
Le Québec de Régis Labeaume? Qu'est ce que Régis Labeaume vient faire là dedans? N'est-ce pas plutôt le Québec de Jean Charrest? Pour l'amour du bon Dieu, qu'est ce que Régis Labeaume a à faire avec l'augmentation des frais de scolarité? Hé les journalistes et chroniqueurs de Montréal, revenez-en de Régis Labeaume. Occupez vous d'abord de faire campagne pour avoir un maire qui aura de l'allure aux prochaines élections. Vous feriez oeuvre plus utile.
- alex2727, Inscrit, lundi 7 novembre 2011 11h16
injustice
Le problème c'est qu'il n'y a jamais eu d'indexation...
Au moment où le coût de la vie est au plus cher (essence, impôts, taxes, logement, etc. etc.), on veut dégeler les frais. Je peux comprendre que le gel n'est peut-être plus réaliste, mais la jeune génération paie maintenant pour son éducation plus (et même parfois ses frais de santé), pour les générations précédentes qui en ont bénéficié gratuitement.
Et maintenant on trouve ça normal d'augmenter alors qu'une bonne génération a milité et a été très contente d'y avoir accès.
Deuxième point, Terreault, ce n'est pas parce qu'on a un BAC qu'on est riches...J'aurais fait plombier ou travailleur de la construction et je gagnerais 32\$/l'heure.
J'ai un BAC et j'ai commencé à 12\$/l'heure...
Les perspectives en sciences humaines, sociales, politiques, géographie, arts et lettres, ne donnent pas nécessairement de gros salaires. Puis, il y a des techniques au Cégep très bien payées. Détrompez-vous si vous croyez que plus on va à l'école longtemps, mieux on est payés...
- Bernard Gadoua, Inscrit, lundi 7 novembre 2011 11h24
Le paradigme corporatiste de «l'investissement»
De votre naissance à votre mort, vous devrez gérer chacune de vos décisions personnelles comme si elles étaient celles d'un dirigeant d'entreprise. Il faut bien y penser, lorsque par exemple vous tombez en amour, consultez les lois en vigueur sur les rentes et les pensions, les obligations conjointes, les régimes de retraites. Il y a plus de deux ans que vous vous fréquentez? Évaluez très bien votre dossier actuariel!
Vous voulez «investir» en éducation? Oui, l'éducation est passée de la catégorie «droit» à la catégorie «passif/actif» dans les colonnes comptables de votre entreprise personnelle. De quel type de perfectionnement avez-vous besoin étant donné les segments de marché que votre vie a occupés jusqu'à maintenant? Le diplôme n'est plus qu'un argument de marketing, et on peut l'obtenir en trichant, en louant des rédacteurs, il ne faut plus que compter les coûts et bénéfices. Plus la peine d'avoir d'éthique, de penser accomplissement personnel ou pire acquisition de culture, tout cela c'est pour les «loosers».
Vous n'êtes plus un citoyen ou une personne, vous n'êtes plus qu'un «citoyen corporatif», une personne morale qui a intérêt à voir sa taxation baisser plutôt qu'avoir une tête bien faite. Il n'y a que l'économie, les marchés, il n'y a plus de société ou de classes sociales :

c'est le triomphe sans appel de la corporation!
De voir cette femme, la Ministre Line Beauchamp, qui a fait le plus utile de sa carrière pour ses concitoyens dans le milieu communautaire, nous parler d'éducation comme «investissement personnel» nous rappelle à quel point il est urgent de retourner au paradigme éducatif qui visait à former des têtes bien faites. Son discours n'est qu'un symptôme de la crise spirituelle qui traverse l'idéologie néo-libérale dans son ensemble.
@BGadoua, Montréal

- Kristine Gagnon Lafond, Inscrit, lundi 7 novembre 2011 12h41
Ce que l'on veut pour notre société: deux faux font un vrai?
Je ne comprends pas ceux qui tentent de noyer le poisson du Québec dans la mer des autres provinces, des autres pays. Je ne comprends pas ceux qui disent que les étudiants se plaignent le ventre plein.
Ce n'est pas parce que les étudiants québécois paient moins cher qu'ailleurs dans le monde qu'ils ne devraient pas aspirer à de meilleures conditions. Ce n'est pas parce qu'ils sont plus plus chanceux qu'ailleurs, que nécessairement, cela les place dans une situation enviable et qu'ils devraient se contenter "de retourner étudier", pour citer M. Rochette ci-haut.
Non! Ce n'est pas un débat qui ne concerne que les étudiants. Non, les étudiants ne font pas preuve de nombrilisme, et voici pourquoi: le vrai débat, ce n'est pas est-ce que les étudiants québécois paient trop cher ou pas pour leur éducation. Mais bien: qu'est-ce que l'on veut, comme citoyens, pour notre société?
Veut-on une société où l'éducation est reconnue comme un privilège que seuls les plus riches peuvent se payer? Ou veut-on d'une société qui reconnaît l'éducation comme un droit, accessible à tous?
À titre personnel, je suis une étudiante à la maîtrise qui a la rare chance de ne pas être endettée. Ce n'est pas à mon portefeuille que cette hausse de frais de scolarité nuira le plus. Mais j'estime pourtant avoir le même droit, ni plus, ni moins, que mes collègues moins fortunés à une éducation de qualité. En quoi mon absence de dettes ferait de moi quelqu'un qui mérite davantage une éducation que ceux qui sont endettés?
Il est tout-à-fait inacceptable que plus de 2% d'éventuels étudiants québécois choisissent de ne pas aller étudier parce que 2000 1625 \$, c'est trop. Ou même, parce que 2000\$ c'est trop. Ou alors, parce que seulement 500\$, c'est trop et ça leur empêcherait de payer deux mois de loyer. Je ne veux pas que mes futurs enfants, ou quiconque, soit contraint à ce genre de "faux-choix".
Accepteriez-vous que les vôtres y soient tohi1938 Inscrit, lundi 7 novembre 2011 13h27
Moralité: Quand on n'a pas d'argent...
..On ne fait pas d'études! Ou alors, on mérite des bourses, on mérite des bourses, on mérite des bourses, par ses notes et sa compétence.
Quand on est nul ou pas bon au sortir du collège, on ne va pas à l'université!
Malgré le clientélisme des universités et en particulier du réseau des Universités du Québec (sic), le nombre d'admis ne peut ni ne

saurait jamais être égal au nombre de diplômés.
Un diplôme en éducation supérieure n'est pas un droit, c'est une récompense au travail et à l'acharnement à comprendre et savoir.
Le populisme a enlevé à tort les tests d'intelligence, ou de Quotient Intellectuel (QI), et de ce fait a engendré des cohortes de frustrés à qui on a fait accroire que tout le monde est fin, tout le monde est intelligent, tout le monde a accès à toutes les professions y compris la profession médicale, et donc que les nuls méritent chacun un Doctorat en n'importe quoi!
L'accès à l'université est conditionnel à l'intelligence et au travail personnel, et certainement pas au nombre de décibels des criaileries revendicatrices.
Gardons les universités pour ceux et celles qui en sont capables d'assumer les devoirs (sans jeux de mot), et les vaches seront bien gardées!
Sophie MISSEREY - Inscrite, lundi 7 novembre 2011 18h43
Cher Michel
Cher Michel,
Tout comme vous, le discours «ambiant» sur la hausse des frais de scolarité me laisse perplexe. Néanmoins, la perplexité aimant adopter de nombreux visages, mes propres doutes concernent le regard porté par vos pairs sur le milieu étudiant
Ainsi, pour résumer votre pensée, l'étudiant est-il en mesure de payer ses frais de scolarité car en mesure de se payer une voiture et un Ipod.
Quelques rectifications..
CERTAINS étudiants en sont effectivement capables car CERTAINS étudiants ont la chance d'avoir des parents prêts à régler leurs frais de scolarité, à offrir des gadgets ou des voitures à leurs enfants..
CERTAINS étudiants en sont effectivement capables car CERTAINS étudiants travaillent parallèlement à leurs études... Souvent au salaire minimum...
Cher Michel
Je ne vous taxerai pas de récalcitrant de droite, je vous laisse le loisir de l'auto-critique. Mais dans le but de favoriser cette auto-critique, je tiens à vous exposer mon cas
Je suis française, installée depuis cinq ans au Québec, issue d'une famille aisée
Mon «investissement» dans ma maîtrise de philosophie m'a menée à exercer le noble métier de libraire (place de la Sorbonne à Paris tout d'abord, dans une librairie indépendante à Montréal ensuite)
J'ai 30 ans, dont 10 ans d'expérience en tant que libraire. Au mois d'août dernier, mon salaire s'élevait précisément à la faramineuse somme de 12,75 \$ / heure
La philosophie ne s'apparente visiblement pas à la finance...
Ayant appris de mes erreurs, je suis retournée sur les bancs de l'école.
Cher Michel,
Je vous laisse faire le calcul...
Je travaille désormais 20 heures par semaine. Je suis 5 cours de 3 heures chacun. Je passe mes fins de semaines à étudier. Je n'ai pas de régime de retraite. Je n'ai jamais touché de chômage ni d'aide sociale d'aucune sorte. Je n'ai pas de bourses. Je n'ai pas de prêts. Je n'ai pas de voiture. Je n'ai pas de télévision. Je n'ai pas de cellulaire.

CYBERPRESSE.CA : Place publique Droits de scolarité: hausse injuste pour les familles à revenus modestes, par Marianne Di Croce, professeure de philosophie au cégep de Saint-Jérôme. La lettre est cosignée par plusieurs professeurs de cégep – Jeudi 03 novembre 2011



PHOTO: IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Au Canada, depuis les années 1990, les hausses de droits de scolarité ont entraîné une diminution de la fréquentation universitaire chez les familles dont le revenu annuel est inférieur à 75 000\$ mais n'ont pas eu d'impact chez les familles plus aisées.

En tant qu'enseignants au cégep, nous côtoyons chaque jour les étudiants qui fréquenteront bientôt l'université. Si notre relation avec eux est avant tout pédagogique, elle repose aussi sur l'idée que nous nous préoccupons d'eux et de leur éducation. Nous ne pouvons donc faire autrement que de dénoncer cette seconde hausse de droits de scolarité universitaire (1625\$ sur cinq ans) qui débutera en 2012 et qui fera, à terme, passer ceux-ci à 3793\$ par année.

Comme l'a si bien écrit la philosophe Hannah Arendt, nous croyons que c'est avec l'éducation «que nous décidons si nous aimons assez nos enfants pour ne pas les rejeter de notre monde, ni les abandonner à eux-mêmes, ni leur enlever leur chance d'entreprendre quelque chose de neuf». Or, la hausse des droits de scolarité, parce qu'elle entrave l'accessibilité aux études universitaires et accroît significativement l'endettement étudiant (déjà important), équivaut précisément à abandonner les étudiants de la classe moyenne et des milieux défavorisés.

Au Canada, depuis les années 1990, les hausses de droits de scolarité ont entraîné une diminution de la fréquentation universitaire chez les familles dont le revenu annuel est inférieur à 75 000\$ mais n'ont pas eu d'impact chez les familles plus aisées, comme le souligne l'IRIS dans son étude

sur la révolution tarifaire au Québec. Quant à l'endettement moyen après un baccalauréat, selon Statistique Canada, il se situe actuellement autour de 15 000\$ au Québec et croît en fonction de l'augmentation des droits de scolarité.

En ce sens, la hausse des droits de scolarité pose des obstacles importants sur la route des étudiants, tant à l'entrée qu'à la sortie de l'université. Car le coût des études (droits de scolarité, matériel scolaire, frais divers) et l'endettement qui s'ensuit, jumelé au coût croissant de la vie des dernières années (nourriture, loyer, tarifs d'électricité, prix de l'essence, etc.), ont pour conséquence de maintenir les étudiants et les diplômés dans une situation financière précaire, souvent malgré un bon emploi. Ils commencent leur vie avec un lourd fardeau se répercutant sur leurs projets d'avenir comme fonder une famille ou acheter une maison par exemple. Les parents qui tentent de supporter les études de leurs enfants, alors qu'ils sont déjà lourdement endettés, seront dans une situation encore plus difficile. La hausse des droits de scolarité est une mesure injuste envers les familles n'appartenant pas aux milieux aisés de notre société.

Un argument souvent utilisé en faveur de la hausse fait d'ailleurs abstraction de cette injustice: soit que l'éducation universitaire est un investissement personnel dont on s'enrichira plus tard. Ce qu'on oublie toujours de dire, c'est que pour investir, il faut déjà avoir de l'argent! C'est également une erreur que de réduire l'éducation à un bien strictement personnel, puisque au-delà de la personne qui s'instruit, c'est toute la société qui bénéficie de son éducation. Les jeunes à qui nous enseignons profitent directement de notre formation universitaire, comme nous profitons de celle des médecins, des journalistes, des scientifiques, des avocats, des ingénieurs, etc. L'éducation est donc un bien collectif.

Or, en allant de l'avant avec cette hausse de droits de scolarité, le gouvernement libéral de Jean Charest continue de faire de l'éducation un privilège pour ceux qui ont les moyens de se la payer.

C'est une injustice sociale que nous, comme profs de cégep, ne pouvons passer sous silence.

*** Ont aussi signé cette lettre :**

- ✓ *Charles-Étienne Gill, professeur de français au cégep de Saint-Jérôme*
- ✓ *Fanny Theurillat-Cloutier, professeure de sociologie au cégep Marie-Victorin ;*
- ✓ *Maxime Ouellet, professeur de science politique au collège Lionel-Groulx ;*
- ✓ *Julie Dionne, professeure de mathématiques au cégep de Sherbrooke ;*
- ✓ *Martin Godon, professeur de philosophie au cégep du Vieux Montréal ;*
- ✓ *Chrystian Ouellet, professeur de philosophie au collège de Valleyfield*
- ✓ *François Rioux, professeur de littérature au collège Montmorency*
- ✓ *Jean-Philippe Rioux, professeur de littérature au collège Ahuntsic ;*
- ✓ *Sophie Morisset, professeure d'anthropologie au collège Lionel-Groulx ;*
- ✓ *Jean-Pascal Larin, professeur de science politique au collège Édouard-Montpetit ;*
- ✓ *Yves De Repentigny, professeur de biologie au cégep du Vieux Montréal ;*
- ✓ *Jean-Philippe Beaudin, professeur de philosophie au cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu ;*
- ✓ *Joëlle Bolduc, professeure de science politique au cégep de St-Jérôme ;*
- ✓ *Anne-Marie Claret, professeure de philosophie au cégep du Vieux Montréal ;*
- ✓ *Laurence Olivier, professeure de littérature au cégep du Vieux Montréal ;*
- ✓ *Michel Milot, professeur de mathématiques au collège Lionel-Groulx ;*
- ✓ *Vincent Fortier, professeur de philosophie au collège de Valleyfield ;*
- ✓ *Yves-André Bergeron, professeur de philosophie au cégep de Saint-Jérôme ;*
- ✓ *David Groulx, professeur de littérature au collège Ahuntsic ;*
- ✓ *Julie Roussil, professeure de philosophie au collège de Valleyfield*
- ✓ *Marie-Élaine Mineau, professeure de langue et littérature au collège de Valleyfield*
- ✓ *Julie Blanchette, professeure de littérature au cégep de Saint-Jérôme ;*
- ✓ *Bernard La Rivière, professeur retraité de l'enseignement de la philosophie au collégial.*

MANIFESTATIONS DU 10 NOVEMBRE 2011

THE GAZETTE : 'Masked' protesters frightened staff, McGill principal says : Riot police pepper-sprayed students during peaceful demonstration Nov. 10 – Wednesday, November 23, 2011



Photograph by: Dave Sidaway, THE GAZETTE
"When you call the police you don't tell them how to do their job," McGill principal Heather Munroe-Blum explains to The Gazette's editorial board yesterday.

By Karen Seidman, GAZETTE universities reporter

MONTREAL - While seeking to ensure riot police don't show up at McGill University again soon, principal Heather Munroe-Blum stressed in an interview that students who occupied the administration building were "masked and hooded" and frightened the staff.

Munroe-Blum told The Gazette's editorial board Tuesday she wasn't happy when riot police showed up on Nov. 10 and used pepper spray on students and is "sorry students were caught in the fray and people were hurt. I want to make sure that doesn't happen again."

But she said university security officers have no policing powers and that "when you call the police you don't tell them how to do their job."

And when students point to the new authoritarian attitude at McGill, citing the peaceful occupation of then-principal Bernard Shapiro's office for two days in 1997, Munroe-Blum said there was a big difference:

"I don't believe (in 1997) they came in with masks," she said. "When they invaded (Nov. 10) they wouldn't identify themselves, wouldn't state what their purpose was and some were masked and hooded, which was quite frightening."

Riot police arrived after a peaceful demonstration against tuition fee increases ended with a group of students occupying the administration building. In a rally a few days later, students said the incident was indicative of a governance problem at

McGill. This week, they've been saying Munroe-Blum's ties to the chancellor of the University of California, where tensions are high after student protesters there were pepper sprayed, is suspicious.

Munroe-Blum is an adviser to chancellor Linda Katehi, but a spokesperson at McGill said the appointment hasn't been formally announced yet; their first meeting is in January. Still, students see it differently.

"It's extremely concerning to notice that similar instances of violent response to student protesters are springing up in different cities across the continent, and that the people who are responsible for allowing these events to occur even know each other," said Joel Pedneault, vice-president of external affairs for the Student Society of McGill University.

On Monday, Munroe-Blum sent a letter to the McGill community saying she was "profoundly sorry" for "events so at odds with the culture and value of our university."
She said she met with Montreal police chief Marc Parent to express her "shock and dismay" at the deployment of the riot squad and they agreed to work to improve procedures in such cases.
Munroe-Blum said university funding in Quebec is far too low, despite the outcry from students

objecting to a tuition hike of \$325 per year over five years.
She said the gap between McGill and the University of Toronto and the University of British Columbia is about \$100 million a year when adjusted for size.
"The gap in funding for the Quebec system remains very dramatic compared to the rest of Canada," Munroe-Blum said.

THE GAZETTE : Hundreds rally at McGill University to decry use of riot police – Tuesday, November 15, 2011



Photograph by: Marie-France Coallier
The Gazette

Rally at McGill University on Monday outside the administration building saw up to 1,000 people,

including faculty and students, denounce the heavy-handedness used during a standoff on campus last week.
MONTREAL - Shame on McGill University. That was the message as hundreds of students and staff gathered outside the university's James Administration building Monday afternoon to denounce the administration's heavy-handedness during a standoff on campus last week.
Riot police were called after a group of students ended a demonstration against tuition-fee hikes by occupying McGill's administration building. Students and staff described an ugly scene, charging that violence and pepper spray were used against students during the confrontation.
"There's never been anything like this here in recent memory," said doctoral student and course lecturer Lilian Radovac.
"There have been a number of moves to limit people's freedom of expression and it just reached a boiling point."
A long lineup of students and professors spoke on Monday at the spot near the Milton gates where last week's conflict occurred.
Their message: The university administration has become too hard-line as evidenced by its handling of the student demonstrators and striking support staff who've been barred from the university's entrances with an injunction. The university, Monday's participants said, must be reclaimed.
As they spoke, the crowd of as many as 1,000 cheered and chanted "Shame, shame" to underscore the speakers' sentiments.
Despite the uniformity of the message, students were given space and freedom to vent against the university, even as McGill principal Heather Munroe-Blum sat and listened in the crowd.
"After the events of last week, people felt they had to share their feelings and their stories, as well as their views," Munroe-Blum said. "I wanted to sit with them for a while and listen to what these members of our community had to say."

She declined, however, to address the crowd.
Although the rally was peaceful, rage ran high among students and staff who came out at lunch time and stayed for most of the afternoon.
"They violated the sanctity of our campus," said philosophy professor Alia Al-Saji. "We are supposed to have freedom of expression, but this administration resorts to threats and police force."
"There is something seriously wrong with the governance of the university," said anthropology student Sami Fink. "They are too heavy-handed."
Graduate student Jonathan Mooney said he saw a philosophy professor hit in the ribs by riot police during the altercation on Thursday and he was shocked.
"He was hit with a baton and when he told them he was a professor, he was sprayed with pepper spray," Mooney said.
Blum has asked Daniel Jutras, the dean of law, to investigate the events that day. But students and staff questioned the impartiality of that investigation. Students have set up an independent investigation that aims to report by the end of the month.
The students contend police had no business being on campus during a peaceful demonstration and occupation, but police spokesperson Ian Lafrenière said the confrontation was "intense and nasty" and the bicycle patrol called for back-up.
"There were many distress calls from officers" as they were pelted with projectiles, Lafrenière said. He said officers had to use bikes to protect themselves, although McGill math student Aidan Drake, who was there, said he saw police using bikes as weapons and hitting students with tires and frames.
"I've never been so scared in my life," Drake said. "The culture around here is not one of respect."

MÉTRO : Des étudiants de McGill manifestent – Mardi 15 novembre 2011



Chantal Levesque

monscoop@journalmetro.com
Pas moins de 1 000 étudiants de l'Université McGill ont manifesté lundi à Montréal afin de critiquer l'administration de leur institution.
MÉTRO
Pas moins de 1 000 étudiants de l'Université McGill ont manifesté lundi à Montréal afin de critiquer l'administration de leur institution.
Cette manifestation fait suite à une intervention policière musclée ayant eu lieu sur le campus jeudi dernier. Lors d'un rassemblement contre la hausse des droits de scolarité (en marge de la mobilisation massive des étudiants dans les rues de Montréal), les policiers anti-émeute avaient dispersé à coups de matraque et de gaz lacrymogènes des étudiants qui tentaient d'occuper

les bureaux de la rectrice de l'université, Heather Munroe-Blum, et de bloquer l'accès à un immeuble.
Les manifestants rassemblés lundi sont revenus sur les lieux des confrontations pour reprocher à l'administration d'avoir alerté le SPVM lors des événements. Ils ont également profité de l'occasion afin de signifier leur mécontentement par rapport à d'autres questions, telles que la fermeture de certains services alimentaires et le manque de personnel de soutien sur le campus.
L'université a ouvert une enquête interne afin d'éclaircir les incidents de jeudi dernier.

24 HEURES : Manifestation à McGill - Mise à jour lundi 14 novembre 2011 17h28

Emmanuel Delacour
À la suite de l'intervention musclée de l'escouade antiémeute sur le campus de l'Université McGill jeudi soir, plusieurs centaines d'étudiants sont

revenus lundi sur les lieux pour dénoncer ce qu'ils nomment de la violence policière.
Rassemblés devant les bureaux de l'administration de l'université, les étudiants ont

recapitulé les événements, qu'ils qualifient de « troublants », mais résultants du manque de communication avec la direction.





Photo: Sébastien St-Jean

Les étudiants étaient rassemblés devant les bureaux de l'administration de l'Université McGill, lundi.

« L'occupation du campus le 10 novembre s'est faite dans le contexte de la protestation nationale

contre la hausse des frais de scolarité, mais concernait aussi d'autres enjeux. Les corps professoraux, les employés de soutien et les étudiants font face à une administration qui fait la sourde oreille devant leurs revendications », explique Alexandre Mackenzie, étudiant et organisateur du rassemblement.

Lors de la soirée des confrontations, des manifestants, parfois vêtus de masques ou de capuchons, ont voulu se « réapproprier » le campus, et ont tenté d'occuper les bureaux de la rectrice, Heather Munroe-Blum.

Des agents de sécurité ont expulsé les manifestants de l'immeuble, mais ceux-ci auraient par la suite bloqué les sorties, empêchant ainsi le départ des employés.

C'est à ce moment que l'université a fait appel au service de police de la Ville de Montréal (SPVM). L'escouade antiémeute est intervenue quelques minutes plus tard, faisant usage de

matraques et de poivre de Cayenne sur les protestataires, afin de les disperser.

Deux manifestants ont été arrêtés à l'entrée du campus pour vol et possession d'armes blanches, confirme Ian Lafrenière du SPVM.

Réaction de la direction

Face à ces affrontements, le bureau de la rectrice Heather Munroe-Blum, a rapidement diffusé un communiqué assurant qu'une enquête interne serait menée, afin de découvrir les circonstances qui ont conduit aux affrontements entre les étudiants et la police.

Mme Munroe-Blum, qui n'était pas présente lors de l'incident, s'est dit troublée par la présence de la police sur le campus.

Cependant, celle-ci a assuré que « la situation à l'extérieur de l'immeuble et les actions de l'escouade antiémeute ont été entièrement coordonnées par le SPVM. »

LE SOLEIL DE VALLEYFIELD : Journée de grève au Collège de Valleyfield – Samedi 12 novembre 2011



(Photo Le Soleil - M.P.)

Les étudiants du Collège ont voté massivement pour le déclenchement d'une journée de grève jeudi.



(Photo Le Soleil - M.P.)

Jeanne Reynolds a fait valoir la pertinence de ce moyen de pression face aux volontés du gouvernement Charest.



(Photo Le Soleil - E.T.)

Justin Arcand, président de l'Association générale des étudiants du Collège de Valleyfield, a fourni des indications aux étudiants jeudi matin en vue de la manif prévue à Montréal quelques heures plus tard.

Mario Pitre, Le Soleil de Valleyfield - 12 novembre 2011

Les cours ont été suspendus jeudi dernier au Collège de Valleyfield, en raison d'une grève d'une journée entérinée deux jours plus tôt, dans un mouvement de grève national qui culminait à Montréal lors d'un grand rassemblement réunissant des milliers d'étudiants de partout au Québec.

Dès 7 h, environ une centaine d'étudiants se sont massés devant l'entrée du Collège afin d'officialiser la levée des cours décrétée par la direction du Collège. Plus d'une centaine d'entre eux ont pris la direction de Montréal par autobus quelques heures plus tard pour rejoindre la manif nationale.

L'établissement a cependant été ouvert et accessible au personnel jeudi, même aux étudiants qui souhaitaient se rendre à la bibliothèque.

Mardi, réunis en assemblée générale à la Salle Albert-Dumouchel, quelque 650 étudiants du Collège ont voté massivement en faveur de la tenue de cette journée de grève, en réaction aux hausses de frais de scolarité imposées par le gouvernement Charest.

Il s'agit là du plus important mouvement étudiant depuis 2005, particulièrement au cégep campivallensien, où rarement a-t-on vu une si grande participation des étudiants à une assemblée générale. Au Québec, les étudiants de plus de 70 établissements se sont joints au mouvement.

Le vote exercé à main levée a été précédé d'une période d'échanges où la plupart des intervenants ont parlé en faveur de cette journée de grève et des revendications véhiculées par les associations étudiantes.

Porte-parole de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ), Maxime Larue a notamment rappelé les différentes hausses imposées par le gouvernement Charest ces dernières années.

De 2007 à 2012, les frais de scolarité sont passés de 1668 \$ à 2168 \$ par année. Une nouvelle hausse annuelle de 325 \$ a été annoncée en mars 2010, pour les années 2012 à 2017, après quoi les frais seront indexés selon le rythme de l'inflation.

Pour Jeanne Reynolds, cette grève représente bien plus qu'une journée sans cours. "Il s'agit d'instaurer un rapport de force et une crédibilité face au gouvernement pour lui faire comprendre les choix qu'on souhaite pour le futur de notre société. On a encore ce pouvoir-là", a-t-elle fait valoir.

La jeune femme a aussi rappelé que cette hausse des frais de scolarité se voulait un choix politique du gouvernement libéral, en faveur des intérêts économiques plutôt que sociaux. "Le gouvernement a des priorités que nous on n'a pas".

D'autres étudiants ont dit craindre que cette hausse creuse davantage le fossé entre les classes sociales au Québec, en faveur des mieux nantis.

Le président de l'association étudiante du Collège, Justin Arcand, a aussi mentionné que le mouvement de grève allait au-delà de la hausse des frais de scolarité, qu'il évoquait une série de revendications en faveur d'un meilleur accès à l'éducation supérieure.

Grève générale en 2012 ?

L'assemblée de mardi dernier a aussi donné à l'adoption d'un plan d'action qui pourrait conduire au déclenchement d'une grève générale illimitée l'hiver prochain, advenant le statu quo du gouvernement.

Dans cette éventualité, une autre assemblée générale sera convoquée afin d'entériner une telle mesure.

BOMBETV : Dave à la manifestation – Samedi 12 novembre 2011

[Voir la vidéo](#)

LA PRESSE.CA : Charest inflexible sur la hausse des droits de scolarité - Mis à jour le 11 novembre 2011 à 16h00





Photo La Presse Canadienne
Jean Charest

Paul Journet, La Presse (Québec) Jean Charest défend sa position sur les frais de scolarité en disant qu'elle est «équilibrée», car située entre celle du PQ et de François Legault. Mais la Coalition pour l'avenir du Québec

(CAQ) réplique... en appuyant la position du premier ministre.

«Ce que M. Legault et les caquistes défendent, c'est que les étudiants paient les pleins frais de scolarité. C'est la position que M. Sirois a exprimée lorsqu'il a écrit son livre *Passage obligé*, et M. Legault a déjà (déclaré) qu'il était d'accord avec les idées exprimées dans le livre», a affirmé le premier ministre en marge d'une cérémonie pour le jour du Souvenir. L'ouvrage date de 1999, quelques mois après que M. Sirois eut travaillé pour la campagne électorale de M. Charest. Selon ce qu' y propose M. Sirois, cofondateur de la CAQ, l'État couperait son financement des universités. Les étudiants universitaires paieraient donc entre 11 000\$ et 14 000\$ par année, mais cette hausse serait compensée par une bonification des prêts et bourses.

«M. Charest fait de la petite politique», a réagi l'attaché de presse de la CAQ, Jean-François del

Torchio. Il dit que son nouveau parti est d'accord avec les hausses des frais de scolarité du gouvernement libéral - 1625\$ en cinq ans. La CAQ se limiterait à cette augmentation, a-t-il assuré.

Elle compenserait cette hausse en bonifiant les prêts et bourses ou en modifiant leur remboursement. «Par exemple, le remboursement pourrait être lié au salaire des diplômés. Un médecin paierait plus qu'un autre diplômé qui gagne un salaire plus modeste», avance M. del Torchio. La CAQ détailler sa proposition lundi lors du dévoilement de son plan d'action.

Au lendemain de [manifestations étudiantes importantes](#), le gouvernement Charest a lancé le site [www.droitdescolarite.com](#) pour défendre ses hausses de scolarité. On y rappelle les mesures d'atténuations qui accompagnent la hausse des frais.

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Droits de scolarité : des choix difficiles pour certains étudiants - Mise à jour le vendredi 11 novembre 2011 à 9 h 29 HNE



Alors que des centaines d'étudiants sont allés manifester à Montréal, la hausse des droits de scolarité oblige plusieurs d'entre eux à envisager différemment leur avenir.

Josie Simard, Mathieu Morin et Allison Beauseigle, trois étudiants du cégep et de l'université dans la région, s'opposent à l'augmentation de 1625 \$ sur cinq ans des droits de scolarité.

Ils croient que la hausse va gonfler leur endettement et même, dans certains cas, remettre en question leur projet de poursuivre des études universitaires.

Trois étudiants, trois situations



Allison Beauseigle Allison Beauseigle, 20 ans, de Roberval, étudie en administration à l'Université du Québec à Chicoutimi.

Elle reçoit un prêt étudiant qui ne couvre pas tous ses frais, vit en appartement et a une voiture récente dont elle ne veut pas se passer.

Pour payer ses dépenses, Allison Beauseigle a choisi de travailler 34 heures par semaine dans un bar. Elle devra probablement augmenter son nombre d'heures de travail pour compenser la hausse de ses droits de scolarité.

« On n'a rien de gratuit et on travaille fort pour avoir nos belles affaires, souligne Allison Beauseigle. Être étudiant, ce n'est pas tout cuit dans le bec. Il faut travailler fort pour y arriver. Il va falloir que je coupe quelque part, c'est certain. »



Josie Simard

Originaire du Bas-Saint-Laurent, Josie Simard, 19 ans, complète un diplôme d'études collégiales (DEC) en journalisme au Cégep de Jonquière. Elle reçoit 7000 \$ par année du programme de prêts et bourses pour subvenir à ses besoins et ne travaille pas pour ne pas nuire à ses études.

Josie Simard vit en appartement et n'a pas d'automobile. Ses parents l'aident parfois, quand elle n'a plus d'argent pour finir le mois.

« Personnellement, je frappe un mur, affirme Josie Simard. Je suis au cégep et j'arrive difficilement. Qu'est-ce qui va arriver quand je vais être à l'université? J'ai 19 ans, je veux aller à l'école et je ne suis pas sûre que je vais pouvoir y aller, parce que je n'aurai peut-être pas l'argent. »



Mathieu Morin

À 20 ans, Mathieu Morin termine son DEC en journalisme au Cégep de Jonquière. Le jeune originaire de la Montérégie a un budget annuel de 12 000 \$, dont 7000 \$ proviennent du Régime de prêts et bourses.

Il a une marge de crédit étudiante qui lui permet de boucler les fins de mois. Sa dette s'élève à 8000 \$, sans compter celle pour son prêt étudiant.

Militant de la première heure pour dénoncer la hausse des droits de scolarité, il écarte, pour l'instant, des études universitaires.

« Avec les dettes que j'ai accumulées au collégial, le choix est sûr parce que je stresse avec l'endettement, affirme Mathieu Morin. Après la technique, je vais travailler un peu. Pour l'université, on verra plus tard. La première maison, elle va attendre. J'avais pour projet de partir ma

propre entreprise en communication, mais ça aussi c'est remis à plus tard. »

Endettement

Selon des chiffres obtenus par *La Presse* auprès du gouvernement fédéral en vertu de la Loi d'accès à l'information, un étudiant sur cinq avait une dette de 20 000 \$ à 30 000 \$ en 2010-2011 à la fin de ses études universitaires. Ces chiffres excluent le Québec, où les étudiants s'endettent dès le cégep.

La conseillère en insolvabilité au bureau de syndic Jean Fortin et associés, Henriette Tremblay, reçoit régulièrement des étudiants endettés. Elle constate qu'ils ont facilement accès au crédit.



« Souvent, les banques vont leur ouvrir des marges de crédit étudiantes et ils s'endettent en fonction de ça. Et ce n'est pas pour se payer un paquet de choses, c'est pour payer des frais de subsistances. Parce que les prêts étudiants vont servir presque strictement à payer les frais scolaires », précise Mme Tremblay.

Contribution parentale

Les étudiants croient par ailleurs que la contribution des parents est surévaluée dans le calcul des prêts et bourses.

Par exemple, un jeune dont les parents gagnent annuellement 80 000 \$ recevrait une contribution parentale de 12 000 \$.

La responsable de l'aide financière à l'UQAC, Marie-Claude Bergeron, constate que la contribution parentale est rarement équivalente au calcul fait par le programme des prêts et bourses.

Selon Marie-Claude Bergeron, il y a une réflexion à faire comme parents, comme société et comme gouvernement.

« Est-ce que notre société québécoise, on valorise vraiment l'éducation? Est-ce qu'on les encourage à aller à l'université? Et est-ce qu'on est fiers de cette jeunesse-là qui va à l'université? Parce que dans le fond, c'est une question de choix pis où on investit au Québec », conclut-elle.



© PC/Paul Chiasson

Des milliers d'étudiants ont manifesté contre la hausse des frais de scolarité, à Montréal, le 10 novembre 2011

Des milliers d'étudiants ont défilé jeudi dans le centre-ville de Montréal pour protester contre la hausse des droits de scolarité de 75 % sur cinq ans décrétée par Québec.

Si les organisateurs parlaient d'une foule de quelque 30 000 manifestants par un après-midi pluvieux et frisquet, les estimations officielles s'arrêtaient plutôt à 12 000.

La grande marche organisée à Montréal par des associations étudiantes de partout au Québec pour protester contre la hausse des droits de scolarité s'est terminée par des discours de leurs représentants.

« Aujourd'hui, dans les rues de Montréal, c'est l'avenir du Québec qui se lève et se met en marche », a notamment lancé le secrétaire général de la Table de concertation étudiante du Québec, Simon Gosselin.

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a recensé quelques incidents survenus en marge de la manifestation. Un petit groupe d'une quinzaine de personnes aurait lancé des projectiles remplis de peinture sur les fenêtres du bureau du premier ministre Jean Charest. Aucun blessé n'est à déplorer, et les policiers ont procédé à quatre arrestations.

Des travailleurs syndiqués, des groupes sociaux des quatre coins du Québec et des politiciens se sont associés au mouvement, dont plusieurs députés du Parti québécois, qui appuie les étudiants et estime que les hausses des droits de scolarité nuiront à l'accessibilité aux études supérieures. Amir Khadir et Françoise David, porte-parole de Québec solidaire, ont eux aussi pris part à la marche.



© Bruno Maltais

La semaine dernière, les centrales syndicales québécoises, regroupées au sein de l'Alliance sociale, avaient annoncé qu'elles appuieraient les étudiants dans leur bataille et qu'elles marcheraient à leurs côtés durant la manifestation.

Dans plusieurs villes, dont Québec et Sherbrooke, des étudiants ont manifesté devant leurs institutions avant de prendre la route pour Montréal.

Selon le décompte fait par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), plus de 200 000 étudiants étaient en

grève partout dans la province jeudi, soit près de la moitié des étudiants de niveau postsecondaire au Québec.

La source de la contestation

À compter de 2012, les droits de scolarité augmenteront de 325 \$ par année pendant cinq ans au Québec, pour une hausse totale de 1625 \$. À terme, le montant annuel pour une année d'études universitaires passera donc d'environ 2200 \$ à 3800 \$ par année, ce qui le ferait toutefois demeurer parmi les plus bas au pays.

La FEUQ estime qu'avant de passer la facture aux étudiants, le gouvernement devrait présenter une évaluation des besoins réels des universités.

« On est en train de demander à des étudiants, les plus pauvres, d'aller payer pour, finalement, dépenser de l'argent, mais on ne sait même pas où on va le mettre », a déclaré en entrevue Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

« C'est quand même assez étonnant de voir un gouvernement essayer de justifier que tout le monde va avoir accès aux études universitaires, mais jamais être capable de chiffrer les besoins des universités », a souligné Mme Desjardins.

De son côté, le président de la FECQ estime que les prêts et bourses ne correspondent pas aux besoins actuels des étudiants.

« À titre d'exemple, tous les enfants de la classe moyenne, pratiquement, n'ont pas accès aux bourses du gouvernement du Québec. En fait, dès que notre famille fait un revenu de 60 000 \$, donc deux parents à 30 000 \$, on a accès à zéro bourse, ce qui fait en sorte que 80 % des étudiants universitaires n'ont pas accès aux bourses gouvernementales », a expliqué à RDI Léo Bureau-Blouin, l'un des membres du comité d'organisation de la manifestation montréalaise.

Il suggère au gouvernement de trouver de nouvelles façons de financer les institutions postsecondaires plutôt que de demander un effort de plus à la classe moyenne, qui a déjà de la difficulté à joindre les deux bouts. Léo Bureau-Blouin souligne entre autres que les ponctions financières pourraient plutôt être faites lorsque les étudiants ont terminé leurs études et trouvent un emploi.



© Bruno Maltais

Le gouvernement garde le cap

À l'Assemblée nationale, Jean Charest a réitéré la volonté de son gouvernement d'accroître les droits de scolarité. Le ministre des Finances, Raymond Bachand, soutient qu'un diplômé universitaire gagne de 600 000 \$ à 700 000 \$ de plus dans sa vie qu'une personne qui n'a pas un tel diplôme. C'est donc selon eux une question d'équité que les étudiants assument une plus grande partie des frais de leurs études.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, fait aussi remarquer que dans cinq ans, malgré la hausse prévue, les droits de scolarité québécois n'auront pas atteint l'actuelle moyenne canadienne.

Le Parti québécois soutient de son côté qu'il s'agit d'un choc tarifaire qui nuira à l'accessibilité

aux études supérieures, découragera de nombreux étudiants et alourdira le fardeau des parents.

« C'est dommage que le Québec essaie de s'aligner sur d'autres, au lieu d'y aller avec ses propres principes, ses propres valeurs. Tout ce que la Révolution tranquille nous a inspiré en termes de rattrapage en éducation, on devrait rester là-dessus », a déploré la députée péquiste de Taillon, Marie Malavoy.

Les principales associations patronales du Québec ont fait une sortie commune, jeudi, pour exhorter le gouvernement du Québec à maintenir sa décision de hausser les droits de scolarité.

Le regroupement estime que Québec doit maintenir un financement adéquat afin que la formation des étudiants soit de grande qualité. « Les étudiants québécois ne contribuent que pour 12,7 %, contre 25 % dans le reste du Canada, créant un manque à gagner de 700 millions de dollars », a déclaré la PDG de la Fédération des chambres de commerce du Québec, Françoise Bertrand.

En septembre, le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, rattaché au Conseil supérieur de l'éducation du Québec, a indiqué que la hausse des droits pourrait entraîner une baisse de l'effectif universitaire de l'ordre de 2,5 %, sans toutefois remettre en question la majoration de 325 \$ par année décidée par Québec.



© Bruno Maltais

En complément



Vidéo - L'analyse du chercheur Éric Martin, qui expose les côtés négatifs des hausses des droits de scolarité



Vidéo - L'entrevue avec Martine Desjardins, présidente de la FEUQ



Vidéo - L'entrevue de Christine Fournier avec Ian Lafrenière, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal



Vidéo - Le gouvernement défend sa position, explique Sébastien Bovet.



Vidéo - Céline Galipeau discute du sujet avec les commentateurs Jean-François Lisée, Liza Frulla et Anne Lagacé Dowson.

Audio

- Éric Plouffe décrit les manifestations et les revendications des étudiants.
- La tribune de l'émission Maisonneuve en direct sur la hausse des frais de scolarité
- Jacques Beauchamp s'entretient avec le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, ainsi qu'avec le pdg de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, Daniel Zizian.

LE DEVOIR / VIGILE.NET : 1^{ère} page : 20 000 manifestants contre la hausse des droits de scolarité - Les étudiants disent avoir gagné une bataille - Vendredi 11 novembre 2011



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

La manifestation s'est terminée sans trop de grabuge devant le bureau montréalais du premier ministre Jean Charest. «Ça s'est bien déroulé», a noté le sergent Ian Lafrenière, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal.

Lisa-Marie Gervais

Ils n'ont pas gagné la guerre, mais les étudiants ont néanmoins l'impression d'avoir remporté une bataille. En plus de l'appui des quelque 200 000 étudiants en grève d'un jour, ils ont été près de 20 000, hier, à manifester dans les rues détrempées de Montréal pour dénoncer la hausse de 75 % des droits de scolarité.

«On sent qu'il y a une certaine unité», a soutenu Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). «On a rarement vu une mobilisation comme ça. C'est une belle victoire du mouvement étudiant.» Elle s'est réjouie de l'appui des syndicats et autres membres de la société civile qui ont embrassé leur cause, portant bien haut parapluies et pancartes. «Avec les groupes sociaux, on voit qu'il y a une pression populaire qui s'installe et que ça peut nous aider», a-t-elle avancé.

Selon Mme Desjardins, les recteurs sont isolés et représentent de moins en moins la communauté universitaire. «Les profs, les chargés de cours et les employés de soutien sont avec nous. Il va falloir que [les recteurs] soient beaucoup plus représentatifs», a-t-elle indiqué. Elle cite en exemple la position contre la hausse adoptée par la commission des études de l'UQAM, tandis que le recteur Claude Corbo s'en est dissocié. «Même aux tables décisionnelles, il se passe quelque chose.»

Déjà, en début d'après-midi sous un ciel incertain, le rassemblement monstre à la place Émile-Gamelin en disait long sur la volonté des

marcheurs. «Je travaille déjà 30 heures semaines pour arriver», a dit Charles-Anthony Villeneuve, étudiant en science de l'environnement à l'UQAM. «Je ne pourrais pas étudier si les frais étaient de 3000 \$.» Barbara Boutin, étudiante à la maîtrise en travail social, est sortie dans la rue avec ses trois enfants. «Je dois concilier travail, famille et études. Si on augmente les frais, il va falloir que je travaille plus et ça va affecter toute ma vie autour», a-t-elle déploré. Croisé sur les marches de la place en face de l'UQAM, le sculpteur et défenseur des droits de la personne, Armand Vaillancourt, a dit craindre l'endettement des générations futures. «On n'a pas d'affaire à leur imposer une dette qui va compromettre l'avenir de tout un peuple», a-t-il lancé.

Dans les poches des étudiants

C'est en scandant «on veut étudier, on ne veut pas s'endetter» que les manifestants ont marché sous la pluie, escortés discrètement par l'escouade antiémeute de la police de Montréal. Sur les pancartes, on lisait des slogans dénonçant la précarité dans laquelle la hausse allait les plonger, ou encore la privatisation du système d'éducation. «J'ai le choix: m'éduquer ou manger». «Stop à la prostitution de l'éducation!»

Présente à la manifestation en compagnie d'une délégation de députés du Parti québécois, la porte-parole de l'opposition officielle en matière d'enseignement supérieur, Marie Malavoy, a reconnu que, même s'ils n'ont pas un bulletin sans mauvaise note, tout n'était pas la faute des administrateurs des universités. «Ils ont besoin de financement, mais certainement pas qu'on aille le piger dans les poches des étudiants», s'est-elle indignée. Elle a rappelé que son parti prône un débat de fond et la possibilité de fixer dans une loi-cadre la part que le gouvernement devra verser pour les universités afin d'éviter qu'il se désengage.

Sous la bannière de Québec solidaire, Amir Khadir a mis au défi le ministre des Finances, Raymond Bachand, d'adopter l'une des six sources de financement proposées par son parti. «Appliquer les politiques de redevance sur l'eau, un meilleur niveau de redevance sur les produits miniers, le rétablissement de la taxe sur le capital uniquement pour les entreprises financières et un niveau de taxation pour les plus riches, ce que même Warren Buffett demande, a expliqué le porte-parole de Québec solidaire. Il peut aller chercher 5 milliards avec ces mesures. Pourquoi choisir, par idéologie, d'ignorer ça?»

Une augmentation «juste»

Malgré toutes les protestations, ils sont plusieurs à soutenir que la hausse des droits est «juste». À commencer par la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui trouve normal que les étudiants paient leur part. «Est-ce qu'un étudiant universitaire qui va aller chercher son diplôme et qui va gagner en moyenne entre 600 000 \$ et 750 000 \$ de plus sur l'échelle d'une vie doit faire sa juste part? La réponse est oui. Est-ce qu'une hausse de 325 \$ par année sur cinq ans, prévisible, est

une hausse juste? La réponse est oui», a déclaré Mme Beauchamp, à l'Assemblée nationale.

Du même avis, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain rappelle que le gouvernement paie déjà plus de 50 % de la note, soit plus que partout ailleurs au Canada. «Et le gouvernement, c'est nous tous», a fait remarquer son président, Michel Leblanc.

La Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ) a indiqué que la hausse était «raisonnable» et qu'elle allait être accompagnée d'une bonification du programme de prêts et bourses. Pour les étudiants, cela ne fera qu'aggraver l'endettement. «80 % des étudiants n'ont pas accès à l'aide financière. Dès qu'une famille fait 60 000 \$, elle en est écartée», a dit Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

La manifestation s'est terminée sans trop de grabuge devant le bureau du premier ministre Jean Charest. «Ça s'est bien déroulé», a noté le sergent Ian Lafrenière, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal. Des projectiles ont été lancés vers les policiers, tandis que des étudiants s'introduisaient dans l'Université McGill. Les policiers les ont dispersés au poivre de Cayenne.

D'autres actions seront à venir, promettent les étudiants. Avec déjà l'appui d'une dizaine d'associations étudiantes, une grève générale illimitée pourrait bien avoir lieu à l'hiver si le gouvernement ne recule pas, a dit Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE). «C'était le dernier avertissement pour le gouvernement Charest.»

Avec La Presse canadienne

Vos réactions

Carole Dionne, Inscrite, vendredi 11 novembre 2011 01h10
L'absurdité, même de Vaillancourt
Il ou on ne veut pas que les étudiants s'endette pour les générations futur. Mais on semble oublié que c'est la population du Québec qui s'endette. les journalistes nous trouvent toujours des cas pathétiques: une mère et trois enfants qui fait une maîtrise. On n'a pas pu en trouver de plus pathétique?.

Et quand à l'appui des syndicats, mon oeil. Et ce pour avoir été déléguée syndicale. On fait voter dans des conseils généraux ou autres, des propositions d'appui (parfois à 52 %) aux étudiants. Les présidentes ou présidents n'ont pas le choix de débattre en faveur... mais pensez-vous que tous les fonctionnaires (50,000) vont débrayer pour montrer leur solidarité aux étudiants? Voyons, Parent fait son show mais après!!!

je sais de quoi je parle puisque j'ai trois enfants qui ont étudié dans trois université différentes, n'ont pas eu de bourse, seulement des prêts. Et ils étaient d'accord avec cela. Et je ne suis pas riche. Mais les grands slogans sortent: "le droit à l'éducation" ou "C'est par



l'éducation que l'on bâti un peuple" etc. Trop, c'est comme pas assez. pragmatique. On ne coupe pas l'accès à l'éducation au complet, on la raréfie un peu. C'est comme les garderies: " Tout le monde devrait avoir". "Les enfants d'aujourd'hui seront les payeurs de taxes de demain" etc.

Quand aux soins de santé, où couper. Il reste les compagnies. je suis d'accord avec l'augmentation des impôts aux compagnies mais vous, les étudiants, qui chiâler que vous allez devoir payer la dette, pourquoi ne pas commencez immédiatement?.

On pelte par en avant et on fait la remontrance aux adultes d'aujourd'hui. Désolé, je n'embarque pas.

- Genevieve Gore, Abonné, vendredi 11 novembre 2011 05h38
Brutalité policière sur le campus McGill
Sans compter toutes les autres histoires horribles qui circulent sur ce qui s'est passé hier à McGill, la police a frappé un professeur qui témoignait des événements en face du Pavillon James avec une matraque. Il ne participait pas, il avait essayé de quitter le campus par la rue Milton mais avait été forcé par la police à rester sur le campus. Le Devoir a vraiment manqué le coup avec son reportage insignifiant des événements à McGill. J'ai honte d'être une montréalaise et d'être une employée de McGill aujourd'hui.
- Gilles Delisle, Abonné, vendredi 11 novembre 2011 06h40
L'université gratuite au Québec!
S'il n'y avait pas les milliards de cadeaux aux grandes entreprises, sous forme de crédits d'impôt, d'électricité à rabais, de congés de taxes et autres cadeaux du genre, ce pays pourrait permettre à ses enfants d'étudier gratuitement jusqu'à l'université. Et je ne parle pas ici de la piteuse administration gouvernementale actuelle qui a gratifié les amis du régime, des contrats juteux à certaines firmes d'ingénieurs, d'avocats et d'entrepreneurs. Je ne parle pas non plus du gaspillage éhontée du gouvernement dans toutes les sphères de la vie publique pour cause d'incompétence et de mauvaise gestion. Et je ne parle pas non plus des immobilisations dans les nouveaux pavillons de nos universités comme celui de Montmorency à Laval, ou de l'Université de Sherbrooke à Longueuil et bien d'autres encore! L'Éducation de nos jeunes est un choix de société, et de volonté politique de nos élus.
- Richard Lapointe, Abonné, vendredi 11 novembre 2011 07h12
Si les frais augmentaient au même pourcentage que le salaire minimum
Il ne fait pas de doute qu'il faut que les frais de scolarité augmentent mais ce qui est proposé est carrément inadmissible. Cette augmentation ne fera qu'accentuer les écarts sociaux entre riches et classes moyennes. Pourquoi ne pas baser ces augmentations sur le même pourcentage applique au salaire minimum. Cela permettrait aux personnes étudiantes de poursuivre leurs études sans subir de l'endettement a outrance. Certaines personnes étudiantes lorsqu'elles sont rendues au niveau maîtrise doivent en prêt étudiant au delà de 40 000\$.
Si nous voulons que la société québécoise progresse, il faut que les jeunes ne se voient contraints soit s'abandonner leur étude ou passe une partie de leur vie active a rembourser des dettes étudiantes.
- Pierre Cossette, Inscrit, vendredi 11 novembre 2011 07h18
Nos jeunes ...

faut en prendre soin, ce n'est pas vrai qu'ils doivent étudier à bride abattue en exerçant un ou deux boulots mal payés à temps partiel. J'ai profité il y a des lustres du système de prêts et bourses. Avec les bourses j'avais un endettement raisonnable que j'ai réussi à combler après quelques années. Mais surtout j'ai pu étudier en monde pas en esclave et surtout mes parents ont peu eu à combler la différence. Ce qui se joue présentement c'est la possibilité des familles aisées d'envoyer leurs enfants aux études supérieures et aux familles moins nanties de s'en passer. Je suis heureux qu'enfin les syndicats mettent leur machine au service de nos jeunes. Étudier oui mais en monde. À ceux qui disent que nos étudiants paient moins cher qu'ailleurs, en Amérique oui, mais si vous vous aventurez en Europe vous verrez qu'ils ont fait des choix de société et certains pays offrent l'ins-truction gratuite. Si nous nous disons une société prospère prouvons-le et assurons une éducation dans les meilleures conditions pour nos jeunes.

• Francois, Inscrit, vendredi 11 novembre 2011 07h24
Révoltant !

Ce qui me révolte le plus c'est que le gouvernement s'attaque au plus faible. Le gouvernement Libéral vend nos ressources naturel pour moins que ça. C'est aberrant de s'attaquer à une couche de la société la plus prometteuse de l'avenir. Le gouvernement Libéral n'a pas la connaissance ni le courage de vendre nos ressources naturel à juste prix et financer l'éducation à partir de ces revenus. Imposons davantage les pauvres et moyens revenus pour faire payer le moins possible au gens riche. De plus cesser de subventionner les écoles privés qui snob l'école public et réinjecter l'argent dans l'éducation public. Que les riches paient les moyens et assume de leur ambition.

• Dzyen, Inscrit, vendredi 11 novembre 2011 07h26

Mme Dionne, trop d'erreurs
Outre vos erreurs d'orthographe et d'accord du verbe fort déplaisantes, je tiens à souligner qu'une mère de trois enfant cherchant à finir ses études n'a rien de pathétique. C'est du courage, pur et dur. Voilà ce que c'est. De plus, couper l'accès aux études à cause d'un manque d'argent est tout à fait ridicule. Ça gâche plein de potentiels merveilleux, qui autrement pourraient devenir des perles pour la société et, puisqu'il faut parler d'argent, des gens très rentables grâce aux impôts.

• OLivier Turner, Inscrit, vendredi 11 novembre 2011 07h41
Société duale

J'entends encore et encore des gens dire que les «étudiants doivent payer leur juste part», que «les étudiants québécois sont des paresseux» et que le taux de fréquentation scolaire au Québec est moins élevé que dans le Canada en général - et cela est vrai, allez voir sur statistiques Canada.

Toutefois, il n'y a pas que les frais de scolarité, au coeur de ce «débat étudiant». Il y a deux conceptions de la société.

L'une propose de voir l'éducation et la santé devenir des privilèges, non des droits - donc, une libéralisation des droits publiques. Cette vision est l'apanage de la droite - et le seul fait d'y penser me donne le goût de me laver le cerveau. En fait, c'est une régression par rapport à ce que la population québécoise a acquis durant les années 1960-1970 avec la révolution tranquille.

L'autre vision propose de voir ce que j'ai appelé plus tôt les «droits publiques» comme des acquis précieux à préserver. C'est une approche que je qualifierais, au risque de faire trembler certains conservateurs, de plutôt socialiste.

Où veux-je en venir avec tout cela? Simple: les étudiants n'ont pas à payer une facture imposée par un gouvernement rétrograde qui va à l'encontre de ce pour quoi toute une génération de québécois s'est battue. L'éducation doit demeurer un droit, elle DOIT être gratuite: c'est d'abord un outil de «brassage social» qui permet une ascension (Karl Marx, pardonne-moi) des classes sociales. L'éducation permet de prendre en main son destin.

Ah oui, et j'oubliais: l'argent que le gouvernement récoltera à partir de ces sales nouvelles redevances sur l'éducation (et plus tard, vous le verrez avec oh! joie sur la santé) n'augmentera pas la qualité du système d'éducation, ou de ses professeurs.

Pensez-vous vraiment que le présent gouvernement va réinvestir l'argent qu'il aura acquis grâce à NOS dépenses pour une amélioration du système d'éducation?

Nous vivons vraiment dans une épo (sic) Jean Lapointe, Abonné, vendredi 11 novembre 2011 08h00

Nous jouons le jeu du gouvernement actuel. En laissant entendre que ce sont les étudiants qui ont gagné une bataille, nous jouons le jeu du gouvernement parce que nous semblons accepter l'idée que ce sont les seuls étudiants qui en sont les bénéficiaires quand ils poursuivent avec succès des études supérieures à l'Université.

Le gouvernement veut adopter la politique des utilisateurs-payeurs. Pour eux, ce sont ceux qui bénéficient de quelque chose qui doivent payer pour l'obtenir.

Comme si l'éducation supérieure ne bénéficiait qu'aux étudiants.

Et le gouvernement fait donc des formations qu'on peut acquérir à l'université une affaire strictement individuelle comme si tout ce qui compterait ce serait de faire carrière ,à la façon anglo-saxonne. Le gouvernement encourage donc l'individualisme alors que pratiquer une profession peut et doit avoir, il me semble, une dimension sociale.

L'éducation, y compris l'éducation supérieure, doit être, il me semble , la responsabilité de tout le monde.

C'est nous tous qui devons nous demander ce que nous voulons nous politique en matière d'éducation supérieure et c'est nous tous qui devons avoir notre mot à dire sur la quantité d'argent que nous sommes prêts à mettre là-dedans.

Le gouvernement dit vouloir que les étudiants fassent leur part en payant un fort prix pour pouvoir aller étudier. Il les trompe et il nous trompe tous en laissant croire que l'argent que l'Etat met dans l'éducation lui appartient.

Il omet de mentionner que cet argent vient des taxes que nous payons tous (la TPS) par exemple, y compris les étudiants, et des impôts de ceux qui en payent, y compris des étudiants et surtout leurs parents.

Il essaye donc de retirer encore plus d'argent des poches des familles en ne disant pas toute la vérité.IL préférerait que ce soit les banques qui en profitent.

L'éducation est un luxe mais un luxe nécessaire et elle n'est pas que l'affaire des étudiants. Et ce n'est pas non pas une simple affaire comp

- Jean-Michel Picard, Inscrit, vendredi 11 novembre 2011 08h03
Réseau Liberté Québec
Carole Dionne : vous êtes du Réseau Liberté Québec n'est-ce pas ? Et bien votre plume vous a trahis et vos commentaires antisciaux aussi. Nous en avons plus qu'assez des «démolisseurs de vies» et c'est pourquoi je propose que tout les gens ici présents comme lecteurs visionne ce cours vidéo explicatif qui vous instruira sur ce qu'est un «larbin».
Ensuite, vous comprendrez et ferez circuler le vidéo.
http://youtu.be/HH5FVD-1_I4
Solidaires et unis dans l'entraide.
- Jeanduc, Abonné, vendredi 11 novembre 2011 08h04
Pour une société plus riche, plus propre et plus libre!
Alors que ce gouvernement est pris avec une commission d'enquête qu'il ne voulait pas et qui est en train de brader massivement nos ressources aux amis, quoi de mieux que t'attiser un front afin de créer la parfaite diversion.
La vraie solution pour financer les dépenses collectives c'est:
- Que l'on cesse de brader nos ressources aux intérêts économiques des plus riches;
- Que l'on cesse la corruption et que l'on paie le vrai prix pour nos dépenses collectives;
- Que l'on favorise l'accessibilité aux études supérieures;
- Que l'on favorise le développement de notre langue et notre culture.
À mon avis, les étudiants devraient étendre leurs revendications à un projet de société plus propre et plus libre que ce qu'elle est sous ce gouvernement en service commandé. Libérez-nous des libéraux!
- Roland Berger, Abonné, vendredi 11 novembre 2011 08h08
Faire leur part
Les étudiants doivent faire leur part, c'est-à-dire s'endetter davantage. Il n'y a rien de plus beau qu'un étudiant ou une étudiante qui commence à travailler (s'il ou si elle trouve un emploi) en sachant qu'il ou elle a quelque 15 000 \$ à rembourser. Ça tire les larmes... de la droite, surtout si cet étudiant ou cette étudiante sort d'un milieu modeste ou pauvre. De quoi à faire un reportage larvoyant!
Roland Berger
- Jean V., Inscrit, vendredi 11 novembre 2011 08h09
Attendez et vous payerez plus tard.
6\$ par semaine de hausse brutale, pendant ce temps, les travailleurs, eux, reçoivent des hausses d'essence, de taxe, d'électricité, de consommation, de frais de scolarité, de garde et j'en oublie. Les syndicats qui manipulent nos enfants en payant les autobus, en les robotisant comme ils l'ont fait avec leur parent. Restons comme nous sommes, des Universités et des Cegeps qui ne performance pas. Bravo.
- Mimi37, Inscrit, vendredi 11 novembre 2011 08h27
Pauvre d'eux!
S'ils ont les moyens et le temps de faire "des grèves" ces étudiants, ILS devraient avoir également le temps pour travailler afin de les aider à payer ces coûts ...
Quelqu'un demandait sur un blogue: "Est-ce que ces étudiants payent une cotisation à un Syndicat ? Si oui, ILS devraient plutôt utiliser ces argent pour payer les augmentations" Je suis d'accord.
De plus, s'ils cessaient de s'acheter les tous derniers modèles de iP's, encore là, ça leur ferait de l'argent en plus.
L'autre point est: "Pourquoi NOUS subventionnons LES ÉCOLES PRIVÉES ?" Les fils à papa devraient avoir "les moyens" de payer pour les études universitaires de fiston non ? Ça donnerait plus de chance aux familles pauvres à recevoir l'aide dont ils ont besoin pour "leurs fistons".
Contrairement à plusieurs, je n'ai rien contre "les riches" SAUF QUE moi, je ne crois absolument pas en la "LÉGALITÉ (homogénéité dans une société) de tous"... Toutefois, je crois fermement en l'ÉQUITÉ entre citoyens dans une société.
- Sanzalure, Inscrit, vendredi 11 novembre 2011 09h07
Tous les adultes...
Tous les adultes sont conjointement responsables de tous les enfants.
Toutes les corporations devraient envoyer de l'argent à l'éducation avant d'en envoyer aux actionnaires. Toutes les personnes qui ont été éduquées et qui ont maintenant un emploi lucratif devraient participer au financement de l'éducation.
Et surtout, l'éducation devrait être permanente tout au long de la vie, car le principal problème de nos sociétés c'est l'ignorance.
Serge Grenier
- Mariette Payeur, Inscrite, vendredi 11 novembre 2011 09h08
Quels étudiants?
L'éducation c'est l'avenir.
Beaucoup de nos étudiants ne veulent pas investir dans leur avenir. Dommage.
Vous remarquerez que les plus zélés pour promouvoir ces faibles coûts sont surtout des étudiants en matières "molles", celles les moins susceptibles de leur assurer un travail dans le futur. Alors ne pas trop s'endetter devient un des critères les plus importants pour eux. Bien avant la qualité de l'enseignement, semble-t-il.
L'éducation est un droit nous crie-t-on.
Ce n'est pas parce que c'est un droit que ça ne doit pas se payer. Surtout après 18 ans. Au-delà du tronc commun offert à tous, ce droit doit s'accompagner d'obligations ce que ces étudiants refusent en partie.
Si on écoute la plupart de ces manifestants, ils seraient incapables de fréquenter une université hors-Québec. Désolant.
Autre remarque: je n'entends pour ainsi dire jamais ces étudiants parler de l'augmentation des prêts et bourses qui accompagneront ces hausses de tarifs.
- michel lebel, Inscrit, vendredi 11 novembre 2011 09h28
C'est le temps de casquer!
Cete question d'augmentation des frais de scolarité a été archi-étudiée au Québec. Et ceci depuis des lunes. Et comme l'argent ne pousse pas dans les arbres et que les universités sont nettement sous-financées, il faut passer à la caisse, et les étudiants doivent faire leur part. Les gouvernements québécois antérieurs ont stupidement laissé faire les choses depuis des décennies. Par crainte, pas électoralisme, par démagogie. Le temps de la récréation est terminée. A moins d'opter pour une petite république fausement "socialisante" à la française, super-endettée, avec des universités gratuites très délabrées et des inégalités sociales très grandes. Je préfère le modèle québécois actuel!
ser à la caisse... et ne vous plaignez pas trop! Je ne vous croirai pas. Et de grâce, ne me sortez pas un cas d'exception très pathétique du genre la veuve et l'orphelin! Il y a une bonification du régime de prêts et bourses prévue dans le projet gouvernemental. Toute personne qui a les capacités requises doit pouvoir aller à l'université. Ce dernier principe doit toujours primer.
Michel Lebel, Ancien professeur d'université

LA PRESSE : Droits de scolarité: des milliers d'étudiants manifestent à Montréal – Vendredi 11 novembre 2011

Pascal Breton, La Presse

Dans un ultime avertissement au gouvernement Charest, des milliers de cégepiens et d'étudiants en colère sont descendus dans les rues de Montréal, jeudi, pour manifester contre la hausse des droits de scolarité.

> [Consultez notre galerie photo sur la manifestation](#)

Ils étaient près de 30 000 manifestants selon les organisateurs - 12 000, selon la police - à braver la pluie, espérant faire plier les libéraux pour qu'ils reviennent sur leur décision d'augmenter les droits de scolarité de 1625\$ en cinq ans. Cette manifestation d'envergure se voulait un dernier avertissement avant l'étape ultime, la grève générale, ont-ils prévenu.

«Après les indignés d'Europe, l'occupation de Wall Street et le Printemps arabe, osons croire que le mouvement étudiant sera l'étincelle du printemps québécois», a lancé Arnaud Theurillat-Cloutier, étudiant de l'Université de Montréal.

Prenant la parole au nom de l'Association pour une solidarité étudiante (ASSÉ), c'est ainsi qu'il a harangué la foule au terme de la manifestation.

La marche a débuté vers 14h30, au parc Émilie-Gamelin, près de l'Université du Québec à Montréal. C'est là que des autocars en provenance de toutes les régions du Québec ont déversé des flots de manifestants gonflés à bloc.

Les cégepiens et étudiants, soutenus par des groupes sociaux et des travailleurs syndiqués, ont ensuite marché jusqu'au bureau du premier ministre Jean Charest, à l'angle de la rue Sherbrooke et de l'avenue McGill College.

Une dizaine de députés du Parti québécois, dont Nicolas Girard, ainsi que le député de Québec solidaire, Amir Khadir, étaient aussi du nombre. L'événement s'est déroulé dans le calme, encadré étroitement par les policiers. Sur le trottoir, des badauds ont témoigné de leur appui aux revendications étudiantes. Les esprits se sont quelque peu échauffés en fin de parcours, don-

nant lieu à du vandalisme. Des manifestants ont fait exploser des pétards et ont lancé de la peinture sur l'édifice abritant le bureau du premier ministre.

Une trentaine de personnes ont aussi occupé un local de l'Université McGill, avant d'être expulsées par les policiers.

Au total, quatre manifestants ont été arrêtés.

Attentes dépassées

La mobilisation étudiante a dépassé les attentes des organisateurs. Des associations en médecine, en gestion et en pharmacie, de même que certains établissements privés comme le collège André-Grasset et des institutions anglophones comme le collège Dawson, l'Université Concordia et l'Université McGill se sont jointes au mouvement. «C'est une mobilisation qui dépasse les frontières habituelles de la contestation étudiante», a affirmé Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ.

La prochaine étape est la grève générale, a-t-il ajouté en brandissant le souvenir du printemps

2005, lorsqu'une grève étudiante avait duré plusieurs semaines. Les cégepiens et les étudiants contestaient des coupes de 103 millions dans le programme de bourses. Avec la mobilisation d'hier, il est clair que les cégepiens et les étudiants sont prêts à tout, a renchéri la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

«C'est un signe que pour des étudiants qu'on dit individualistes, ils sont de plus en plus unis et ils sont unis contre une seule et même chose: la hausse des droits de scolarité. C'est du jamais vu. On peut en être fiers», a déclaré Mme Desjardins.

«On est déjà endettés»

La majorité des étudiants ne reçoivent pas de bourses. Ils s'endettent de milliers de dollars pour étudier, a souligné le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, en rappelant que 80% des étudiants n'ont pas droit aux bourses. «On ne peut pas se permettre de perdre un seul

diplômé. Augmenter les droits de scolarité, c'est demander l'impossible à bien des familles qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts», croit M. Bureau-Blouin.

Sébastien Beaumier-Charland, du collège Champlain, à Saint-Lambert, est de cet avis. Il a quitté Granby pour étudier et doit maintenant payer ses études, un logement et toutes ses dépenses. Même en travaillant 20 heures par semaine, il peine à arriver, a-t-il raconté à La Presse tout en marchant dans les rues de Montréal. «On est déjà endettés. Ça coûte déjà assez cher comme cela», dit-il.

Plus de 200 000 cégepiens et étudiants avaient décrété une grève ou une levée de cours hier. La manifestation à Montréal, de même que les nombreux piquets de grève devant plusieurs établissements collégiaux et universitaires de la province, n'a toutefois pas ébranlé le ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Interpellée par l'opposition au cours de la période de questions, elle a affirmé que les étudiants doivent faire «leur juste part».

Droits de scolarité au Canada en 2010-2011:

- Québec: 2415\$
- Canada: 5138\$
- Colombie-Britannique: 4802\$
- Nouvelle-Écosse: 5495\$
- Ontario: 6307\$

(Source: Statistique Canada, premier cycle universitaire)

Évolution des droits de scolarité au Québec

- De 1970 à 1989: Les droits de scolarité sont stables, environ 550\$ par année.
- Début des années 90: Première hausse pour atteindre environ 1200\$ par année.
- 2007: Hausse de 500\$ en cinq ans.
- 2012: Hausse de 325\$ par année pendant cinq ans, totalisant 1625\$.
- 2016: Les droits de scolarité vont atteindre 3700\$ par année.

* Ces données ne tiennent pas compte des frais afférents imposés par les universités.

CYBERPRESSE : Voir la galerie de photos – Vendredi 11 novembre 2011



Photo Patrick Sanfaçon, La Presse

Des milliers d'étudiants sont attendus dans les rues de Montréal cet après-midi pour une grande manifestation.



Photo Patrick Sanfaçon, La Presse

Dans son dernier budget, le gouvernement Charest a décrété une hausse de 1625\$ des droits de scolarité au cours des cinq prochaines années. Pour les étudiants, cette hausse est inacceptable, car elle limitera l'accès aux études universitaires.



Photo André Pichette, La Presse

Judi matin, des étudiants de l'Université du Québec à Montréal et du Cégep Rosemont se préparaient en vue de la manifestation.



Photo André Pichette, La Presse

Judi matin, des étudiants de l'Université du Québec à Montréal et du Cégep Rosemont se préparaient en vue de la manifestation.



Photo André Pichette, La Presse

Jeudi matin, des étudiants de l'Université du Québec à Montréal et du Cégep Rosemont se préparaient en vue de la manifestation.



Photo André Pichette, La Presse

Plus de 200 000 étudiants sont en grève ou en levée de cours pour participer à l'activité de protestation. D'autres photos suivront...

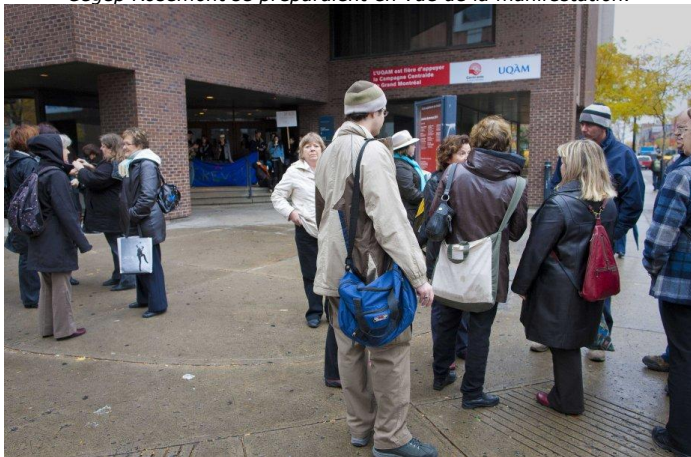


Photo André Pichette, La Presse

Jeudi matin, des étudiants de l'Université du Québec à Montréal et du Cégep Rosemont se préparaient en vue de la manifestation.



Photo Patrick Sanfaçon, La Presse

Une marée humaine a envahi les rues de Montréal en milieu d'après-midi jeudi.

LE SOLEIL : Près de 8000 étudiants en grève à Québec – Vendredi 11 novembre 2011

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Le mouvement étudiant a lancé une première offensive d'envergure, jeudi, contre la hausse des droits de scolarité, alors que près de 200 000 étudiants québécois étaient en grève et qu'environ 12 000 d'entre eux manifestaient à Montréal.

Pancartes et banderoles à la main, des étudiants des cégeps et des universités d'un peu partout au Québec ont pris d'assaut le centre-ville de la métropole, faisant retentir leur mécontentement jusqu'au bureau du premier ministre Jean Charest.

«Les étudiants et les étudiantes sont très motivés», dit Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE). «Ils sont prêts à aller jusqu'au bout pour faire reculer le gouvernement de Jean Charest sur la hausse des frais de scolarité.»

À Québec, quelque 6000 étudiants du Collège François-Xavier-Garneau et environ 2000 étudiants de l'Université Laval étaient en grève. Plusieurs centaines d'étudiants sont montés dans des autobus pour aller manifester à Montréal.

La mobilisation a commencé tôt au Collège Garneau. Dès 6h30, plus d'une centaine d'étudiants ont manifesté devant le cégep, conduisant la direction du Collège à lever les cours pour la journée peu avant 7h.

«On voulait voir si c'était significatif, parce qu'on peut manifester à deux...», dit la directrice du Collège, Denise Trudeau. Voyant que le nombre de manifestants était significatif, l'équipe de

direction a décidé de ne pas franchir les piquets de grève. «On ne voudrait pas risquer que ça dégénère», a dit Mme Trudeau.

Étudiante en soins infirmiers, Stéphanie Leclerc, 21 ans, a tenu à se lever tôt pour être de la manifestation devant le cégep Garneau. Elle s'attend à ce que la formation universitaire devienne obligatoire pour les futures infirmières et voit d'un très mauvais oeil la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ décrétée dans le dernier budget du gouvernement Charest.

La jeune femme dit que, comme la plupart de ses camarades, ses parents ne peuvent pas l'aider à payer ses études. Elle doit aussi payer son loyer, sa nourriture et les autres nécessités, ce qui l'oblige à travailler à temps partiel.

«Ça nous inquiète pour l'université, dit-elle, parce qu'on est déjà très serrés pour la technique.»

Le Collège François-Xavier-Garneau est le seul cégep à Québec qui a embarqué dans le mouvement de grève. Par référendum, la majorité des étudiants du Cégep de Sainte-Foy ont voté contre une levée de cours. Au Cégep Limoilou, les étudiants ont opté pour une occupation symbolique. Certains ont dormi au cégep dans la nuit de mercredi à jeudi.

Levée de cours

À l'Université Laval, les associations des étudiants en histoire, en philosophie, en sociologie, en service social, en anthropologie et en psychologie ont voté pour une levée de cours. Selon l'Association des étudiants et étudiantes en

sciences sociales, environ 2000 étudiants de l'Université Laval étaient en grève jeudi.

Dans les départements concernés par la levée de cours, des étudiants ont érigé des piquets de grève, jeudi matin, devant les locaux des cours qui devaient avoir lieu. Certains avaient mis des pupitres devant les portes.

Devant le local du séminaire d'histoire médiévale, au pavillon J.-A.-DeSève, des étudiants avaient installé des banderoles en forme de X pour interdire l'accès au cours. Comme tous les professeurs du département, le professeur Didier Méhu avait reçu la directive de se présenter à son cours jeudi matin, mais il l'a annulé.

«À partir du moment où il y a une zone de piquetage, je ne donne pas de cours», a-t-il dit.

Quelques «indignés»

Parmi les 300 étudiants de l'Université Laval qui sont montés dans des autobus scolaires jeudi matin pour se rendre à la manifestation à Montréal, il y avait quelques «indignés» d'Occupons Québec, dont Jonathan Durand-Folco, 25 ans.

Selon l'étudiant au doctorat en philosophie, les indignés et les étudiants qui se mobilisent contre la hausse des droits de scolarité se rejoignent parce qu'ils militent tous les deux pour la réappropriation des espaces publics par rapport aux intérêts privés. «C'est le même combat, dit-il, mais sur deux plans différents.»

Selon l'ASSE, la mobilisation étudiante au Québec n'avait pas pris une telle ampleur depuis 2005. Des dizaines de milliers d'étudiants avaient

alors mené une grève générale illimitée pour protester contre des compressions de 103 millions \$ dans le régime de bourses. Gabriel Nadeau-Dubois, de l'ASSE, affirme que les étudiants vont entamer une grève générale

illimitée si le gouvernement Charest ne recule pas d'ici l'hiver sur sa décision de hausser les droits de scolarité de 325 \$ par année pendant cinq ans (soit 1625 \$ au total), à partir de 2012.

«La manifestation d'aujourd'hui, dit M. Nadeau-Dubois, ce n'est pas la fin, c'est le début de la mobilisation.»

LA TRIBUNE : Manif à Montréal : on a manqué d'autobus – Vendredi 11 novembre 2011

Claude Plantem La Tribune

(Sherbrooke) Plusieurs centaines d'étudiants de Sherbrooke ont pris le départ vers Montréal pour aller manifester contre la hausse des droits de scolarité imposée par le gouvernement de Jean Charest.

Les organisateurs ont littéralement épuisé le nombre d'autobus disponibles dans la région pour ce genre de transport vers la Métropole.

Seulement à l'Université de Sherbrooke, on a du nolisier 11 autobus pour transporter les manifestants. Environ 550 passagers ont montré à bord. Au Cégep de Sherbrooke, l'association étudiante avait prévu six véhicules jaunes et noirs.

Selon la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS) et le Regroupement des étudiantes et étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'Université de Sherbrooke

(REMDUS), on a du regarder à l'extérieur de la région pour trouver des véhicules pour transporter les étudiants.

«Même si on avait voulu envoyer plus d'étudiants à Montréal on n'aurait pas pu : l'Estrie, le Centre-du-Québec et la Mauricie n'ont plus d'autobus » se réjouit la présidente de la FEUS, Jessica Gauvette.

LE NOUVELLISTE : Manifestation: les étudiants de la Mauricie se sont mobilisés – Vendredi 11 novembre 2011



Photo: Stéphane Lessard

William Charbonneau, secrétaire général de l'AGÉ du Cégep de Trois-Rivières s'est adressé aux manifestants avant le départ.

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste

Les étudiants du Cégep de Trois-Rivières, du Collège Shawinigan et de l'UQTR se sont mobilisés, jeudi, tout comme ceux des quatre coins du Québec, afin de prendre part à la manifestation nationale à Montréal.

Du côté de Shawinigan, il étaient entre 50 et 60 étudiants à monter à bord des autobus en direction de la Métropole en compagnie de quelques membres de l'exécutif syndical des professeurs qui, lui aussi, conteste le dégel de frais de scolarité.

«On ne veut pas revenir aux années où c'était les riches qui allaient à l'université», a fait savoir le président du syndicat, Luc Vandal.

Les professeurs auraient été plus nombreux, ajoute-t-il, n'eût été du fait que le Collège tenait sa journée portes ouvertes, hier, ce qui a mobilisé le personnel enseignant.

La présidente de l'AGÉ du Collège Shawinigan, Iris Bourgault-Bouthillier, n'était pas déçue de voir que seuls une soixantaine d'étudiants sont montés à bord des autobus réservés pour se rendre à Montréal. Toutefois, a-t-elle fait valoir hier matin, «l'impact n'est pas seulement celui des étudiants qui vont venir manifester, c'est aussi le fait qu'il n'y a pas de cours et que les étudiants ne se présentent pas», a-t-elle plaidé alors que se massaient une vingtaine de manifestants devant la porte du Collège.

À l'UQTR, l'AGÉ avait réservé deux autobus, soit de quoi transporter une centaine d'étudiants (l'AGÉ a finalement compté 200 participants sur l'heure du midi). Contrairement aux deux établissements collégiaux, les étudiants universitaires, eux, ne bénéficiaient pas d'une journée de levée de cours pour aller manifester.

Les plus convaincus s'étaient rendus à bord de deux voitures, la veille, pour prendre part à la manifestation nocturne organisée par l'UQAM devant le bureau du premier ministre Jean Charest, à Montréal.

Sébastien Guertin, vice-président socio-politique et externe de cette association étudiante, s'est dit satisfait de la participation. «On a eu aussi énormément d'appuis de beaucoup de gens qui nous ont dit que malheureusement, ils avaient

des examens cette journée-là ou des cours trop importants pour qu'ils puissent les manquer», a-t-il fait valoir.

Au Cégep de Trois-Rivières, une trentaine de manifestants s'étaient massés, hier matin, pancartes à la main, devant une porte du Pavillon des Humanités avant le départ vers Montréal. Une dizaine de professeurs ont aussi accompagné les étudiants à Montréal, signale le président du Syndicat des professeur(e)s, Jean Fournier.

William Charbonneau, secrétaire général de l'AGÉCTR, prévoyait une participation d'environ 150 étudiants malgré le fait qu'une levée de cours avait été décrétée. Ceux qui étaient là, dit-il, étaient les plus motivés. Toutefois, fait-il remarquer, on comptait déjà beaucoup plus d'étudiants de la région, hier, que lors de la manifestation régionale d'octobre. Il se dit certain que le mouvement étudiant ne peut que prendre de l'ampleur.

«L'ensemble des gens du Cégep sont contre la hausse des frais de scolarité, mais ils ne savent pas toute l'ampleur et ils sont très cyniques aussi», analyse-t-il pour expliquer le modeste taux de participation. C'est difficile, fait-il valoir, de «faire changer un gouvernement aussi arrogant que celui de Jean Charest.»

LE NOUVELLISTE : Gonflés à bloc – Mis à jour le vendredi 11 novembre 2011, à 07h04



Photo Patrick Sanfaçon, La Presse
L'événement s'est déroulé dans le calme, même si les esprits se sont quelque peu échauffés en fin de parcours.

La Presse Canadienne, Montréal

Malgré la pluie battante, des milliers d'étudiants de partout au Québec ont manifesté dans la bonne humeur, jeudi après-midi, au centre-ville de Montréal, pour dénoncer la hausse des droits de scolarité universitaires annoncée par le gouvernement Charest.

Selon la Fédération étudiante universitaire du Québec, il s'agit de l'une des plus importantes manifestations étudiantes jamais vues dans la province.

On évalue la foule à environ 12 000 personnes, mais les responsables étudiants affirment qu'ils étaient 30 000.

La marche s'est terminée sur la rue McGill College devant les bureaux montréalais du premier ministre Jean Charest. La police n'a alors pu les empêcher d'envahir la rue Sherbrooke, qu'ils ont bloquée à la circulation automobile.

Les représentants des associations étudiantes ont alors livré leur message au premier ministre, lui faisant savoir qu'ils n'acceptaient pas cette flambée de leurs droits de scolarité.

«Aujourd'hui, dans les rues de Montréal, c'est l'avenir du Québec qui se lève et se met en marche!», a lancé Simon Gosselin, secrétaire général de la Table de concertation étudiante du Québec, aux manifestants qui portaient encore leurs pancartes maintenant ramollies par la pluie.

Ils ont indiqué que cette décision aurait un impact réel sur l'accessibilité aux études supérieures, et que ce sont les jeunes les moins bien nantis qui seront les plus touchés.

Une dizaine de projectiles remplis de peinture ont été lancés sur la façade de l'édifice abritant le bureau de M. Charest, ainsi que des fusées éclairantes sur les policiers. En fin d'après-midi, la police a indiqué qu'elle avait procédé en tout à

l'arrestation de quatre personnes. Malgré cela, elle estime que la manifestation s'est très bien déroulée.

Sauf cet incident, la manifestation s'est déroulée dans le calme. De très nombreux étudiants s'occupaient d'ailleurs de la sécurité et contrôlaient la foule avec beaucoup de sérieux.

Vers 17 h, les manifestants ont commencé à se disperser ou à rejoindre les autobus pour regagner leur région.

Tout au long de l'après-midi, les étudiants ont dansé et scandé des slogans sans répit, dont plusieurs directement adressés au premier ministre Jean Charest - «Charest salaud, on aura ta peau!». La plupart d'entre eux portaient de petits carrés de tissu rouge ou des foulards de même couleur pour dénoncer la hausse des droits qui va «les mettre dans le rouge».

Des haut-parleurs placés sur un camion qui ouvrait la marche faisaient retentir des chansons de protestation, dont le «Libérez-nous des libéraux» du groupe Loco Locass. Les milliers de manifestants s'étaient d'abord rassemblés à la place Émilie-Gamelin, métro Berri-UQAM, alors que les parapluies se mêlaient aux pancartes qui dénonçaient la décision du gouvernement Charest. Des affiches arboraient des slogans parfois mordants, parfois humoristiques: «Je ne veux

pas me prostituer, je veux étudier», «Charest, tu as payé 500 \$ par année pour l'université: tu n'as pas de leçons à donner!», ou encore «À vendre: mon âme. Pour payer mes droits de scolarité».

Malgré la pluie, les jeunes débordaient d'enthousiasme et ont accueilli sous les applaudissements le début des discours des représentants étudiants, qui ont précédé le début de la marche.

Ils ont ensuite entrepris leur défilé vers 14 h 45 sur la rue Berri. Des policiers de l'unité antiémeute les escortaient, tout en demeurant discrets.

LE NOUVELLISTE : Hausse des frais de scolarité: des étudiants de la Mauricie à Montréal - Mis à jour le 10 novembre 2011 à 15h22



Photo: Stéphane Lessard

Des étudiants du Cégep de Trois-Rivières ont manifesté contre la hausse des frais de scolarité, ce matin, juste avant de se diriger vers Montréal où une manifestation monstre est prévue.

La Presse Canadienne

Une grande manifestation étudiante s'est ébranlée jeudi après-midi au centre-ville de Montréal pour dénoncer la hausse des droits de scolarité universitaires annoncée par le gouvernement Charest.

Plusieurs milliers d'étudiants se sont d'abord rassemblés à la place Émilie-Gamelin, alors que les parapluies se mêlaient aux pancartes qui dénonçaient la décision du gouvernement Charest.

Les étudiants ont entrepris une marche vers 14h45 sur la rue Berri, alors que les policiers de l'unité antiémeute les escortaient, tout en se faisant discrets. Les étudiants prévoyaient notamment s'arrêter devant les bureaux montréalais du premier ministre Jean Charest, au coin des rues Sherbrooke et McGill College.

Malgré la pluie, les jeunes débordaient d'enthousiasme et ont accueilli sous les applaudissements - et faisant retentir leurs instruments de musique - le début des discours des représentants étudiants, qui précèdent le début de la marche. Les organisateurs estiment que plus de 20 000 manifestants sont présents.

En matinée, des dizaines d'autobus avaient convergé vers la métropole. Les organisateurs espéraient que des dizaines de milliers d'étudiants des universités et des cégeps de partout au Québec répondraient à l'appel.

Plus de 200 000 étudiants sont en grève ou en «levée de cours» jeudi pour participer à la grande marche, ont rappelé les organisateurs. Il s'agit de près de la moitié des étudiants de niveau postsecondaire dans la province.

En Mauricie, Une trentaine d'étudiants ont d'ailleurs donné un petit avant-goût du rassemblement à Montréal, en matinée, en manifestant devant le Cégep de Trois-Rivières, en grand renfort de slogans et de pancartes. Il était prévu qu'environ 150 étudiants du Cégep se rendent dans la métropole. Une dizaine de professeurs devaient les accompagner par solidarité.

Même chose du côté du Collège Shawinigan où une délégation du Syndicat des enseignantes et enseignants prend part à l'événement. De ce côté, c'est entre 50 et 60 étudiants qui comptaient se mêler à la marée humaine à Montréal. À l'UQTR, ils devaient être une centaine. Rappelons que les étudiants des collèges de Shawinigan et de Trois-Rivières bénéficient d'une levée de cours, alors que ce n'est pas le cas pour l'UQTR.

Rappelons que la hausse prévue pour l'inscription à l'université est de 1625 \$ sur cinq ans - ou 325 \$ par année -, portant la facture à 3793 \$ en 2016. Il s'agit d'une croissance de 75 pour cent en cinq ans.

Cette augmentation aura des conséquences négatives sur l'accès aux études, dénoncent les étudiants.

«L'accès à l'éducation est un droit et, à ce titre, il ne devrait pas être réservé à ceux et celles qui pourront payer», a dénoncé Keena Grégoire, de la faculté des arts de l'UQAM, dans un communiqué.

Les étudiants espèrent toujours que Jean Charest fera marche arrière. Mais celui-ci a fermement indiqué, mercredi, qu'il entendait maintenir le cap. Le gouvernement soutient que les droits de scolarité au Québec sont les plus bas au pays. La hausse est nécessaire, selon le gouvernement, pour assurer un enseignement de qualité.

Le Parti québécois s'est opposé à la décision du gouvernement libéral, en soutenant que l'augmentation découragera les étudiants à poursuivre leurs études et alourdira le fardeau financier des parents.

Des députés péquistes devaient d'ailleurs prendre part à la marche, tout comme Françoise David et Amir Khadir, les deux coporte-parole de Québec solidaire.

Quant à la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (Crépuq), elle estime que tous ceux qui bénéficient de l'éducation devraient y contribuer - la société, mais aussi les étudiants.

«On considère que cette hausse annoncée est raisonnable, et on a toujours soutenu qu'il fallait qu'il y ait une bonification des programmes de prêts et bourses au même moment qu'une hausse, et cela a également été annoncé», a indiqué jeudi matin le président directeur général de la Crépuq, Daniel Zizian.

Il affirme que tous les étudiants boursiers actuels ne seront pas touchés par la hausse, parce que leur bourse sera augmentée en conséquence. Selon lui, sans cette augmentation des droits, le financement des universités sera à risque. Cette position est partagée par plusieurs associations patronales.

Mais les étudiants pourront compter sur l'appui des professeurs de l'UQAM. Réunis en conseil syndical, ils ont voté mercredi une résolution à l'unanimité contre la hausse des droits de scolarité, et ont incité les professeurs de l'UQAM à participer massivement à la manifestation.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Les étudiants en colère - Des milliers de jeunes descendent dans la rue pour dénoncer la hausse des droits de scolarité - Vendredi 11 novembre 2011

AGENCE QMI

Des milliers d'étudiants ont pris d'assaut les rues de Montréal, hier, pour dénoncer l'augmentation des frais de scolarité. Ils étaient plus de 20 000 à se réunir devant les bureaux du premier ministre, Jean Charest, à Montréal, alors que des centaines d'autres jeunes tenaient des manifestations un peu partout au Québec.

Les étudiants s'opposent à la décision du gouvernement Charest d'augmenter les droits de scolarité de 1625 \$ sur une période de cinq ans. Cette hausse correspond à environ 300 \$ par année. Invoquant l'accessibilité aux études, de nombreux étudiants avaient précédemment voté pour une grève générale, jeudi.

Des jeunes de partout à travers le Québec ont convergé vers Montréal, hier, pour participer à cette manifestation qui a été qualifiée d'« histo-

rique » par les leaders des fédérations étudiantes.

Après avoir envahi la place Émilie-Gamelin, les grévistes ont entamé, vers 14 h 30, une marche qui les a menés jusqu'aux bureaux du premier ministre Jean Charest, au centre-ville de Montréal. La manifestation, qui s'est déroulée dans le calme et sous forte escorte policière, n'a été troublée que par quelques incidents, dont des tirs de projectiles à l'endroit des policiers. La situation a rapidement été maîtrisée par les forces de l'ordre qui n'ont procédé qu'à quatre arrestations.

Québec reste sur ses positions

Les étudiants bénéficient de plusieurs appuis de taille. Une centaine de groupes, dont la Fédération nationale des enseignantes et enseignantes du Québec (FNEEQ) et la Fédération des femmes

du Québec (FFQ), ont fait savoir qu'ils étaient contre cette augmentation plus tôt cette semaine.

Les chefs de file du mouvement étudiant ont d'ailleurs indiqué qu'ils ne lâcheront pas prise et ont laissé entendre que d'autres gestes seront posés si le gouvernement Charest ne revient pas sur sa décision d'augmenter les droits de scolarité.

De son côté, la ministre de l'éducation, Line Beauchamp, a réitéré, hier, que sa décision était irrévocable.

En Chambre, la ministre Beauchamp a déclaré que la hausse des frais de scolarité était « juste » et que les étudiants devaient s'attendre à investir dans leur formation, étant donné les salaires élevés qu'ils toucheront plus tard sur le marché du travail.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Empêchés d'aller en classe : Des piquets de grève érigés devant les universités et les cégeps - Vendredi 11 novembre 2011



PHOTO LE JOURNAL DE MONTRÉAL, SARAH-MAUDE LEFEBVRE

✓ Très tôt, hier matin, des piqueteurs se sont massés devant L'UQAM pour empêcher les étudiants d'y entrer.

SARAH- MAUDE LEFEBVRE

N'en déplaie aux étudiants qui n'étaient pas d'accord avec les manifestants, l'accès à leur école leur a été refusé, hier, ce qui n'a pas été sans provoquer quelques bagarres et échanges d'insultes.

« Je m'en fous de ce que vous dites. Je veux rentrer dans mon école pour pouvoir étudier tranquillement. Il n'est pas question que je retourne chez nous ».

Mathieu était hors de lui, hier, lorsque des manifestants l'ont refoulé aux portes de l'université du Québec à Montréal (UQAM), rue St-denis.

Cet étudiant en administration s'est vu, comme plusieurs autres, refuser l'accès à l'établissement par des manifestants.

« Ils ne peuvent pas nous imposer leur façon de voir les choses. C'est débile », a-t-il lancé au Journal.

Injures et bousculades

Dès 7 h hier matin, des étudiants ont érigé des piquets de grève devant plusieurs universités et cégeps, question de « préparer le terrain » à la manifestation prévue, en après-midi. Certains d'entre eux prévoient d'ailleurs poursuivre leur action en soirée.

« Il y a des étudiants frustrés, c'est sûr. On se fait bousculer. Tantôt, un gars m'a poussé à la poitrine. Certains automobilistes nous insultent. Mais la plupart des gens sont compréhensifs », assure Joëlle Comte, une étudiante en études littéraires.

« Je comprends qu'on puisse ne pas être d'accord, mais c'est une question de solidarité. »

MÉTRO : Des dizaines de milliers d'étudiants se mobilisent à Montréal + Photos – Vendredi 11 novembre 2011

Une manifestation d'étudiants a eu lieu jeudi contre la hausse des frais de scolarité

Il s'agit d'un premier moyen de pression, une grève pourrait suivre

En chiffres

En 2017, il coûtera 3 793 \$ par année pour étudier à l'université, une augmentation de près de 75 %.

ANNABELLE BLAIS

Environ 30 000 personnes, selon les organisateurs, ont bravé la pluie jeudi dans les rues de Montréal pour manifester contre la hausse de 75 % des frais de scolarité décrétée par le gouvernement Charest. Les associations étudiantes accompagnées des centrales syndicales et de nombreux groupes sociaux s'étaient donné rendez-vous au parc Émilie Gamelin en début d'après-midi.

Si les manifestants se disaient en colère, ils ont manifesté pacifiquement pour la plupart au son des chansons « Libérez-nous des libéraux » de Loco Locass et « Passe-moi la puck » des Colocs, notamment.

Dans la foule, des groupes venus des quatre coins de la province scandaient divers slogans : « Charest salaud, le peuple aura ta peau ! », « On veut étudier, on veut pas être endettés ».

« La mobilisation d'aujourd'hui (jeudi) envoie un message clair au gouvernement libéral: sa hausse des frais de scolarité ne passe pas à l'indiqué Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

Abrütée sous le toit d'un immeuble, Christine Lambert a tenu à participer à l'événement avec son fils, étudiant à l'École nationale d'aérotechnique, et son mari professeur en informatique. « Je suis venue par solidarité », a expliqué cette mère de deux étudiants.

« Mon mari et moi totalisons un salaire de 60 000 et plus, donc mes enfants n'ont pas droit aux prêts et bourses. Nous faisons partie de la classe moyenne et nous sommes conscients que ce n'est pas tout le monde qui peut payer l'université à leurs enfants », a dit cette programmeuse en informatique et militante pour Québec Solidaire dont les porte-parole Amir Khadir et Françoise David manifestaient également.

Au printemps dernier, le gouvernement Charest a annoncé une hausse des frais de scolarité de 1625 \$ sur 5 ans à partir de 2012, soit 325 \$ par année. Cette mesure cherche à pallier au problème de sous-financement des universités.

La Fédération étudiante universitaire du Québec qui participait à la manifestation attend toujours les preuves de ce sous-financement. « Nous croyons qu'il faut d'abord évaluer les besoins, et

revenir sur la gestion des universités », a affirmé la présidente de l'association en entrevue Martine Desjardins.

Par l'intermédiaire de son attaché de presse, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, ministre l'éducation a fait savoir qu'elle n'entendait pas modifier son horaire du jour pour suivre le déroulement des manifestations.

La ministre avait déclaré plus tôt dans la journée que les étudiants devaient assumer leur part en rappelant c'est encore le gouvernement et donc les contribuables à travers les impôts qui assument de la plus grosse part de la facture.

« Si le gouvernement ne recule pas rapidement, ce à quoi il devra faire face, c'est la grève générale illimitée cet hiver » a dit M. Nadeau-Dubois, de l'ASSÉ. La police a escorté les manifestants tout au long du parcours et au moment de mettre

4 arrestations avaient été effectuées, dont une femme à propos d'une agression armée sur un policier, selon ce qu'a affirmé le lieutenant Lafrenière, du SPVM. Des projectiles enflammés ont aussi été lancés au forces de l'ordre a confirmé le SPVM sur son compte Twitter.

La manif en pancartes

Même si la pluie s'était invitée à la manifestation, on comptait tout de même plus de pancartes que de parapluies. Voici quelques slogans (tels quels) aperçus dans la foule.

- Tu pète ma bulle
- Je vends mon corps pour acheter ma télé
- Charest t'es pas un génie
- Lesage : je bâtis. Charest : je détruis
- On est prêts à payer 16,25\$
- L'ignorance coûtera plus cher que l'éducation
- Je pense, donc je paye
- Charest, ta mère serait pas fier
- Contre les OGM : organismes de merde gouvernementaux
- RIP 1990-2070 : je viens de finir de payer mes dettes
- Hausser l'amour pas les frais

Qu'en pensez-vous?

Anticoune, Invité, 10 novembre 2011, 19:03 y faudrait envoyer l'armée pour nettoyer les rues de ces tits faiseurs de trouble. pas assez intelligent pour savoir que le Québec est dans la merde jusqu'au cou et même jusqu'au front !

Julienne, Invité, 10 novembre 2011, 19:21 pauvre société de malades, ces ti jeunes qui comprennent pas qu'on est dans le rouge veulent que notre gouvernement en faillite en fasse encore plus ! c'est pathétique de voir ces minables profiter de la société...

ask thePoor, Invité, 10 novembre 2011, 19:22 un article sur 2 pages = médiocrité médiatique Faute de pouvoir produire du contenu, on nous impose de voir 2 pages pour un article pour pouvoir vendre de la pub

jhionny lamarche, Invité, 10 novembre 2011, 19:29

si Charest maintient la hausse des frais qui sera encore moins élevée que dans le reste du Canada, il aura mon vote !

Mel, Invité, 10 novembre 2011, 20:13

Totalement mais totalement en désaccord avec ca....franchement! Je suis une étudiante et je ne veux pas payer davantage, surtout QUON forme le quebec de demain allo!!! Vous avez pas entendu parler que si M charest augmente les frais de scolarité, une bonne gang d'étudiants vont lacher pqq ils seront pas capable de payer?! Et si ils lachent, ben on va être dans la merde encore plus pqq yaura plus personne pour occuper vos postes...donc vous avez tout.

Érik P, Invité, 10 novembre 2011, 20:27

Voyons, les débiles, les étudiants ont un cellulaire, des jeux vidéos, se payent des gros billets au Hockey ou des shows de groupes américains pour nous poluer avec leur maudite musique de drogués ! Réveille le twitt, surtout au canada ça coûte pas mal ++++ cher. tout le monde doit faire sa part même les jeunes qui se la coule douce.

Arielle Acosta Perelman, Invité, 10 novembre 2011, 20:33

Je suis étudiante, et je comprend parfaitement la situation économique du Québec. Je ne veux toute fois pas payer une hausse de frais de scolarité, car le gouvernement Jean Charest n'est pas capable de nous donner des faits et des chiffres tant qu'au revenue soit disant insuffisant des universités (et selon moi, il ne s'agit pas seulement d'un problème d'argent), et aussi parce que je n'est même pas les moyen de me payer convenablement mes études, malgré que je me trouve dans la classe moyenne. Je ne dépense que très peu mon argent (oui, il m'arrive tout fois et dépense pour profiter de la vie, ce qui est tout à fait normale), mais le gros problème c'est que, tout comme un grande partie de mes semblables, je n'ai pas accès au prêts et bourse, car le salaire de mon père est supérieurs à 60 000\$. Vous me direz sûrement qu'il peut me payer mes études. eh bien non, car il est lui aussi au étude.

Arielle Acosta Perelman, Invité, 10 novembre 2011, 20:42

@ anticoune et @ Julienne vos propos sont insultants et désolant car il est évident que vous ne connaissez par tout ce qui se passe. Il est vrai que vous pouvez avoir votre opinion, et je ne juge pas les gens qui sont en faveur de la hausse

des frais. Cependant, nous traiter de "tits faiseur de trouble" ou de "minables" nous démontre que vous n'êtes dans la même situation que la nôtre. Vous me direz peut-être que les étudiant n'ont aucune raison de ce plaindre avec leur Ipod, leur mac, leur Iphone et leur voiture. Or, ce sont les étudiant qui mange de la misère trois fois par jour et qui travaille des heures de fou en plus de leur étude pour joindre les deux pour qui se sont déplacé pour la manifestation. Alors, ce n'est pas parce que certain élèves n'ont pas de difficulté à payer cette hausse qu'il faux oublier les autres. L'école n'est pas réservé aux riches!

Arielle Acosta Perelman, Invité, 10 novembre 2011, 20:44

PS on parle ici de l'éducation et je m'excuse donc des multiples erreurs que je commets en écrivant mes propos.

Richard phanuef, Invité, 10 novembre 2011, 20:44

son père gagne plus de 60 k mais peu pas payer ses études !!! Ha ha ha aha ha ha ... jamais tant de ma vie. Je connais plein de parents qui gagnent juste 40 k et ils paient les études de leurs enfants ! Change de père la tite ! ou change de planète !

Julienne, Invité, 10 novembre 2011, 20:47

@ Arielle Acosta Perelman Voyons de quel pays tu arrive ? tu es immigré et faudrait tout te payer en plus ? sache que les québécois d'ici ont à payer aussi leur part et que partout au Canada c'est plus cher pour étudier. Si t'es pas content déménage ailleurs où c'est au moins le double du coût pour étudier ! Non mais faut tu être professeur à ton goût !!!

Arielle Acosta Perelman, Invité, 10 novembre 2011, 20:49

@ Érik P en effet, même avec la hausse, les frais scolaire reste le plus bas partout au Canada. Mais au lieu de vouloir faire comme tout le monde, comme si on avait honte, on devrait plutôt en être fière. Fière de permettre à tout le monde l'éducation. C'est quelque chose, selon moi, que l'on doit chérir, car il n'est pas donné à tout le monde de payer si peu pour les études.. il ne faut pas oublier que nous sommes la province la plus taxé aussi... juste pour dire...

Gomet, Invité, 10 novembre 2011, 20:51

C'est franchement déplaisant de lire autant de lieux communs dans les commentaires des internautes. Les étudiants font DÉJÀ leur part. Ils sont loin d'être tous gâtés. Et l'armée dans les rues, c'est une blague j'espère ? Nous n'avons

pas la gratuité scolaire. Un parcours normal, pour un étudiant dont les parents n'ont pas les moyens de payer, ça peut aller jusqu'à rembourser durant 15 ans, et pour ça encore faut-il avoir travaillé à temps partiel pour manger. On augmente les frais, deux résultats - les riches s'éduquent, pas les pauvres (belle société ça!) et ensuite, les gens s'orientent seulement vers des domaines rentables et la culture disparaît. C'est vers ça qu'on veut aller comme société ?

Erik P, Invité, 10 novembre 2011, 20:54

@Arielle Acosta Perelman Plus taxée ??? t,as juste à moins consommer de bébelles et de sows americans et des retos. L'éducation accessible est déjà chose faite au Québec ! si tu en doute déménage en haiti pour voir ! tu arrive pas à payer tes bébelles ? Bin fait comme les autres, va travailler au lieu de te faire vivre par la société !

Arielle Acosta Perelman, Invité, 10 novembre 2011, 20:55

simplement ajouté que à cause de cette hausse, il est possible que je retarde mes études, afin d'amasser suffisamment d'argent pour poursuivre mes études, car je n'ai suffisamment pas assez pour tout payer. Ce n'est pas la fin du monde, mais je connais plusieurs personne de mon entourage qui ont moins de chance que moi, qui veulent lâcher l'université car il ne pourront plus payer. Un des problème est que les prêts et bourses sont mal fait, et qu'il faudrait l'améliorer avec cette hausse.

Henriette Dumais, Invité, 10 novembre 2011, 21:01

C'est hilarant de voir nos petits brailards se plaindre. Il en coûte plus au Canada pour les études donc cesser de brailler. Dépensez moins ailleurs et vous en aurez plus pour les études. Il y a plein d'emplois dans les journaux et on dit qu'on doit faire venir plein d'immigrés pour les combler, alors où sont nos valeureux étudiants qui ont plus de couilles à manifester qu'à aller travailler ? Pournt je connais plein de jeunes qui arrivent et travaillent, eux je les respecte. Avant aussi les étudiants avaient de la misère à arriver, mais dépensaient peu, économisaient, travaillaient et étudiaient pour finir à temps. Les stats indiquent que de plus en plus d'étudiants prennent du temps à a complète leur formation et faudrait que ce soit la société qui paie pour leur paresse !!! Non mais faut pas nous prendre pour des caves !

Mon opinion, Invité, 10 novembre 2011, 21:26

Coudon Éric P, t'as tu fait des études? Si oui, c'est pôpa pis môman qui payaient? Sinon, tu sais pas de quoi tu parles. J'ai été à l'université à temps pleins, en travaillant les soirs et les fin de semaines pour arriver à survivre. Non, j'avais pas le moyens de me payer des shows pis des bébelles, comme tu dis. Pis si travailler 20 à 30 hrs par semaine, plus 30 heures de cours, sans compter les devoirs et l'étude, c'est se la couler douce, ben je sais pas de quelle planète tu viens.

Erik P, Invité, 10 novembre 2011, 21:37

@ Mon opinion Cou donc mon ti coune, moi j'étudiais et je travaillais 3 soirs semaine et tous les l'été à temps plein avec jusqu'à trois emplois (restos, vidange et garage !) ! Mets ça dans ta pipe mon ti brailard ! Tu mélanges tout le mélange, je parle de ceux qui se plaignent mais qui dépense plus à s'amuser qu'à étudier ! Moi j'pense plutôt que t'as fini à peine ta troisième année primaire pour résonner en épais comme ça ! Ceux dont je parle pas, mais qui sont sérieux et autonome ne causent pas problème et ceux là ont tout mon respect ! Réfléchi avant de dire des niaiseries !

Ed, Invité, 10 novembre 2011, 21:38

C'est un devoir de vous informer avant de parler. Internet donne une tribune à tant d'ignares en quête d'affirmation. Si seulement vous utilisiez ce merveilleux média pour vous informer et vaincre votre ignorance plutôt que pour l'étaler fièrement. C'est une preuve d'intelligence que de savoir faire taire votre cerveau reptilien. Je m'adresse ici bien sûr à tous les antiticoûne, Julienne, jhionny lamarche et érik p de ce monde. J'espère que cette citation de Baruch Spinoza saura vous faire réfléchir. "Ne pas railer, ne pas déplorer, ne pas maudire, mais comprendre."

Nathalie R, Invité, 10 novembre 2011, 21:46

Le vrai problème de cette société est que tout le monde tire sur sa propre couverture pour avantager ses préférences. Les étudiants manifeste pour payer moins, les itinérants chialent pour plus d'argent, les docteurs veulent plus de cash sous la table, les homos veulent qu'on paie pour leur maladie, les drogués veulent qu'on paie leur drogue. Non mais personne ne voit qu'on est dans un monde de fou ? Pendant ce temps Charrest nous vole à coup de milliards avec sa gagne de mafiosis et personne ne dit rien ! Une société de dégénérés individualistes !









<p>Agence QMI Charles Lecavalier, Nicolas Ducharme et Nicolas Saillant MONTRÉAL - Entre 20 000 et 30 000 étudiants ont marché dans les rues de Montréal jeudi pour dénoncer la hausse des frais de scolarité universitaire. La manifestation pacifique s'est toutefois terminée par du grabuge et quatre arrestations devant les bureaux du premier ministre Jean Charest au centre-ville, puis sur le campus de l'Université McGill. Les manifestants s'opposent à la décision du gouvernement Charest d'augmenter les droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans. Cette hausse correspond à environ 300 \$ par année. Ils soutiennent que cela réduirait l'accessibilité aux études. Plus de 200 000 étudiants avaient précédemment voté pour une grève générale jeudi. «C'est un mouvement historique», a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (l'ASSE). Il s'est dit surpris de l'ampleur du mouvement. Après avoir envahi la place Émilie-Gamelin sous les sons des trompettes, tambours et autres instruments de musique improvisés, les milliers de manifestants ont bruyamment entamé, vers 14h30, une marche qui s'est terminée devant les bureaux du premier ministre Charest sur l'avenue McGill College. C'est là où les esprits se sont quelque peu échauffés. Des étudiants de partout Sarah Tchoryk, étudiante en géographie, fait partie de la délégation de 400 Rimouskois qui ont quitté leur patelin à 6h30 pour être à Montréal à temps. «Pour beaucoup d'étudiants en région, nous sommes la première génération à atteindre l'université. On ne veut pas perdre ça», a affirmé cette dernière. Les anglophones étaient aussi présents en grand nombre. «Peu importe notre origine, nous sommes tous ici pour protester contre cette hausse injustifiée», a dit Nicolas, de l'Université Concordia. Certaines familles étaient sur place. «Je le fais pour mon fils, pour sa génération. C'est eux que nous oublions avec cette décision», a expliqué Annie Lapierre, accompagnée d'Hyacinthe, 11 ans. Plusieurs étudiants ont été aperçus avec des masques d'Anonymous, symbole du groupe internet du même nom, connu pour ses attaques contre Sony et Mastercard. «On ne veut pas faire la révolution, mais les choses doivent changer. Je porte d'ailleurs le masque sur ma tête et pas sur mon visage parce que je ne veux pas faire du trouble», a dit Anthony Stafford, étudiant en histoire de l'art à l'Université Laval qui a fait le trajet Québec-Montréal en autobus. Les appuis abondent Une centaine de groupes, dont la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ) et la Fédération des femmes du Québec (FFQ), ont fait savoir qu'ils étaient contre cette hausse. Les chefs des fédérations étudiantes ont indiqué qu'ils ne lâcheront pas prise et ont laissé entendre que d'autres gestes seront posés si le gouvernement Charest ne revient pas sur sa décision d'augmenter les droits de scolarité. Plusieurs parlent déjà de grève générale illimitée durant l'hiver. Ailleurs au Québec Dans la ville de Québec, environ 150 cégépiens se sont postés devant l'entrée principale du Cégep Garneau vers 6h30 pour forcer l'administration à annuler les cours des 6000 étudiants. Après qu'une poignée de manifestants se furent assurés de l'annulation des cours, ceux-ci sont</p>	<p>montés, vers 10 h, dans les autobus pour se rendre à la grande manifestation prévue en après-midi à Montréal. Sur la Côte-Nord, un groupe d'étudiants a bloqué l'accès au Cégep de Sept-Îles jeudi matin. Une délégation s'est rendue à Montréal pour la manifestation. Dans le Bas-Saint-Laurent, la direction du Cégep de Rimouski et celle de l'Université du Québec à Rimouski ont annulé les cours de jeudi parce que des dizaines d'étudiants ont formé des piquets de grève devant ces institutions. Manifestation étudiante : du grabuge en fin de parcours Les esprits se sont échauffés devant les bureaux du premier ministre Jean Charest. Alors que les leaders étudiants terminaient leurs discours et que les manifestants commençaient à se disperser, certains jeunes masqués ont lancé de la peinture sur l'immeuble qui abrite aussi la Banque HSBC. Certains casseurs ont aussi fait détonner des feux d'artifice et des fusées éclairantes sur le bâtiment et un manifestant a été arrêté après avoir jeté un extincteur directement à la tête d'un policier. Peu de temps après, les policiers ont retraité à l'intérieur du bâtiment et c'est la sécurité interne de la manifestation qui a pris le relais. «C'est stupide et ça envoie le mauvais message, mais on ne peut pas empêcher les casseurs d'agir. Je ne veux pas me battre avec eux. Ils s'arrangeront avec la police, mais je trouve ça dommage», a affirmé Simon Giguère, un étudiant du Cégep Ahuntsic qui était dans l'équipe de sécurité médicale. Vers McGill Vers 17h15, un peu plus d'une centaine de manifestants se sont ensuite dirigés vers l'Université McGill pour occuper l'enceinte administrative de l'institution anglophone. C'est là que le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a usé de poivre de Cayenne sur ces derniers, qui n'ont visiblement pas apprécié. «On est ici parce que c'est le haut lieu du lobby qui veut augmenter les frais», a dit un étudiant masqué qui n'a pas voulu révéler son identité. La majorité de ces protestataires soutiennent la cause des employés de soutien de McGill, qui sont en grève depuis le début septembre. Les manifestants ont été expulsés de l'enceinte universitaire par l'escouade antiémeute vers 17h45. Des arrestations Quatre personnes, trois hommes et une femme ont été arrêtés, selon le SPVM. Des accusations seront portées pour agression armée contre un agent de la paix, vol, entrave et possession de couteau. «Dans l'ensemble, ça s'est bien passé sauf vers la fin», a dit Ian Lafrenière, porte-parole du SPVM. La police n'a pas utilisé de gaz lacrymogène, mais plutôt du poivre de Cayenne. Aucun blessé n'a été constaté. Appui mitigé à la manifestation étudiante à Trois-Rivières Seulement une poignée d'étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) se sont rendus à Montréal pour protester contre la hausse des frais de scolarité, révélant un appui mitigé aux manifestations qui ont pris place dans la province. Quelque 60 manifestants se sont rendus dans la métropole, ce qui constitue une mince représentativité considérant qu'il y a près de 12 500 étudiants à l'UQTR. D'ailleurs, l'université n'était pas en grève jeudi.</p>	<p>«C'est difficile pour eux, un jeudi, de manquer leurs cours. Certains avaient des examens aujourd'hui. Les étudiants sont contre la hausse des frais de scolarité, mais ils tiennent à faire leurs études. Manquer un cours, ce n'est pas évident», a expliqué Hugo Mailhot-Couture, président de l'association étudiante de l'UQTR. Manifeste, un moyen dépassé? À l'intérieur de l'établissement, rien ne révélait jeudi qu'une manifestation provinciale était en cours. «Je suis au courant, mais j'avais un cours ce matin alors je ne pouvais y aller», a dit Joanie Ouellet, étudiante en kinésiologie. L'étudiante admet vivre sur sa marge de crédit, mais doute fortement qu'une manifestation puisse changer quelque chose à la décision du gouvernement Charest. «Ce n'est pas la première fois qu'il y a une manifestation, mais ça ne change jamais rien, a-t-elle dit. Il y en a trop fréquemment et ça vire souvent en violence. Peut-être que s'il y avait plus de monde ce serait mieux, mais je suis mitigée. Je vais faire quelque chose de plus utile cet après-midi : mes devoirs.» Du côté du Cégep de Trois-Rivières, qui était en grève jeudi, une centaine d'étudiants ont manifesté à Montréal. Faible mobilisation à Québec Malgré la fermeture du cégep F.-X.-Garneau, la mobilisation contre la hausse des frais de scolarité n'a pas rallié un grand nombre d'étudiants à Québec. Quelque 8000 étudiants du cégep Garneau et de l'Université Laval ont débrayé jeudi afin de se rendre à une grande manifestation nationale à Montréal, mais seulement une dizaine d'autobus scolaires ont été nécessaires pour transporter les manifestants. Vers 6h30, environ 150 cégépiens se sont postés devant l'entrée principale du Cégep Garneau pour forcer l'administration à annuler les cours des 6000 étudiants. À l'Université Laval, six départements de sciences sociales représentant 2000 universitaires ont voté pour cette journée de grève. Après qu'une poignée de manifestants se furent assurés de l'annulation de certains cours universitaires, environ 500 étudiants ont pris l'autobus pour le grand rassemblement contre la hausse des frais de scolarité de Montréal. Peu d'appuis Le mouvement de mobilisation n'a donc pas pris l'ampleur souhaitée par les associations étudiantes. Au Cégep de Sainte-Foy, les étudiants se sont prononcés à 55 % contre la grève alors qu'au Cégep Limoilou la mobilisation s'est limitée à un «bed-in». À Garneau, plusieurs étudiants qui s'étaient rendus à leurs cours malgré la grève se sont dits outrés par la façon dont le vote s'est tenu le 2 novembre. «On a bâillonné de force des milliers d'étudiants... Il y a eu de l'intimidation envers ceux qui étaient contre la grève», a déploré une autre étudiante qui affirme que le vote a été manipulé. «Les profs encourageaient les gens à aller voter en échange de points bonis», a ajouté Yoan Proulx, qui attendait le bus, jeudi matin, pour retourner chez lui, à Lévis. Québec emboîtera le pas Les différentes associations croient toutefois que les étudiants de Québec participeront de façon active aux prochaines manifestations. «Moi, je ne suis pas inquiète avec ce qui se passe; les gens de Québec vont suivre», pense Marie-Christine Trottier, de l'Association des étudiants en histoire. Valérie Plante, de l'Association étu-</p>
---	--	---



dianthe du Cégep Garneau, était également con- réagit tardivement», a-t-elle dit.
fiante. «Québec, c'est toujours une région qui

24 HEURES : Actualités : Frais de scolarité : Des milliers d'étudiants prennent le Québec d'assaut - Mise à jour le jeudi 10 novembre 2011 17h44

MONTREAL - Des milliers d'étudiants ont marché dans les rues de Montréal jeudi pour dénoncer la hausse des frais de scolarité universitaire. Devant les bureaux du premier ministre Jean Charest au centre-ville, les esprits se sont échauffés. Plusieurs manifestations ont aussi eu lieu à travers le Québec.

Les manifestants s'opposent à la décision du gouvernement Charest d'augmenter les droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans. Cette hausse correspond à environ 300 \$ par année. Invoquant l'accessibilité aux études, de nombreux étudiants avaient précédemment voté pour une grève générale jeudi.

«C'est un mouvement historique. Il y a près de 200 000 personnes qui ont voté pour aller en grève aujourd'hui pour contester la hausse des frais de scolarité», a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (l'ASSE).

Après avoir envahi la place Émilie-Gamelin, des milliers de manifestants ont entamé vers 14h30 une marche qui s'est terminée devant les bureaux du premier ministre Charest sur la rue Sherbrooke où les esprits se sont quelque peu échauffés.

Alors que la manifestation s'était déroulée presque entièrement dans le calme, des projectiles enflammés ont été lancés par des personnes vêtues de noir à la toute fin. La situation s'est toutefois dissipée lorsque le Groupe tactique d'intervention de la police est arrivé sur les lieux.

Des étudiants de partout



© Maxime Deland / Agence QMI

Les manifestants protestent contre la décision du gouvernement Charest d'augmenter les droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans.

Pour Sarah Tchoryk, étudiante en géographie à l'université de Rimouski qui a quitté sa région à 6h30 pour être à Montréal à temps, il est important de clamer haut et fort son désaccord. «Pour beaucoup d'étudiants en région, nous sommes la première génération à atteindre l'Université. On ne veut pas perdre ça.»

Près de 200 étudiants du Cégep de Sherbrooke gonflés à bloc ont mobilisé six autobus pour se rendre à Montréal afin de crier haut et fort leur mécontentement.

Les anglophones étaient aussi présents en masse. «Peu importe notre origine, nous sommes tous ici pour protester», dit Nicola, de l'Université Concordia.

Plusieurs étudiants ont été aperçus avec des masques d'Anonymous, symbole du groupe internet du même nom, connu pour ses attaques contre Sony et Mastercard. «On ne veut pas faire la révolution, mais les choses doivent changer.

Je porte d'ailleurs le masque sur ma tête et pas mon visage parce que je ne veux pas faire du trouble», a dit Anthony Stafford, étudiant en histoire de l'art à l'Université Laval qui a fait le trajet Québec-Montréal en autobus.

Les appuis abondent

Une centaine de groupes, dont la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ) et la Fédération des femmes du Québec (FFQ), ont fait savoir qu'ils étaient contre cette hausse. De son côté, le président de l'Association générale des étudiants du Cégep de Rosemont, Philippe Beaudoin-Martin, affirme que le coût des études au Québec n'est pas comparable avec les autres provinces.

Les chefs de file étudiants ont indiqué qu'ils ne lâcheront pas prise et ont laissé entendre que d'autres gestes seront posés si le gouvernement Charest ne revient pas sur sa décision d'augmenter les droits de scolarité.

Ailleurs au Québec

Dans la ville de Québec, environ 150 cégépiens se sont postés devant l'entrée principale du Cégep Garneau vers 6 h 30 pour forcer l'administration à annuler les cours des 6000 étudiants. Après qu'une poignée de manifestants se soient assurés de l'annulation des cours, ceux-ci sont montés, vers 10h, dans les autobus pour se rendre à la grande manifestation prévue en après-midi à Montréal.

Sur la Côte-Nord, un groupe d'étudiants a bloqué l'accès au Cégep de Sept-Îles jeudi matin. Une délégation s'est rendue à Montréal pour la manifestation.

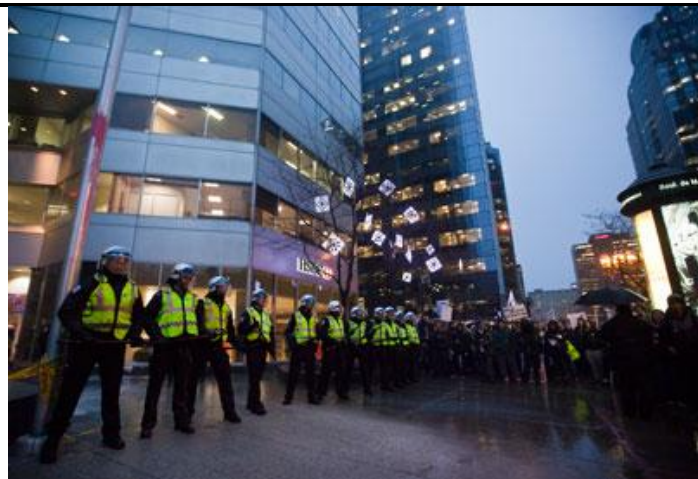
Dans le Bas-Saint-Laurent, la direction du Cégep de Rimouski et celle de l'Université du Québec à Rimouski ont annulé les cours de jeudi parce que des dizaines d'étudiants ont formé des piquets de grève devant ces institutions.

24 HEURES MONTREAL.CANOE.CA : Actualités : Frais de scolarité : Des milliers d'étudiants prennent le Québec d'assaut - Photos- Mise à jour le jeudi 10 novembre 2011 17h44



©Agence QMI/ Philippe-Olivier Contant

Les manifestants occupent la rue devant les bureaux de Jean Charest.



©Agence QMI/ Philippe-Olivier Contant

Les policiers bloquent l'accès aux bureaux de Jean Charest.



©Agence QMI/ Maxime Deland

Une manifestante fait face aux policiers prêts à charger.



©Agence QMI/ Maxime Deland

La manifestation des étudiants a nécessité l'intervention des policiers du groupe d'intervention.



©Agence QMI/ Philippe-Olivier Contant

Un manifestant utilise un extincteur de fumée contre les policiers devant les bureaux de Jean Charest.



©Agence QMI/ Philippe-Olivier Contant

Un étudiant brave les policiers sur la rue Milton, qui mène vers l'Université McGill que l'on peut voir en arrière plan



©Agence QMI/ Eric Bolte

Un policier s'occupe d'une pyrotechnie lancée par un manifestant.



©Agence QMI/ Philippe-Olivier Contant

Une manifestante se fait arrêter devant les bureaux de Jean Charest lors d'une manifestation étudiante au centre-ville de Montréal.



e QMI/ Maxime Deland

Plusieurs milliers d'étudiants ont participé à la manifestation contre la hausse des frais de scolarité.



e QMI/ Maxime Deland

Les étudiants ont entamé une marche vers les bureaux du premier ministre Jean Charest.



e QMI/ Maxime Deland

La hausse de 1625 \$ sur cinq ans correspond à une augmentation des frais de scolarité de 300\$ par année.



e QMI/ Maxime Deland

La hausse de 1625 \$ sur cinq ans correspond à une augmentation des frais de scolarité de 300\$ par année.



e QMI/ Maxime Deland

Un des motifs de la manifestation est l'accessibilité aux études.



e QMI/ Maxime Deland

Le porte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir, a participé à la manifestation étudiante contre les frais de scolarité



© Agence QMI/ Maxime Deland

De nombreux groupes ont soutenu la mobilisation étudiante, dont la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ) et la Fédération des femmes du Québec (FFQ).



© Agence QMI/ Annie T Roussel

Des étudiants du cégep François-Xavier Garneau ont manifesté contre la hausse des frais de scolarité.



© Agence QMI/ Maxime Deland

«Près de 200 000 personnes ont voté pour aller en grève», a expliqué un porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.



© Agence QMI/ Maxime Deland

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, formée de 130 groupes communautaires, s'est mobilisée.



© Agence QMI/ Annie T Roussel

Des étudiants de l'Université Laval ont manifesté contre la hausse des frais de scolarité.



© Agence QMI/ Maxime Deland

Des étudiants de l'Université de Montréal ont manifesté au cours de la mobilisation étudiante nationale.

THE GAZETTE: Thousands protest tuition hike plans: MARCH PEACEFUL Pepper spray used at McGill occupation – Friday, November 11, 2011

"I'm here because I won't be able to afford school if the tuition goes up."
HOPE-CHELSEA REID



PHIL CARPENTER

THE GAZETTE At Dawson College students and staff who wanted to enter were confronted by a student picket line at the entrance. To see more images from the protests, visit montrealgazette.com/photos

KAREN SEIDMAN GAZETTE UNIVERSITIES REPORTER Roberto Rocha and James Mennie of The Gazette contributed to this report

Quebec students proved they are serious about fighting tuition fee increases as thousands of them skipped classes and marched through the streets of downtown Montreal on Thursday to demonstrate their opposition.

With police riot squad lining the streets, students marched from Berri St. to Premier Jean Charest's office on McGill College Ave., waving placards, shouting, blowing horns and chanting along the circuitous route – but with little violence underscoring their message.

Police said one arrest was made at the end of the demonstration after a flare was fired at riot police guarding the entrance to Charest's office, and about 20 students ended the march by occupying the McGill University administration building.

While universities tried to say classes were continuing despite the boycott, Université du Québec à Montréal spokesperson André Valiquette said most students were on strike and most classes were cancelled.

At McGill, Olivier Marcil, vice-principal of external relations, defended the tuition fee hike, saying: "We believe these increases are reasonable, overdue and necessary for ensuring the quality of higher education in Quebec."

For Martine Desjardins, president of the Fédération Étudiante Universitaire du Québec, the boycott was a success – both because of the number of students who rallied – police put the crowd, unofficially, at about 15,000; the FEUQ said 30,000 – and because it all went peacefully. "I asked for calm because I didn't want any violence to interfere with the message," Desjardins said after the march had disbanded.

The message, she said, is that students aren't alone – that the fight against tuition fee hikes has become a societal issue.

"There were professors, teachers, union members, all kinds of people from the community," Desjardins said. "People want the government to know that debt for the next generation is going to be a real obstacle and they want the government to reconsider."

But the Charest government has already adopted a tuition fee increase in its budget that calls for a hike of \$325 a year for five years, which would bring tuition fees to \$3,793 in 2017 from \$2,168 now.

"We believe the people who benefit from universities should contribute to their financing," said Daniel Zizian, president and director general of the Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec.

"But we do believe the increase must be accompanied by an increase in loans and bursaries, and

we do believe the government plan does that and the measures will permit accessibility."

Many students who marched Thursday said the fee increase could jeopardize their education.

"I'm here because I won't be able to afford school if the tuition goes up," said HopeChelsea Reid of Vanier College. "I live on my own and I barely get by now. I just want to go to school and have a good future."

"The government has not listened to us," said McGill student Camila Gordillo.

Fellow McGill student Shaina Agbayani said this promised to be a "year of mobilization."

Students gathered at Berri and Ste. Catherine Sts. at 2 p.m., many carrying signs with messages like "Education is a right not a luxury." Some students had their faces painted or wore masks.

"The extra \$1,600 is a lot of money and will make it really tough," said Emile Lamy, a philosophy student at the Université de Montréal. "I hope the government reconsiders."

At McGill's James Administration building, some staff members were pushed and left shaken after protesters stormed into the inner offices of the building.

At 5 p.m., riot police marched into the Roddick Gates and circled the protesters, slowly pushing them onto University St. with riot shields and pepper spray.

A tense standoff lasted just under an hour at Milton and University Sts. Horses and at least one tear gas grenade were used to push the lingering ones onto Milton.

According to a statement by Marcil, the university told the protesters if they left peacefully, no action would be taken against them, and they were finally led out of the building.

Students weren't the only ones participating in the day of action. Rafat Khan was marching because he has two daughters in university and wants the government to review its decision to raise tuition fees.

"It's unfair to do this," Khan said. "Taxes are high and the economy is bad – this is not the right time to do this."

4 Comment(s)

[RICHARD O](#), 11 November 2011, 05:35

There is the "everyone gets a trophy generation" at its finest.

They want everything handed to them! Stop buying video games and new phones everytime they come out and you will have lots of money for tuition.

I love the line where taxes are too high!

Hey genius!

Why do you think they are so high?

Because the taxpayer has to pay for your education

[Horatio](#), 11 November 2011, 06:51

What did YOU pay for YOUR education Richard O? Did you benefit from the low tuition? Did the taxpayers help pay for your education? Was

[D.Dot](#), 11 November 2011, 07:23

Irks me to see these cry babies who are being asked to pay for what is still considered to be the lowest tuition fees in the modern world. What ever happened to get a job and pay your dues. I paid my way through school without a stitch of help from anyone. It is an investment in your future and there is a cost associated with that, as is the case with most things in life. Enough already!

[Slawomir Poplawski](#), 11 November 2011, 07:50

Bravo students!!! The ultimate motto for today is: Free and broad education opens minds, and can bring freedom! This process represents our human priority and should be free instead of proposed further increases as still maintained in some European countries. Unfortunately, our richest 1% does not want it and treats education as a career-oriented and market-driven tool. It is very sad to see gifted students avoiding each other as competitors instead of developing warmer social bonds. Yet once the students are lured into never-ending dogfights, they are more susceptible to many social manipulations. In the present world, even Nobel Prize winners are often treated as flashy marionettes in the hands of the media and bureaucrats who control research centres or universities. Do the most educated and wisest people play key roles in our modern, globalized world? If not, what kinds of people control the masses and which criteria are used to select these people?

The most worrying is a devilish spirit of educational rivalry implanted in the earliest stages of education that pervades the entire school system. Unfortunately, many children from poorer families are more likely to fall into this trap of studying for a specific skill or profession, while a few richer students are more likely to select well-rounded studies designed to develop intellectual growth. The rivalry encourages top students to learn more, but simultaneously narrows their horizons and subdues the development of beautiful and free human minds. As such, many schools start specializing kids even from the middle of high school to maximize their educational achievements in narrowed fields. The consequences are catastrophic

It transforms the student into a repressed, highly stressed, robot-like entity, who is easily pushed around by market fluctuations.

Such mass student protests are forcing for deeper reflections, but only among honest people. One McGill notable, or rather one of many lapdogs servicing 1% said yesterday: "We believe these increases are reasonable, overdue and necessary for ensuring the quality of higher education in Quebec." His slogan covers the real goal: increased fees divide people and make easier to control them by the trickiest fraction hidden inside this symbolic 1%.

They know that free education helped to eliminate corrupted communism in Poland and recently autocratic regime in Tunisia. But thanks to God, the same knowledge have protesters fighting this year tuition fee increases in England and Chile. I am very proud of Montreal students who do it for many years. Let us wish all the best for students who promised yesterday "a year of mobilization."

P.S. Beside fighting tuition fee increases we should also oppose a decline of broader education that is executed with a laser precision in our schools by a growing number of "kapo(s)" placed in our modern versions of concentration camps for human minds: <http://www.mcgilldaily.com/2011/01/the-decline-of-broader-education/> Yes, their models of education highlighting quality reminds a false promise from 40s: "Arbeit Macht Frei" (Work/EDUCATION Brings Freedom).



Photograph by: Dave Sidaway / THE GAZETTE
 CEGEP and university students marched from Berri St to Premier Jean Charest's office at McGill College Ave in Montreal, on Thursday, November 10, 2011 to protest tuition hikes.

THE GAZETTE: First page: Students march ... - Friday, November 11, 2011



Students march to premier's office; occupy McGill building in protest against planned tuition hikes. Page A4

TVA Nouvelles : National : Manifestation monstre des étudiants au Québec : En marche et en colère – Mis à jour le jeudi 10 novembre , à 18h26

Pour voir l'événement en photos, [cliquez ici](#). Plusieurs milliers de grévistes ont défilé dans les rues du Québec, ce jeudi, afin de [dénoncer la hausse des frais de scolarité](#).

À Montréal, entre 20 000 et 30 000 étudiants ont pris part à une manifestation monstre pour contester la décision du gouvernement Charest d'augmenter les droits de scolarité de 1625 dollars sur cinq ans. Cette hausse correspond à environ 300 dollars par année.



Agence QMI

Les étudiants se sont rassemblés à la place Émilie-Gamelin jusqu'à 14h, cet après-midi, et ont ensuite entamé une marche devant les bureaux du premier ministre Charest, perturbant ainsi la circulation en pleine heure de pointe.

Selon les témoins, le tout s'est déroulé calmement la majeure partie du temps. Toutefois, en fin d'après-midi, devant l'entrée du bureau de Jean Charest, un groupuscule a lancé des projectiles, selon le Service de police de la Ville de Montréal.

Des tensions ont également été notées près de l'Université McGill, à la suite de l'occupation de bureaux administratifs ayant forcé l'intervention des policiers. Alors que les étudiants se dispersaient, quelques manifestants ont provoqué les forces de l'ordre en lançant des projectiles dans leur direction. Ces derniers ont alors dispersé la foule en utilisant du poivre de Cayenne et des gaz irritants.

Le SPVM affirme avoir procédé à quatre arrestations en lien avec la manifestation.

Rassemblement historique

En avant-midi, le porte-parole de l'Association pour une solidarité étudiante (ASSÉ) avait prévenu que cette manifestation risquait d'être «la plus grosse manifestation des dernières années».

«C'est un mouvement historique. Il y a près de 200 000 personnes qui ont voté pour aller en grève aujourd'hui pour contester la hausse des frais de scolarité», a rapporté Gabriel Nadeau-Dubois.

Des étudiants de partout

Pour Sarah Tchoryk, étudiante en géographie à l'université de Rimouski qui a quitté sa région à 6h30 pour être à Montréal à temps, il est important de clamer haut et fort son désaccord. «Pour beaucoup d'étudiants en région, nous sommes la première génération à atteindre l'université. On ne veut pas perdre ça.»

Près de 200 étudiants du Cégep de Sherbrooke gonflés à bloc ont mobilisé six autobus pour se rendre à Montréal afin de crier haut et fort leur mécontentement.

Les anglophones étaient aussi présents en masse. «Peu importe notre origine, nous sommes tous ici pour protester», dit Nicola, de l'Université Concordia.

Plusieurs étudiants ont été aperçus avec des masques d'Anonymous, symbole du groupe internet du même nom, connu pour ses attaques contre Sony et Mastercard. «On ne veut pas faire la révolution, mais les choses doivent changer. Je porte d'ailleurs le masque sur ma tête et pas mon visage parce que je ne veux pas faire du trouble», a dit Anthony Stafford, étudiant en histoire de l'art à l'Université Laval qui a fait le trajet Québec-Montréal en autobus.

Les raisons de la colère

L'accessibilité aux études est la première raison invoquée par les étudiants pour manifester contre la hausse des frais de scolarité. De fait, les appuis au mouvement étudiant se sont multipliés dans les derniers jours.

Une centaine de groupes, dont la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ) et la Fédération des femmes du Québec (FFQ), ont fait savoir qu'ils étaient contre cette hausse. De passage à LCN, jeudi en après-midi, Jean Trudel a encouragé les étudiants à manifester contre l'augmentation des frais de scolarité.

«Cette hausse ne passe pas. C'est un front uni de toutes les associations étudiantes du Québec qui, d'une seule voix, crie "non aux frais de scolarité". Il faut remonter à la grève de 2005 pour voir quelque chose de comparable», a ajouté M. Nadeau-Dubois.



De son côté, le président de l'Association générale des étudiants du Cégep de Rosemont, Philippe Beaudoin-Martin, affirme que le coût des études au Québec ne peut pas être comparé à celui des autres provinces.

Les chefs de file étudiants ont indiqué qu'ils ne lâcheront pas prise et ont laissé entendre que d'autres gestes seront posés si le gouvernement Charest ne revient pas sur sa décision d'augmenter les droits de scolarité.

Ailleurs au Québec

Dans la ville de Québec, environ 150 cégépiens se sont postés devant l'entrée principale du Cégep Garneau vers 6h30 pour forcer l'administration à annuler les cours des 6000 étudiants. À l'Université Laval, six départements de sciences sociales représentant 2000 universitaires ont voté pour cette journée de grève.

Au Cégep Ste-Foy, les étudiants se sont prononcés à 55% contre la grève alors qu'au Cégep Limoilou, un "bed-in" a été organisé mercredi soir.

Après qu'une poignée de manifestants se soient assurés de l'annulation des cours, ceux-ci sont montés, vers 10h, dans les autobus pour se rendre à la grande manifestation prévue en après-midi à Montréal.

Sur la Côte-Nord, un groupe d'étudiants a bloqué l'accès au Cégep de Sept-Îles jeudi matin. Une délégation s'est rendue à Montréal pour participer à la grande manifestation.

Dans le Bas-Saint-Laurent, la direction du Cégep de Rimouski et celle de l'Université du Québec à Rimouski ont annulé les cours de jeudi parce que des dizaines d'étudiants ont formé des piquets de grève devant ces institutions.

TVA NOUVELLES : La manifestation en photos : Les étudiants prennent le Québec d'assaut : Première publication 10 novembre 2011 à 14h06



Crédit photo : TVA Nouvelles

Le Québec est [pris d'assaut par des grévistes étudiants](#), ce jeudi, qui se sont rassemblés par milliers pour contester la hausse des frais de scolarité.

À Montréal, les étudiants ont convergé vers la place Émilie-Gamelin jusqu'à 14h. Ensuite, ils ont amorcé une longue marche devant les bureaux du premier ministre Jean Charest.

Selon les évaluations, entre 20 000 et 30 000 étudiants composaient la foule.





Le Groupe d'intervention tactique a dû intervenir en fin de parcours, lorsque des manifestants ont lancé des projectiles. (Crédit: Agence QMI)



Le SPVM a procédé à quatre arrestations en lien avec la manifestation. (Crédit: Agence QMI)



Une marée humaine envahit le coin des rues Cherrier et Saint-Denis, à Montréal, jeudi en milieu d'après-midi. (Crédit: TVA Nouvelles)



Plusieurs étudiants ont été aperçus avec des masques d'Anonymous, symbole du groupe internet du même nom. (Crédit: Agence QMI)



Amir Khadir et Françoise David, de Québec Solidaire, ont apporté leur appui aux manifestants. (Crédit: Agence QMI)



Les étudiants se mettent en marche au centre-ville de Montréal. (Crédit: Agence QMI)

Vues aériennes de la manifestation à Montréal, à partir de l'hélicoptère TVA. (Crédit: Maxime Landry, pour TVA Nouvelles)



Des étudiants de niveau collégial partent de Sherbrooke en direction de Montréal pour se joindre à la grande manifestation. (Crédit: TVA Nouvelles)



Départ pour Montréal: les étudiants qui prennent place dans l'autobus sont gonflés à bloc. (Crédit: TVA Nouvelles)



Au Collège François-Xavier-Garneau, on brandit des messages prônant la gratuité scolaire. (Crédit: Agence QMI)



Dès le début de l'avant-midi, jeudi, les étudiants du Cégep Maisonneuve, à Montréal, s'approprièrent à prendre part à la manifestation organisée pour contester la hausse des droits de scolarité. (Crédit: Agence QMI)



À l'Université Laval, un groupe d'étudiants s'est armé de pancartes pour prendre part au mouvement important. (Crédit: Agence QMI)

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Des étudiants de Québec manifestent contre la hausse des droits de scolarité – Mise à jour le jeudi 10 novembre 2011 à 16 h 49 HNE



Vidéo - Le compte rendu d'Alexandra Duval
 Environ 8000 étudiants de la région de Québec n'étaient pas en classe, jeudi, en raison du mouvement de protestation contre la hausse des droits de scolarité.

Près de 2000 étudiants de l'Université Laval ont tenu une journée de grève pour manifester leur opposition aux hausses des droits de scolarité prévues par le gouvernement provincial.

Au Collège François-Xavier-Garneau, la direction a suspendu les cours pour la journée pour les 6000 étudiants.



Étudiants du Collège François-Xavier-Garneau
 Des dizaines d'entre eux avaient amorcé la journée avec un piquetage. Les étudiants ont ainsi fait écho à la grande manifestation étudiante organisée en après-midi à Montréal.

Environ 500 étudiants de la région ont répondu à l'appel de la Fédération étudiante universitaire du Québec et la Fédération étudiante collégiale du Québec. Ces étudiants de l'Université Laval, mais

aussi des cégeps Limoilou, Sainte-Foy et François-Xavier-Garneau se sont rendus à Montréal jeudi afin de participer au grand rassemblement. Des centrales syndicales ont aussi appuyé les étudiants dans leur bataille contre la hausse des droits de scolarité.

Les étudiants craignent une diminution de l'accès aux études

Les étudiants ont multiplié les actions au cours des derniers jours pour rappeler leurs doléances. Les étudiants estiment que l'augmentation des droits de scolarité prévue réduira l'accessibilité aux études supérieures.

Un des manifestants, Anthony Stafford, étudiant en histoire à l'Université Laval, affirme que certains de ses pairs s'interrogent quant à la poursuite de leurs études. « Je connais plusieurs étudiants qui sont en train de remettre leurs études en question parce qu'on peut s'attendre qu'un étudiant en médecine ou dans un programme où la demande est élevée ait un emploi offert en sortant, mais dans des programmes plus associés aux sciences humaines, les étu-

dians ont moins de possibilités d'offres d'emploi par la suite », mentionne-t-il.

La hausse des droits de scolarité annoncée dans le dernier budget provincial atteint 1625 \$ sur cinq ans. À compter de 2012, les droits de scolarité augmenteront de 325 \$ par année, jusqu'en 2017.

Le montant annuel pour une année d'études universitaires passera donc d'environ 2200 \$ à 3800 \$ par année. Malgré cette augmentation, les droits de scolarité au Québec demeurent parmi les plus bas au pays.

Les commentaires (14)

Envoyé par [Gédéon Périgourd](#) de St-Sauveur, 11 novembre 2011 à 10 h 26 HNE

@Alexandra: Le gouvernement doit prendre des décisions pour le bien de la majorité. Pas pour l'exception. Ceux qui font l'exception, dont vous faites visiblement partie, je vous rappelle que rien, mais alors rien du tout, ne vous oblige à sauter immédiatement du cégep au bac. Si vous n'avez pas les moyens, dans l'immédiat, de vous offrir un cours universitaire, allez travailler quelques temps, le temps de les avoir, et continuez par la suite.

@TT, À la fin de mes études, en 2001, mes dettes étaient de l'ordre de 50 000\$. J'ai fait un bac en traduction. En lettres, donc.

Et pour finir, j'ai cru voir (je ne le retrouve plus, mais c'est pas plus mal) une personne s'inquiéter pour ceux qui ont besoin de leur auto pour aller au travail. Je lui répond que cette personne peut très bien se stationner à proximité (genre au parc-o-bus le plus près, squatter le stationnement de l'hôtel ou du resto du coin) et sauter dans l'autobus. L'idée est d'éviter les stationnements de l'université, qui sont très coûteux.

Envoyé par [Gerald Dumouchel](#) de Quebec, 11 novembre 2011 à 01 h 37 HNE

. Mais est-ce une majorité? Étant étudiant (gradué), les gens de mon labo n'ont pas ces choses là, passent quasiment jamais au café, et n'ont pas de web sur leur mobile. Envoyé par T T de M

Un journaliste a fait l'essai de demander à 40 étudiants de l'université Laval ce qu'il avait comme cellulaire, un seul sur les quarante avait un cell traditionnel, c'était un préposé à l'entretien, tous les autres avaient un cell dit intelligent.

Envoyé par [Gerald Dumouchel](#) de Quebec, 11 novembre 2011 à 01 h 32 HNE

Pour ceux qui se dirigent vers de longues études, plus ou moins payantes, les dettes d'études ne se remboursent pas si facilement et sont un poids de plus....Envoyé par Alexandra Rivard de Jonquière

justement là le problème, avoir du jugement c'est pas donné à tout le monde et de vouloir vivre pauvrement toute sa vie pour réaliser un rêve ou un mode de vie, c'est un choix personnel, comme certains artistes avec peu ou as de talents qui réussissent à survivre grâce au généreuse subvention de l'état, faut assumer ses choix. Il y a des métiers traditionnel qui demandent pas de hautes études coûteuse et obtiennent une job payante et valorisante a la sortie de leur cours.

Envoyé par [Gerald Dumouchel](#) de Quebec, 11 novembre 2011 à 01 h 25 HNE

Mais surtout, je me désole pour les 95% d'étudiants (lucide) ceux qui n'ont jamais demandé cette grève et qui sont pris le fusil sur la tempe par ce mouvement syndicale. Eux je les considère comme étant les vrais perdants.

Au Collège François-Xavier-Garneau, la direction a suspendu les cours pour la journée pour les 6000 étudiants.

Le collège n'avait pas a suspendre les cours, grossière erreur, un étudiant de ce collège disait que 67% des 200 étudiants on voter pour, l'heure du vote avait été fixer a 13 heure 30, heure du début des cours, ou l'art d'arranger pour avoir une majorité des votant en faveur.

Envoyé par [Alex M](#) de Québec, 10 novembre 2011 à 22 h 57 HNE

Je n'ai pas de cellulaire et je prends le bus pour me rendre à mes cours. J'ai de la misère à payer mon appartement et tout ce dont j'ai besoin pour vivre. Mes parents ne peuvent pas m'aider financièrement, et je reçois seulement des prêts.

Soyez un peu lucide, et penser aux autres. Le gouvernement dépense des fortunes en salaires et en primes de départ, sans parlé des scandales qui éclatent de temps a autres. Pourtant, étrangement, il n'y a pas d'argent pour financer un des besoins primordiaux pour la société, c'est à dire l'éducation. Pourquoi ne pas, en tant que Québécois, être fière d'avoir un système d'éducation encore abordable, plutôt que de vouloir augmenter les couts qui y sont reliés

Franchement, je trouve ça vraiment horrible de voir des personnes qui ne sont pas aux études critiquer les étudiants qui démontrent qu'ils sont motivés à atteindre leur but.

Vous généraliser sans même y penser, voir si tous les étudiants se promènent en char de l'année, buvant du Starbucks et écoutant de la musique sur leur iPhone 4S.

L'éducation, tout comme la santé est un droit, pas un privilège que seulement les plus fortunés peuvent s'offrir.

Le peuple québécois devrait s'unir pour défendre ses idéaux, et non protéger un gouvernement qui privilégie les valeurs hyper capitalistes.

Envoyé par [Hilda N'Dougo](#) de Lévis, 10 novembre 2011 à 21 h 42 HNE

D'accord avec M. Gédéon à 100%.

J'embauche des étudiants et ils ont tous et je dis bien tous, des cellulaires. Ils ont souvent des forfaits que je ne peux me permettre.

De futurs militants syndicaux y le club école des sbires à Rambo de la FTQ

Envoyé par [T T](#) de M, 10 novembre 2011 à 20 h 32 HNE

@Gédéon Périgourd:

/>Les étudiants qui ont un cellulaire avec transmission de données, un ipod, qui fréquentent le Starbucks, qui ont le câble, une auto, et qui vont à leurs cours avec leur auto, ces étudiants n'ont aucune crédibilité.

C'est pas faux. Mais est-ce une majorité? Étant étudiant (gradué), les gens de mon labo n'ont pas ces choses là, passent quasiment jamais au café, et n'ont pas de web sur leur mobile.

/> Et je viens de terminer de rembourser mes dettes d'études. Vous voyez bien que c'est pas la mer à boire! Il vous faudra 3 ou 4 ans de plus, c'est tout!

C'est certainement indiscret comme question, mais elles étaient de l'ordre de combien? Quel était votre domaine d'études? Tout le monde ne finit pas ingénieur avec un travail et un bon salaire.

/>Une chose est certaine, il faut faire des sacrifices pour réussir. Quels seront les vôtres? Il y a des étudiants qui les font déjà. En particulier ceux qui ont une famille, ou vivent en couple.

Cela dit, les pays qui réussissent le mieux, socialement et économiquement, sont les pays qui favorisent à fond l'éducation. Regardez au nord de l'Europe...

Peut-être que le gouvernement Charest pourrait mettre l'argent aux bons endroits.

@David Lariviere

/>Les coûts (frais de scolarité et autre) des études au Québec sont dérisoire, cela ne m'a pris que 2 ans pour rembourser le coût de mes 2 bac.

(2 bacs, mais l'accord correct du verbe n'est pas passé :))

C'était quand y Même question que précédemment dans ce message.

/>Personnellement je triplerais les frais, à ce prix ils prendraient plus au sérieux leurs études au lieu de les passer à faire des manifestations.

Ils n'en feraient plus (à part les riches) et dans 20 ans, un gros désastre pour le Québec.

Certains de ces commentaires on l'air de dire que "de notre temps les étudiants étaient moins cons et plus studieux". En moyenne, il m'étonnerai que cela ait beaucoup changé. La vie coûte cher, le gouvernement investi aux mauvais endroits. Il faut réagir. La seule façon est de manifester, et bien il faut le faire.

Ce qui ressortait de cette manif, à Montréal, c'est qu'on préférerai étudier que manifester....

Envoyé par [Alexandra Rivard](#) de Jonquière, 10 novembre 2011 à 18 h 44 HNE

@Périgourd

Je comprends votre raisonnement et dans cette optique, je suis d'accord avec la hausse.

Le problème, c'est que cette situation n'est malheureusement pas celle de tous les étudiants.

L'autobus est un transport efficace mais pour ceux qui finissent de travailler très tard, l'automobile demeure la seule solution. Demême, ceux qui seront les plus touchés par la hausse de frais seront les étudiants qui sont les moins fortunés et qui doivent travailler fort, pendant leurs études, non par pour se payer du luxe mais ne serai-ce que pour le strict minimum. Pour eux, la hausse de frais est davantage un poids qu'une "simple facteur de dette supplémentaire".

Je sais aussi que des bourses/prêts sont disponibles, mais la réalité est que ceux qui en ont réellement besoin touchent bien plus souvent des prêts (augmentant leurs dettes) que des bourses.

Envoyé par [Gédéon Périgourd](#) de St-Sauveur, 10 novembre 2011 à 18 h 15 HNE

@Alexandra Rivard:

Les temps changent. Les gens prennent conscience que l'État providence a fait son temps. Son inefficacité a été démontrée.

Les étudiants militent pour l'équité. Commerce équitable, café équitable, équi-terre, et tutti quanti. Mais évidemment, pas dans ma cour, qu'ils disent... Comme c'est intéressant...

Les étudiants qui ont un cellulaire avec transmission de données, un ipod, qui fréquentent le Starbucks, qui ont le câble, une auto, et qui vont à leurs cours avec leur auto, ces étudiants n'ont aucune crédibilité.

En supprimant le cellulaire, vous épargnez à peu près 45\$ par mois. En supprimant le café hyper upgradé, en supprimant le câble, en prenant l'autobus, vous épargnez à peu près 300\$ par mois. Ça fait 1200\$ par session.

Vous vous paierez le luxe quand vous en aurez les moyens.

Pour info, j'ai un bacc, dix ans d'expérience dans mon domaine d'études, mais je n'ai pas d'auto, pas de iPad, pas de cellulaire. Et je viens de terminer de rembourser mes dettes d'études. Vous voyez bien que c'est pas la mer à boire! Il vous faudra 3 ou 4 ans de plus, c'est tout!

Une chose est certaine, il faut faire des sacrifices pour réussir. Quels seront les vôtres?

Envoyé par [Alexandre Gareau](#) de New Richmond 10 novembre 2011 à 18 h 11 HNE



Je suis retourné au cégep en formation continue, et j'ai du vendre ma voiture pour y arriver. Tous les jours dans l'autobus je vois les jeunes avec leurs Ipods, leur blackberry à texter tout le long ou encore avec leur ipad et leur portable, tandis que d'autres nous clanche avec leur voitures plus neuve que tout ce que j'ai jamais put me permettre... Le tout rendu possible grace aux impôts que j'ai payer avant d'en arriver la.. Alors je vois vraiment pas de problème à ce qu'on les augmentes un brin...

Envoyé par [Alexandra Rivard](#) de Jonquière, 10 novembre 2011 à 15 h 52 HNE

Je ne suis pas d'accord avec vos propos, Mr.Lapierre et je les trouve d'ailleurs appuyés sur des arguments qui pourraient presque être insultants

Les coûts ici sont peut-être dérisoires comparés à ailleurs, mais ici au Québec, l'accent a toujours été mis sur l'éducation et sur la santé. Une telle hausse des frais peut réellement avoir un impact majeur sur la vie des étudiants Il y a deux cas, celui de ceux qui vont s'endetter pour continuer, et ceux qui vont tout arrêter.

La plupart d'entre-eux ont un automobile, un appartement, bref, bien des choses déjà à

payer. Un travail d'étudiant également, pour arriver à payer tous ses termes. Tout cela coûte cher, les étudiants économisent là où ils peuvent et une telle hausse des frais est plus qu'handicapant pour ceux qui ne sont pas entretenus par papa-maman.

D'autres, comme je disais plus haut, vont tout simplement arrêter leurs études parce que le montant à payer en final leur semblera trop décourageant et je les comprend. Pour ceux qui se dirigent vers de longues études, plus ou moins payantes, les dettes d'études ne se remboursent pas si facilement et sont un poids de plus.

Je vous demanderais donc de bien penser à tous ses aspects, la prochaine fois que vous posez aussi vite un jugement...

Envoyé par [David Larivière](#) de Quebec, 10 novembre 2011 à 13 h 47 HNE

Les coûts (frais de scolarité et autre) des études au Québec sont dérisoire, cela ne m'a pris que 2 ans pour remboursé le coût de mes 2 bac.

C'est un cours de gestion financière qu'on devrait leur faire payer et leurs rendre obligatoires avant de leurs donner droit à la scolarité dite "gratuite".

Personnellement je triplerais les frais, à ce prix ils prendraient plus au sérieux leurs études au lieu de les passer à faire des manifestations. On les croirait encore à l'âge de 12ans et a faire leur crise d'enfant roi.

Mais surtout, je me désolte pour les 95% d'étudiants (lucide) ceux qui n'ont jamais demandé cette grève et qui sont pris le fusil sur la tempe par ce mouvement syndicale. Eux je les considère comme étant les vrais perdants.

Envoyé par [Marie Giroux](#) de Québec, 10 novembre 2011 à 12 h 37 HNE

S'il y a des acquis suite à la manif tout le monde en profitera. Mais on a pas d'omelette sans casser d'oeufs....Allez-y!

Envoyé par [Daniel Plante](#) de Québec, 10 novembre 2011 à 12 h 01 HNE

Je suis d'accord à 100% avec la manifestation. Mais alors pourquoi perturber les cours.

Allez à Montréal. OK à 100%. Mais il y en a d'autres qui voudraient étudier et qui n'ont pas le temps de manifester...

Perturber les cours pour tous = à ce que la FTQ a fait il y a 2 semaines.

Les manifestants enlèvent la liberté des autres qui ne veulent pas manifester... un processus anti-démocratique.

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Presque tous les cégeps de l'Est du Québec en grève – Mise à jour le jeudi 10 novembre 2011 à 14 h 57 HNE



Des étudiants protestent contre le dégel des frais de scolarité (archives)

Des jeunes des trois régions de l'Est du Québec prennent part au mouvement contre la hausse des droits de scolarité.

Ils sont des centaines à [manifester dans les rues de Montréal](#) et encore plus nombreux à avoir érigé des piquets de grève devant leurs institutions d'enseignement.

Plus de 400 jeunes du Bas-Saint-Laurent, des étudiants de l'UQAR, des cégeps de Rimouski et de La Pocatière, sont partis pour Montréal, mercredi soir, pour participer à la grande manifestation étudiante contre la hausse des frais de scolarité.

Sur la Côte-Nord, des dizaines d'étudiants des deux cégeps, ceux de Baie-Comeau et de Sept-Îles, sont montés à bord d'autobus nolisés en direction de Montréal, mercredi soir. Même chose à Matane, où l'association étudiante avait aussi nolisé un autobus pour se joindre au mouvement de contestation.

Grèves locales

À Sept-Îles, ils étaient une vingtaine, jeudi matin, à bloquer l'accès au cégep. La présidente de l'association étudiante, Marjorie Lemire-Garneau, fait valoir que la région souffrira la hausse des droits de scolarité. Il y aura moins d'étudiants qui vont choisir l'université, explique l'étudiante, ou ils vont choisir de travailler pour payer l'université. « Or, on sait qu'il y a 50 % des étudiants qui vont travailler, ne retournent pas aux études », conclut Mme Lemire-Garneau.

À Baie-Comeau, la direction générale a sommé les enseignants de se présenter, sous peine de sanction. Le président de l'Assemblée générale étudiante, Yvan Tremblay-Morneau, indique que les enseignants et les trois syndicats ont refusé de franchir les piquets de grève. « Il n'y aura pas de cours à Baie-Comeau ce matin, et il n'y aura probablement pas demain non plus », a assuré l'étudiant.

En Gaspésie, ils sont des centaines d'étudiants des collèges de Gaspé, de Matane et d'Amqui à avoir érigé des piquets de grève.

À Matane, comme à Baie-Comeau, des enseignants sont venus appuyer les jeunes qui étaient une centaine à manifester devant les portes du cégep. Mardi, plus de 40 % des étudiants du cégep de Matane ont participé à l'assemblée générale au cours de laquelle le mandat de grève a été voté à l'unanimité.

À Gaspé, où les étudiants étaient aussi dehors, jeudi matin, Vincent-Olivier Bastien de l'Association étudiante souhaite le soutien de tous les citoyens. « On a une vingtaine de partenaires de développeurs de la Gaspésie qui se sont positionnés contre la hausse des frais », affirme M. Bastien.

À Rimouski, tôt le matin, les étudiants, vêtus de tuques rouges, étaient déjà nombreux devant l'UQAR à brandir leurs pancartes et à crier leurs slogans. Même si les étudiants ont obtenu l'appui d'une centaine de groupes syndicaux, la Ville de Rimouski a refusé cet automne de les appuyer.

Pour sa part, le premier ministre Jean Charest fait valoir que les droits de scolarité sont moins dispendieux au Québec qu'ailleurs au pays. Le gouvernement ajoute que les étudiants québécois doivent aussi contribuer à améliorer le financement universitaire.

Cette année, un étudiant universitaire ou ses parents payeront près de 2200 \$ en droits de scolarité. Dans six ans, la facture s'élèvera à près de 3800 \$.

Pour les étudiants en provenance de régions éloignées comme celles de l'Est du Québec, se

rendre à l'université après deux ou trois ans de cégep est encore plus coûteux puisque s'ajoutent souvent à la note finale le coût du logement, des frais de subsistance et de matériel scolaire. Nombre d'étudiants des villages et petites villes du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord doivent quitter leur milieu pour suivre la formation collégiale et arrivent déjà endettés aux portes de l'université.

L'Est du Québec compte une seule université, située à Rimouski.

[Les commentaires \(2\)](#)

Envoyé par [Daniel Potvin-Leduc](#) de Rimouski, 11 novembre 2011 à 10 h 32 HNE

Ha ha, on m'a fait remarquer que cette section de l'article ne mentionnait pas spécifiquement la ligne de piquetage. Au final, c'est probablement moi qui tourne les coins ronds dans mes commentaires (et qui les termine avec des y!) :

Envoyé par [Daniel Potvin-Leduc](#) de Rimouski, 11 novembre 2011 à 10 h 14 HNE

Bon matin, Radio-Canada!! Pour avoir été sur la ligne de piquetage de l'UQAR hier, de son début jusqu'à sa fin, je suis un peu surpris de lire que "les étudiants, vêtus de tuques rouges, étaient déjà nombreux devant l'UQAR à brandir leurs pancartes et à crier leurs slogans". Observez les photos de l'événement [<http://www.flickr.com/photos/lavantage/sets/72157628097615204/with/6331401079/>]; j'y vois bien peu de tuques rouges. De même, vous parlez de slogans criés; je ne sais pas comment a été mené le piquetage du côté de la 2e rue, mais au croisement des Ursulines et de Notre-Dame, le piquetage s'est fait calmement, sans cris. Cette description générique me rend perplexe, surtout compte tenu que j'étais présent lorsque le journaliste de Radio-Canada est venu investiguer la situation et réaliser des entrevues. Même chose à ce moment, ni tuques rouges, ni cris. Des détails, peut-être, mais je suis curieux de savoir quels autres coins ont été tournés un peu rondement?

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Droits de scolarité : les étudiants du Saguenay-Lac-Saint-Jean manifestent à Montréal – Mise à jour le jeudi 10 novembre 2011 à 14 h 43 HNE

Des centaines d'étudiants des cégeps de Chicoutimi, Jonquière, Alma et Saint-Félicien, ainsi que de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)

sont montés dans des autobus tôt jeudi matin pour aller participer à la manifestation nationale contre la hausse des droits de scolarité.



Des étudiants du Cégep de Jonquière se préparent à aller manifester à Montréal.

Les cours ont été annulés pour la journée dans les quatre cégeps. Cependant, les cours n'ont pas été suspendus à l'UQAC.

À l'UQAC, près de 200 étudiants ont tout de même décidé de faire la grève.

À compter de 2012, Québec veut augmenter les droits de scolarité de 325 \$ par année pendant cinq ans. À terme, le montant annuel pour une année d'études universitaires passera donc d'environ 2200 \$ à 3800 \$ par année, ce qui le ferait toutefois demeurer parmi les plus bas au pays.

Pendant ce temps, un petit groupe d'étudiants de l'université qui croit que l'augmentation est justifiée a aussi manifesté, brandissant des pancartes disant, entre autres : « Québec, payez mes études, mon char, mon iPhone et mon portable. Je m'occupe de la boisson. »

Le porte-parole, Louis Deschênes, affirme que les manifestants qui dénoncent la hausse des droits de scolarité lancent un double message. « Tu dis

que tu n'as pas assez d'argent pour étudier, mais en même temps, tu te paies des affaires qui sont du luxe. Je pense qu'il faut faire des choix dans la vie et avant de chialer que quelque chose est trop cher, il faut gérer son budget comme il faut », dénonce-t-il.

La [grande manifestation](#) doit quant à elle commencer vers 14 h au parc Émilie-Gamelin, au coin des rues Berri et Sainte-Catherine.

Les commentaires (1)

Envoyé par [Pierre-Luc Gauthier](#) de Saguenay, 10 novembre 2011 à 11 h 40 HNE

Continuez, vous avez mon appui à 100%. Avoir su le montant de ma dette et le salaire que j'ai, je n'aurais jamais fait d'études universitaire!

L'ÉCHO DU NORD – MIRABEL : Les étudiants du cégep manifestent contre la hausse des frais de scolarité – Publié le 10 novembre 2011 à 12:56



Une centaine d'étudiants en grève ont manifesté devant le cégep de Saint-Jérôme, le 10 novembre dernier.

Christian Asselin

Partout au Québec en ce jeudi 10 novembre, les étudiants en grève manifestent devant universités et cégeps afin de contester la hausse des frais de scolarité annoncée par le gouvernement Charest. Les étudiants du cégep de Saint-Jérôme ont joint le mouvement de protestation.

Après avoir manifesté devant l'établissement collégial de la rue Fournier toute la matinée, près d'une centaine d'élèves ont pris la direction de Montréal à 12h30 à bord de trois autobus scolaires afin de participer à une manifestation qui devrait regrouper quelque 40 000 étudiants de la province aux abords de la station de métro Berri.

Pour **Steven Labrecque**, président de l'Association étudiante du cégep de Saint-Jérôme (AGES), il était important de répondre à la demande de ses membres qui ont voté en majorité en faveur de cette journée de grève.

« Sur une population de 4 400 étudiants, 1 600 ont exercé leur droit de vote. De ce nombre, 65% étaient en faveur de la grève. C'est donc un appui important qui nous démontre que les étudiants sont là. Cette grève est nécessaire car c'est l'avenir de nos étudiants qui est en jeu », a-t-il déclaré, ajoutant que cette journée pourrait éventuellement se transformer en grève générale illimitée.

« Plusieurs actions ont été posées au cours de la dernière année pour dénoncer la hausse des frais de scolarité de 75% au cours des cinq prochaines années. Si nous n'obtenons pas de réponses affirmatives du gouvernement, nous consulterons nos membres au début de la prochaine session. Ce sont eux qui décideront si nous irons en grève générale illimitée », explique M. Labrecque qui rappelle que cette stratégie avait fonctionné en 2005.

« Les étudiants du cégep de Saint-Jérôme avaient fait la grève pendant six semaines à l'époque où Québec voulait couper dans les prêts et bourses. Le gouvernement était alors revenu sur sa position », dit-il.

Soutien du député fédéral

Le député fédéral de Rivière-du-Nord, **Pierre Dionne Labelle**, prenait place parmi les manifestants devant le cégep de Saint-Jérôme. Il était important pour lui d'être présent et de démontrer son appui aux étudiants.

« Les générations antérieures ont bénéficié de frais de scolarité peu élevés. Je n'aime pas l'idée de voir des étudiants s'endetter », a-t-il mentionné, ajoutant qu'il a aussi eu à payer des dettes d'études.

« Je me rappelle ces années où les intérêts sur ma dette étudiante se chiffraient à 15%. Nous vivons présentement une accalmie à ce niveau, mais s'il fallait que les intérêts remontent, ce serait désastreux. Je viens ici par solidarité car c'est pour moi une question de justice sociale ».

Flanqué de sa pancarte en signe de protestation, **David De la Durantaye-Leblanc**, étudiant au cégep de Saint-Jérôme, abonde dans le même sens que son député.

« Nous sommes ici pour combattre une injustice. La hausse des frais de scolarité est une aberration. Elle fera en sorte que plusieurs étudiants ne pourront accéder à des études supérieures », a-t-il conclu.

Soulignons que la hausse proposée par Québec s'élève à 1625\$ sur cinq ans pour l'inscription à l'université ou à 325\$ par année d'ici 2016. C'est donc un montant de 3 793\$ supplémentaires que devront déboursier les étudiants qui aspirent à des études universitaires.

RADIO-CANADA / ESTRIE : 850 étudiants sherbrookoïses se joignent à la manifestation contre la hausse des droits de scolarité à Montréal – Mise à jour le jeudi 10 novembre 2011 à 11 h 54 HNE



Vers 10 h jeudi, six autobus ont quitté le Cégep de Sherbrooke et 11 autres, l'Université de Sherbrooke, en direction de Montréal où les étudiants participeront à une grande manifestation nationale qui vise à dénoncer la décision de

Québec d'augmenter de plus de 1600 \$ les droits de scolarité au cours des cinq prochaines années. La manifestation doit se terminer à l'intersection des rues Sherbrooke et McGill College, au centre-ville montréalais. Des représentants des associations étudiantes devraient alors prononcer des discours.

Avant leur départ, des étudiants et des professeurs ont manifesté devant les deux institutions sherbrookoïses.

Les cours sont suspendus au Collège de Sherbrooke ainsi que dans les facultés d'éducation, de lettres et sciences humaines, des sciences et de droit à l'Université de Sherbrooke.

Rappelons que le gouvernement du Québec a annoncé que les droits de scolarité dans les

universités passeraient de 2170 \$ par année à 3795 \$ d'ici cinq ans.

Les commentaires (1)

Envoyé par [Sammy B.](#) de Rock-Forest, 10 novembre 2011 à 15 h 42 HNE

Qui paie les frais de transport!! Ils ne doivent sûrement pas avoir des autobus gratuites!! Et ils ne savent pas ces étudiants qu'ils sont dans une province où ça coûte le moins cher!!

Et c'est quoi ça faire une manifestation pour \$ 1625,00 sur 5 ans!! J'ai pas hâte de les savoir sur le marché du travail ces p00000vres étudiants...

LE NORD-EST : Les étudiants du cégep de Sept-Îles embarquent dans le mouvement – Jeudi 10 novembre 2011, 09h56

Par Jean Saint-Pierre

Un groupe d'étudiants bloquaient l'accès au cégep ce matin. Ils ont voté un jour de grève en assemblée générale mardi pour dénoncer la hausse des frais de scolarité. Une délégation est partie à minuit hier soir pour participer à une grande manifestation à Montréal cet après-midi.

La présidente de l'Association générale des étudiants, Marjorie Lemire est satisfaite de la mobilisation à Sept-Îles. « Avec 29% des membres présents pour le vote, nous avons un des plus hauts taux au Québec. La hausse des frais de scolarité touche encore plus fort les familles en région. Nous devons vivre en apparemment, payer la bouffe, le transport et le reste.

Je n'ai pas confiance en Jean Charest. Il coupe chez les moins nantis», déclare la jeune militante.





Des membres de l'AGE du cégep de Sept-Îles bloquent accès au cégep.

Les étudiants du Cégep de Sept-Îles bénéficient de l'appui du syndicat des professeurs et de centrales comme la CSN et la FTQ. Quelque 92% (194 Pour, 11 Contre) des étudiants présents à l'assemblée générale ont voté pour un débrayage d'une journée. Les cours reprennent demain. La présidente précise que le plan d'action de la Fédération des étudiants des cégeps du Québec prévoit d'autres gestes en février. «Il faut d'abord bien informer les étudiants dans le dossier des frais de scolarité. La décision sur

les prochains moyens de pression viendra de la base», assure la présidente Marjorie Lemire. «Je suis fière de la façon que ça s'est passé à Sept-Îles, commente Émilie Aubry pancarte à la main. Les étudiants n'ont pas voté pour un congé. Ils ont reçu de l'information. Ils ont questionné la démarche avant de voter. Nous avons eu une bonne assemblée étudiante à Sept-Îles. La réalité, c'est que les coûts deviennent trop élevés pour des études.»

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Les étudiants manifestants de la Mauricie et du Centre-du-Québec convergent vers Montréal – Mise à jour le jeudi 10 novembre 2011 à 11 h 28 HNE



Plus de 600 personnes de la Mauricie et du Centre-du-Québec se rendront à Montréal, jeudi, dans 13 autobus pour participer à la grande manifestation contre la hausse des droits de scolarité à l'université. Les cours devraient être suspendus pour la journée aux cégeps de Victoriaville, Trois-Rivières, Shawinigan et Drummondville. Par contre, les activités se poursuivront normalement à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Jeudi matin, des étudiants et des professeurs ont manifesté devant les institutions de la région. En

fin d'avant-midi, des autobus ont pris le départ vers Montréal. Des professeurs et des enseignants se joindront aux étudiants pour manifester tant dans la région qu'à Montréal. Rappelons que le gouvernement du Québec a annoncé que les droits de scolarité dans les universités passeraient de 2170 \$ par année à 3795 \$ d'ici cinq ans.

LAVANTAGE.QC.CA : Grève des étudiants: lignes de piquetage hermétiques à l'UQAR et au Cégep de Rimouski - Publié le jeudi, 10 novembre 2011 09:29 -



par Thérèse Martin

Les cours et les services sont perturbés au Cégep de Rimouski et à l'UQAR, ce jeudi 10 novembre, alors que les étudiants des deux établissements tiennent une journée de grève pour protester contre la hausse des frais de scolarité annoncée par le gouvernement Charest.

Des lignes de piquetage ont été érigées tôt ce matin devant les deux établissements, et plus de 500 étudiants sont montés dans des autobus pour se rendre à Montréal, où une grande manifestation réunissant des milliers d'étudiants doit avoir lieu en après-midi. La direction du Cégep de Rimouski a pris la décision d'annuler les activités pour la journée. À compter de 16 h 30, les activités liées à la formation continue doivent cependant reprendre et se poursuivre en soirée.



À l'Université du Québec à Rimouski, la direction a demandé aux employés de ne pas essayer de franchir la ligne de piquetage hermétique, en avant-midi, puis en après-midi. La direction de l'UQAR demande aux employés de se rendre à l'université en soirée et de vérifier alors si la ligne de piquetage sera ou non maintenue.

Au Québec, plus de 200 000 étudiants des cégeps et des universités sont en grève, aujourd'hui. Rappelons par ailleurs que les étudiants de la région, notamment, ont reçu l'appui de plusieurs syndicats, organismes et municipalités. Selon les étudiants, la hausse des frais de scolarité pourrait porter la facture universitaire annuelle, en comptant les frais afférents, à 4 700 \$. Selon la présidente de l'Association générale des étudiants du Cégep de Rimouski, Billie-Pier Briand-Gionest, beaucoup d'étudiants dont la famille fait partie de la classe moyenne ne sont pas éligibles au régime des prêts et bourses et la hausse des frais de scolarité met en péril l'accessibilité aux études. Elle ajoute que cette lutte est liée à un choix de société.

[Voyez notre galerie de l'événement](#)



LA REVUE DE CŒUR ET D'ACTION : Les étudiants de Terrebonne joignent le mouvement – Jeudi 10 novembre 2011

Karine Limoges

Sous une fine pluie, jeudi matin, ont manifesté près de 30 étudiants devant le Cégep de Terrebonne. Leurs revendications se situent contre la hausse des frais de scolarité à l'université. Ils se sont joints à la manifestation nationale à Montréal.

La Revue a rencontré le vice-président de l'association étudiante AGÉÉCLT, Lucas Galarneau. «Le 31 octobre, nous avons tenu un référendum pour connaître la position des étudiants, et plus de 90 % (1 108 votes compilés) se sont prononcés contre la hausse des frais de scolarité», explique-t-il. Par la suite, un deuxième référendum, le 10 novembre, a sondé les cégépiens afin de savoir si ceux-ci souhaitaient se joindre au mouvement national et se déplacer à Montréal pour manifester. Sur 1 093 répondants, 62 % ont exprimé leur désir de s'y rendre.

«Le message véhiculé par le gouvernement libéral est aberrant, soutient Lucas. Il dit que les étudiants contribuent à l'endettement, mais les études, ce n'est pas un luxe, c'est un investissement.» Le gouvernement de Jean Charest entend augmenter les frais de scolarité de 325 \$ par

année dès l'automne 2012, et ce, durant cinq ans. Hausse qui atteindra donc un total de 1 625 \$ en cinq ans, faisant augmenter les frais de scolarité de 2 168 \$ à 3 793 \$. «L'augmentation est déraisonnable», a conclu le vice-président de l'AGÉÉCLT.

Bien que l'association étudiante du Cégep de Terrebonne soit indépendante, elle s'associe au mouvement qui regroupe la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) et la Fédération universitaire du Québec (FEUQ). Lucas et ses collègues de l'AGÉÉCLT défendent ainsi le droit des étudiants qui n'ont pas nécessairement les sous ou des parents derrière eux pour les aider à se prévaloir d'une chance égale d'obtenir une éducation de qualité.

Levée des cours

Dans une optique d'appui au «projet de formation» de l'élève, la direction a décidé d'autoriser un protocole d'entente prévoyant l'arrêt des cours cette journée-là. «C'est une mesure exceptionnelle, a commenté Céline Durand, directrice au collège constituant de Terrebonne. C'est la première fois qu'on autorise une suspension des

cours la veille en raison du déclenchement d'une grève.» Elle poursuit en soulignant que la décision de la direction a été motivée par l'ampleur nationale de l'appui envers le mouvement étudiant. De fait, de nombreux groupes se sont joints au mouvement, dont la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEQ) et la Fédération des femmes du Québec (FFQ).

Le collège tient cependant à conserver sa neutralité dans l'affaire, et n'a pas souhaité émettre de commentaires quant à la cause qui mettrait en péril l'avenir des étudiants qui voudraient entreprendre des études supérieures. «L'association (AGÉÉCLT) a très bien fait ça, a toutefois tenu à souligner Mme Durand. C'est à la hauteur des valeurs que nous privilégions.» Elle salue l'initiative de l'AGÉÉCLT, qui a sondé les élèves qu'elle représente par le biais d'un sondage en ligne.

Les étudiants de Terrebonne se sont donc rendus, à bord de deux autobus transportant 100 d'entre eux, au parc Émilie-Gamelin à Montréal, d'où la manifestation partait. Les marcheurs se sont déplacés jusqu'aux bureaux du premier ministre Jean Charest.

LE TRAIT D'UNION : Le mouvement de grève étudiante frappe le Cégep régional de Lanaudière – Jeudi 10 novembre 2011



Lucas Galarneau, vice-président de l'Association générale des étudiantes et des étudiants du Cégep de Lanaudière à Terrebonne

Richard Cloutier

Les étudiants se joignent à la Manifestation nationale contre la hausse des frais de scolarité. Une trentaine d'étudiants manifestaient, tôt jeudi matin, face au Collège constituant de Terrebonne du Cégep de Lanaudière lors du passage du Trait d'Union. «Les étudiants n'ont pas les moyens de se payer une augmentation de facture de 127%», explique Lucas Galarneau, vice-président de l'Association générale des étudiantes et des étudiants du Cégep de Lanaudière à Terrebonne (AGÉÉCLT).

Dans le cadre de son budget 2010, le gouvernement du Québec faisait part de son intention de

hausser les frais de scolarité universitaire à compter de l'automne 2012. La hausse prévue atteindrait 325 % par année, pendant cinq ans, soit 1 625 \$ au total.

«On va manifester et se faire entendre», confirme Lucas Galarneau. «On a provoqué une levée de cours aujourd'hui afin de participer, avec toutes les grandes fédérations étudiantes, à la manifestation nationale.»

Deux autobus quittaient à midi le boulevard des Entreprises, à Terrebonne, où se trouve le Cégep de Lanaudière, en direction du Parc Émilie-Gamelin, à Montréal. Ils y ont rejoint environ 10 000 étudiants pour une manifestation regroupant des associations étudiantes provenant de partout à travers la province.

«La communauté nous appuie dans notre démarche. Notre direction d'école nous appuie également. On a signé un protocole d'entente pour réaliser cette levée de cours. Les professeurs sont aussi derrière nous. Ils comprennent qu'il s'agit d'une hausse qui compromet l'accessibilité aux études.»

Confirmant son appui au mouvement d'opposition à la hausse des frais de scolarité, la députée fédérale de Terrebonne-Blainville, Charmaine Borg, s'est également rendue au Parc Émilie-Gamelin. «Comme je suis une jeune députée et que je n'ai terminé mes études que très récemment, je connais très bien la réalité des étudiants», a-t-elle expliqué au Trait d'Union dans le cadre d'une entrevue téléphonique. «Il

n'est souvent pas facile d'avoir accès à une éducation post-secondaire. Moi-même, j'ai dû occuper deux emplois pour arriver à financer mes études.»

Le député provincial de Terrebonne, Mathieu Traversy, porte-parole de l'opposition officielle pour la jeunesse et les affaires étudiantes, était également sur place. Lors d'une entrevue téléphonique, jeudi matin, il n'a pas manqué de souligner au Trait d'Union l'importance des enjeux liés à cette manifestation. «La question des frais de scolarité n'est rien de moins qu'un enjeu collectif. Jamais un obstacle financier ne devrait être considéré par les jeunes lorsque vient le temps de déterminer les choix pour l'avenir et surtout, ne devrait pas être une raison devant mener à la cessation des études.»

Outre sa participation à cette manifestation nationale, l'AGÉÉCLT fera parvenir au ministre des Finances et du Revenu, Raymond Bachand, plus de 500 lettres signées par des étudiants opposés à la hausse des frais de scolarité, afin de souligner son opposition.

Comme l'explique Lucas Galarneau, même si aucune autre action n'est prévue pour l'instant, les étudiants demeureront en alerte. «Si le gouvernement n'entend pas raison, nous n'aurons pas le choix de faire d'autres manifestations. La hausse des frais de scolarité, on n'a pas les moyens de payer ça.»

L'HEBDO JOURNAL : Hausse des frais de scolarité: les étudiants dans la rue – Jeudi 10 novembre 2011



Photo, Sylvie Branch
William Charbonneau, représentant de l'AGE du Cégep

Sylvie Branch

Quelque 150 étudiants et une dizaine de professeurs du Cégep de Trois-Rivières participeront à la journée de manifestation contre la hausse des frais de scolarité à Montréal aujourd'hui.

«Ce ne sont pas juste les étudiants qui réclament le gel des frais de scolarité. 130 groupes sociaux nous appuient. Le gouvernement Charest ne comprend pas ça!» déclare William Charbonneau, de l'Association générale étudiante (AGE) du Cégep.

Plus de 200 000 personnes convergeront au centre-ville de Montréal afin de réclamer le gel des frais de scolarité.

La hausse prévue par le gouvernement Charest est de 1625\$ sur cinq ans pour l'inscription à l'université ou 325\$ par année d'ici 2016. La facture s'élèvera donc à 3793\$.

«Je ne pense pas qu'il y ait une corrélation entre les frais de scolarité et la qualité de l'enseignement. Si on veut une qualité d'enseignement, il faut seulement une volonté politique», ajoute le représentant de l'AGE.

Le Syndicat des professeurs du Cégep donne aussi son appui aux étudiants dans ce combat contre la hausse des frais.

«Nos jeunes vivent du surendettement. C'est fondamental de leur permettre un accès à l'éducation gratuite. Après leurs études ils con-



tribueront comme tout le monde. Les frais de scolarité sont une des priorités d'action de notre syndicat», souligne Jean Fournier, président du Rappelons que les étudiants du Cégep ont voté à 91% en faveur de la grève. Les cours sont suspendus pour toute la journée.

Des étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) participeront aussi à la grève. Toutefois, les cours ne sont pas suspendus à l'UQTR.